



Paroles d'habitants et habitantes  
de quartiers populaires

5<sup>e</sup> rapport national  
Septembre 2021

# DES HABITANT-ES COMME LES « On vit là normalement... Enfin presque! » AUTRES ?

Fédération des  
Centres sociaux et  
Socioculturels de France  
& Question de Ville

# DES HABITANT-ES COMME LES «On vit là normalement... Enfin presque!» AUTRES?

Fédération des  
Centres sociaux et  
Socioculturels de France  
& Question de Ville

Paroles d'habitants et habitantes  
de quartiers populaires

5<sup>e</sup> rapport national – Septembre 2021

# Un immense merci...



... aux habitant-es ayant participé à la démarche : Allonnes et Le Mans (Sarthe), Bethoncourt (Doubs), Cambrai, Dunkerque et Marcq-en-Barœul (Nord), Creil (Oise), Cugnaux (Haute-Garonne), Fontenay-sous-Bois (Val de Marne), Garges-lès-Gonesse et Goussainville (Val d'Oise), Lingolsheim et Strasbourg (Bas Rhin), Marseille (Bouches-du-Rhône), Outreau (Pas-de-Calais), Saint-Claude (Jura), Saint-Amand-Montrond (Cher), Tremblay-en-France (Seine-Saint-Denis)

... aux représentant-es des associations et services, aux acteurs-trices du réseau des centres sociaux et des centres de ressources politique de la ville qui ont organisé la démarche : Centre social Saint-Gabriel (Marseille), Centre social du Grand Canet (Marseille), Centre social Le L.o.c.c.a.l (Saint-Amand-Montrond), Centre social La Lizaine (Bethoncourt), Centre social Espace Mosaïque (Cugnaux), Espace Mosaïque (Saint-Claude), Centre social Saint-Roch (Cambrai), Maisons de quartier de l'Aduges (Dunkerque), Centre social de Marcq-en-Barœul, Centre social Georges Brassens (Creil), Centre social Jacques Brel (Outreau), Centre social Le Galet (Strasbourg), Centre social La Montagne Verte (Strasbourg), Centre social l'Escale (Strasbourg), Centre social l'Albatros (Lingolsheim), Centre Social des Quartiers Sud (Le Mans), Centre Social d'Allonnes, Maison de quartier du Vieux pays (Tremblay-en-France), Centre social Louise Michel Mikado (Tremblay-en-France), Centre social Inter-G (Fontenay-sous-Bois), Centre social et culturel du Plein Midi (Garges-lès-Gonesse), Centre social Empreinte (Goussainville), Trajectoires Ressources (Bourgogne-Franche-Comté), l'Observatoire Régional

de l'Intégration et de la Ville (Grand Est), le Pôle de ressources Ville et développement social Ouest Francilien, la Fédération des centres sociaux Centre-Val-de-Loire, la Fédération des centres sociaux des Pays Picards, la Fédération des centres sociaux de la Sarthe, la Fédération des centres sociaux du Val-de-Marne, la Fédération des centres sociaux de Seine-Saint-Denis, la Fédération des centres sociaux du Bas-Rhin

... à Benjamin Coignet, qui a rédigé cet ouvrage, avec fidélité et respect pour la parole des 250 habitant-es engagé-es dans la démarche,

... aux membres du comité de pilotage de la démarche,

... à l'Agence Nationale de Cohésion des Territoires (ANCT), la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF), la Direction Générale de la Cohésion Sociale (DGCS) qui soutiennent cette démarche,

... à toutes celles et ceux, habitant-es et professionnel-les des centres sociaux, des centres de ressources Politique de la ville, des Fédérations de centres sociaux, de Question de Ville et de la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France, qui ont fait preuve de ténacité, d'enthousiasme, d'imagination et d'engagement pour la réalisation de ce rapport, malgré la crise sanitaire!

#### Coordination générale:

Juliette Demoulin, Alain Goguet,  
Murielle Maffessoli, Jean-Luc Michaud,  
Laetitia Rocher, Denis Tricoire

#### Remerciement spécial:

à Bénédicte Madelin pour sa contribution  
et son implication dans la démarche

#### Rédaction: Benjamin Coignet

#### Création graphique et mise en page:

Marion Papin

**Photographies:** Centres sociaux impliqués,  
Marta Nascimento, Amélie Héroux,  
Camille Nehlig-Camneh

**Imprimerie:** Centri'imprim



# Sommaire

- 6 Avant-propos
- 8 Les 22 centres sociaux engagés
- 10 Repères pour la lecture du rapport

---

## 15 » Faire face à la crise « comme d'hab. »

- 17 Être terré « mais pas enterré »
- 17 Le choc de l'assignation à résidence
- 19 Surmenage, réorganisation et nouveaux faux-espoirs
- 20 Vivre avec la peur mais faire face « comme d'hab. »
- 22 3 questions à Thomas Kirszbaum
- 24 Coexister dans la promiscuité
- 24 Des logements inadaptés « depuis des lustres »
- 27 Cohabiter se conjugue au pluriel
- 28 « Il faut penser aux autres » et « rester citoyen »
- 30 Faire « l'école à la maison » : la leçon du Covid
- 31 Les ressources domestiques des jeunes pour « tenir bon »
- 32 Reprendre possession du temps
- 32 Pour sa santé
- 33 Pour avoir du recul sur le monde et ralentir son rythme de vie
- 34 Pour se détresser
- 36 Pour apprendre et se cultiver

---

## 39 » Vers un espace public propre, sécurisé, animé et connecté

- 41 Un environnement urbain trop souvent dégradé et hostile
- 42 L'insalubrité et les déchets : « il faudra qu'on s'en sorte un jour »
- 44 Des zones que l'on évite
- 45 « C'est je t'aime moi non plus avec mon voisin »
- 48 3 questions à Jean-Yves Authier
- 50 Les difficultés récurrentes à partager l'espace public
- 51 Une demande de protection policière et de justice
- 52 Les drives et dérives de la drogue
- 53 Un sentiment d'insécurité généralisé et les non-dits
- 54 La colère « de devoir toujours en arriver là » entre « les méchants et les gentils »
- 56 Se « mettre à la place » des délinquants pour mieux les comprendre ?
- 57 Trop de présence policière ou pas assez de contrôles ?
- 59 La vitalité de la rue
- 59 Les animations et événements qui « font du bien »
- 62 Sortir coûte que coûte
- 62 S'approprier des espaces urbains pour palabrer
- 63 Les commerces et marchés : entre vital et viral

- 64 Être dans le quartier et avoir la ville « à portée de main »
- 65 « Mon » quartier comme un « centre-ville » et un « carrefour de services »
- 67 Avoir l'usage de « l'ailleurs »
- 68 Être relié à « son » département et à « sa » région

---

## 71 » « Ils » ou « nous » : tous responsables de la situation ?

- 73 « Ils » sont responsables de la situation « parce qu'ils sont loin de nous »
- 73 « Ils » détruisent l'économie ?
- 74 « Ils nous logent » comme « ils veulent »
- 76 3 questions à Christophe Robert
- 79 Tentatives de décryptage d'un « ils » municipal
- 80 Faire face et faire avec le système scolaire
- 81 « Nous » sommes d'ici, « nous » sommes uni-es mais « nous » sommes multiples
- 81 Un « nous » multiple
- 82 Un « nous » questionné par les problématiques éducatives et de parentalité
- 85 Un « nous » solidaire... enfin reconnu
- 88 Retrouver l'apaisement, le respect et la considération entre « ils » et « nous »
- 88 Le sentiment d'être « des exilés à l'intérieur »
- 89 De la stigmatisation à la discrimination
- 91 Une absence d'interlocuteur et des méthodes « qui ne passent plus »

---

## 95 » Transiter vers de nouveaux modes de vie

- 97 Finalement, quel diagnostic pour les quartiers populaires ?
- 97 Un problème global à démêler soi-même
- 99 Une certaine nostalgie du passé
- 100 « Du positif ... » et « ... du négatif »
- 102 3 questions à Marie-Christine Jaillet
- 104 « On vit là normalement... enfin presque »
- 105 Les grands défis à relever
- 105 Comprendre d'abord que « les priorités ont changé »
- 107 Faire place à la nature et transiter vers une « vie de village »
- 108 Ménager et embellir le cadre de vie avec les habitant-es
- 110 (Re)mettre les jeunes au cœur de la cité
- 112 2 questions à Alice Lancien
- 113 Être inspiré-e par le care
- 114 Reconnaître la France des quartiers métissée et multiculturelle
- 116 Changer de méthode
- 116 Retrouver le sens de la transmission entre « nous »
- 118 Contribuer : « du déjà-vu qu'on aime refaire à chaque fois »
- 120 Prendre la main pour construire des réponses
- 121 S'appuyer sur des structures relais implantées dans les territoires

- 
- 124 Conclusion
  - 128 Pour aller plus loin... Une contribution croisée de la FCSF et de Question de ville
  - 132 Bibliographie
  - 134 Petit portrait des quartiers ayant participé au rapport



# Avant-Propos

La parole des habitant-es n'est pas suffisamment prise en compte par la politique de la ville et les politiques de droit commun. Le constat est formulé régulièrement, associé souvent à une forme de fatalisme. C'est pour agir sur ce constat et changer la donne que la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (FCSF) et Question de Ville, réseau des directeur-rices des centres de ressources politique de la ville, ont décidé en 2011 de produire tous les deux ans un rapport « Paroles d'habitant-es des quartiers populaires ». Celui-ci est rédigé à partir d'une démarche basée sur la construction d'une parole collective et permet de rendre compte du vécu des habitant-es des quartiers populaires.

## Ces rapports portent une ambition forte :

- Faire entendre la voix des habitant-es des quartiers et les positionner comme co-constructeurs de politiques adaptées à leurs besoins.
- Interpeller les pouvoirs publics sur les situations vécues dans les quartiers et les inciter à les prendre en compte dans l'élaboration de leur politique.
- Promouvoir le dialogue entre les élu-es, les décideur-ses public-ques, les professionnel-le-s et les habitant-es.

La démarche poursuit ainsi un enjeu d'interpellation nationale en même temps que de mobilisation locale. Elle contribue en effet, pour les centres sociaux comme les collectivités, à renforcer la connaissance des quartiers. Elle est un support pour un dialogue et une mise en action associant

habitant-es, acteur-rices locaux-ales. Après quatre rapports parus en 2011, 2014, 2016, 2019<sup>1</sup>, la Fédération des centres sociaux de France et Question de Ville ont lancé fin 2019 une nouvelle démarche de mobilisation des centres sociaux, pour recueillir et faire entendre la voix des habitant-es concernant leur quartier.

La crise sanitaire, les phases de confinement successives et les contraintes associées à la situation (impossibilité de réunir des groupes) ont interrogé la démarche et sa faisabilité. Fallait-il l'arrêter, la reporter ? Pourtant, les centres sociaux mobilisés, la Fédération des centres sociaux et Question de Ville n'ont pas voulu lâcher. Au contraire, le vécu et la perception des habitant-es des quartiers populaires durant cette période méritaient plus que jamais d'être écoutés et entendus. Les inégalités exacerbées comme les solidarités à l'œuvre révélées. Tout cela sans occulter le regard des habitant-es sur leur quotidien, en dehors de cette période exceptionnelle.

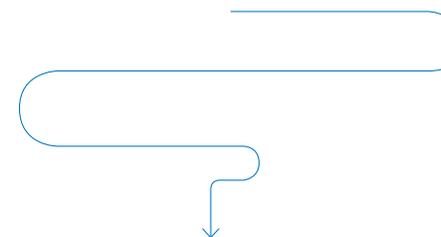
Les formes de rencontre avec les habitant-es se sont adaptées : échanges collectifs ou individuels en visio, sur le palier des appartements, appels téléphoniques, questionnaires... La matière recueillie, riche et foisonnante d'anecdotes, de représentations, d'opinions, d'émotions, de rêves et d'envies a ainsi permis de bâtir ce cinquième rapport « Paroles d'habitant-es de quartiers populaires ».

Le texte suit une logique de changement d'échelle progressive avec une première partie du rapport qui se focalise sur la vie dans les logements où la crise sanitaire

impregne les manières d'y vivre et de se représenter les besoins essentiels. La partie suivante livre le regard des habitant-es sur l'espace public qu'ils observent depuis leur fenêtre ou qu'ils et elles fréquentent en le traversant ou en s'y socialisant. Ensuite, le lecteur est invité à identifier une forte tension entre le « ils » (institutions, école, pouvoir politique, etc.) et ce qui compose le « nous » ; tension qui se traduit par une réflexion sur la nécessité de faire société en construisant ce qui est commun. La dernière partie du

rapport restitue la dimension la plus programmatique du discours, notamment avec la formulation de certaines propositions pour l'avenir des quartiers populaires.

Au final, le rapport restitue la parole des habitant-es dans un contexte où la crise sanitaire a fortement impacté les manières d'être, de voir, de ressentir et de dire. Ce n'est pas qu'un rapport sur la crise sanitaire mais sur la manière dont les habitant-es perçoivent leur environnement, leur quartier et la vie sociale.

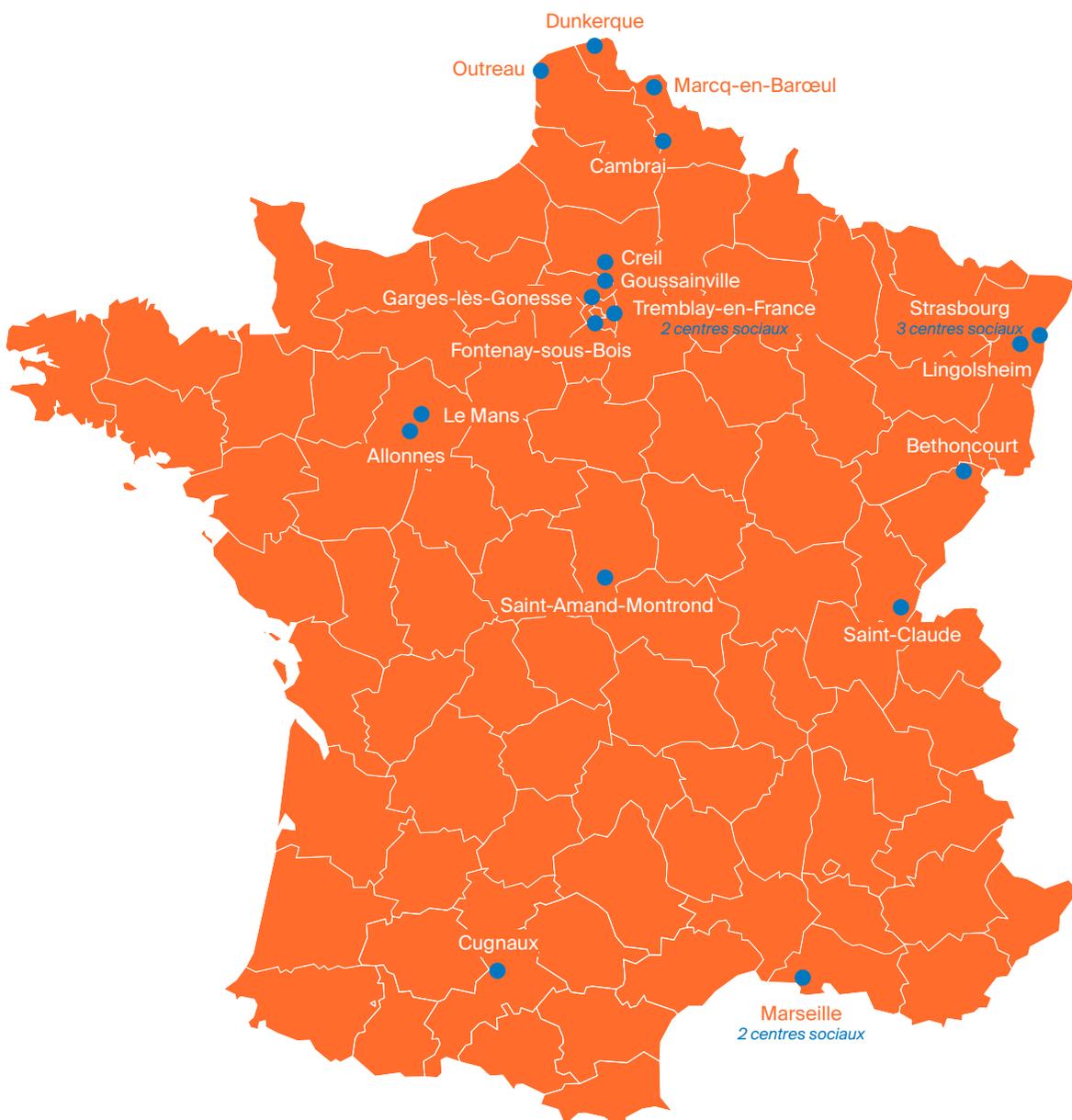


## En quelques chiffres



<sup>1</sup> « On voudrait entendre crier toutes les voix de nos cités » (2011) ; « Ils ne savent pas ce qu'on pense » (2011) ; « Tisser la confiance dans les quartiers populaires » (2016) ; « Il y a eu une cassure quelque part » (2019). Rapports à découvrir sur <https://www.centres-sociaux.fr/?s=rapport+biennal>

# Les 22 centres sociaux engagés



13	<p>📍 <b>Marseille</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>» <u>Grand Canet</u> Entretiens collectifs &amp; individuels</li> <li>» <u>Saint-Gabriel</u> Entretiens collectifs</li> </ul>	67	<p>📍 <b>Lingolsheim</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>» <u>L'albatros</u> Entretiens collectifs &amp; individuels</li> </ul>
18	<p>📍 <b>Saint-Amand-Montrond</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>» <u>Le L.o.c.c.a.l</u> Entretiens collectifs</li> </ul>	72	<p>📍 <b>Strasbourg</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>» <u>Montagne Verte</u> Entretiens collectifs</li> <li>» <u>HautePierre - Le Galet</u> Entretiens collectifs</li> <li>» <u>L'Escale</u> Entretiens individuels</li> </ul>
25	<p>📍 <b>Bethoncourt</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>» <u>La Lizaine</u> Entretiens collectifs</li> </ul>	72	<p>📍 <b>Le Mans</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>» <u>Quartiers Sud</u> Entretiens collectifs</li> </ul>
31	<p>📍 <b>Cugnaux</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>» <u>Espace Mosaïque</u> Entretiens collectifs</li> </ul>	93	<p>📍 <b>Allonnes</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>» <u>Allonnes</u> Entretiens collectifs</li> </ul>
39	<p>📍 <b>Saint-Claude</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>» <u>Espace Mosaïque</u> Entretiens collectifs</li> </ul>	93	<p>📍 <b>Tremblay-en-France</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>» <u>Louise Michel</u> Entretiens collectifs</li> <li>» <u>Vieux-Pays</u> Entretiens collectifs</li> </ul>
59	<p>📍 <b>Cambrai</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>» <u>Saint-Roch</u> Entretiens collectifs &amp; individuels</li> </ul>	94	<p>📍 <b>Fontenay-sous-Bois</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>» <u>Inter-G</u> Entretiens collectifs</li> </ul>
60	<p>📍 <b>Dunkerque</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>» <u>Aduges</u> Entretiens collectifs &amp; questionnaires</li> </ul>	95	<p>📍 <b>Garges-lès-Gonesse</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>» <u>Plein Midi</u> Entretiens collectifs &amp; individuels</li> </ul>
60	<p>📍 <b>Marcq-en-Barœul</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>» <u>Marcq-en-Barœul</u> Entretiens collectifs</li> </ul>		<p>📍 <b>Creil</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>» <u>Georges Brassens</u> Entretiens collectifs</li> </ul>
62	<p>📍 <b>Outreau</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>» <u>Jacques Brel</u> Entretiens collectifs &amp; questionnaires</li> </ul>		<p>📍 <b>Goussainville</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>» <u>Empreinte</u> Entretiens collectifs</li> </ul>

# Repères pour la lecture du rapport



## Une méthode adaptée au contexte sanitaire

Prenant en compte les contraintes sanitaires et leurs effets sur les habitant-es et le fonctionnement des centres sociaux, la mobilisation des habitant-es s'est organisée sur plusieurs phases.

Il était prévu de démarrer le travail de recueil de paroles par la mobilisation de collectifs d'environ dix personnes dont la diversité permettait d'avoir des échanges riches et nuancés : des habitant-es d'âges et de genre variés, ayant des situations familiales et professionnelles diverses, ayant différents liens avec le centre social, des origines culturelles et des nationalités multiples. Il ne fallait pas omettre certain-es ou sur représenter d'autres mais essayer de mobiliser en même temps des adolescent-es, des femmes avec enfant(s), des « ancien-nés », des habitant-es engagé-es et d'autres se déclarant éloigné-es de la vie de la cité. Au final, c'était aux acteur-rices locaux-ales de décider de la manière qu'ils et elles souhaitent donner à la mobilisation des habitant-es : groupe constitué au sein du centre social, groupe *ad hoc* associant habitant-es en lien avec le centre social et autres habitant-es du quartier, etc.

Le confinement du printemps 2020, puis celui de l'automne ainsi que les périodes sous fortes contraintes sanitaires (limitation des rassemblements, etc.) ont nécessité des

ajustements dans la mesure où la présence simultanée de plusieurs personnes dans un même lieu n'était plus possible. Des rencontres collectives en visioconférence ont parfois été organisées, ailleurs la collecte de paroles individuelles s'est faite par des entretiens par téléphone, en visioconférence ou « au domicile » (sur le palier essentiellement). Enfin, différents matériaux ont pu être collectés : carnets de confinement, questionnaires, etc.

Pour ces différentes méthodes, les questions abordées étaient générales, ouvertes, invitant à la description et au développement d'opinions : « que vivez-vous d'important dans le quartier ? » ; « qu'y aimez-vous ? » ; « racontez-nous un petit plaisir, un petit bonheur, une expérience, une satisfaction récente... liés au quartier ». Inversement, « qu'est-ce que vous n'aimez pas ? » ; « quels manques, quels problèmes ? », etc.

Tous ces témoignages initiaux (« moi je... ») ont fait émerger une diversité de thèmes possibles de discussion. Afin d'étayer l'analyse et à partir des paroles recueillies, les centres sociaux qui le souhaitaient ont pu organiser de nouvelles rencontres entre octobre 2020 et début janvier 2021 sur les sujets suivants : la parole des hommes en âge de travailler, les décideur-ses – les « ils » –, les propositions des habitant-es.

## Les 6 principes d'écriture :



## Quelques repères pour la lecture du rapport

À partir de septembre 2020, plusieurs réunions nationales ont permis d'analyser les matériaux collectés et d'interpréter les tendances au regard du contexte sanitaire (ses effets sur la parole), de la composition des groupes de discussion et des méthodes utilisées pour organiser les échanges (choix d'animation). Il en ressort des données foisonnantes d'anecdotes, de représentations, d'opinions, d'émotions, de rêves et d'envies marquées par une surreprésentation des femmes (qu'elles soient en âge de travailler ou à la retraite) qui ont été classées selon trois grandes catégories :

1 ➤ L'expérience personnelle constitue la masse la plus importante de données collectées qui se traduisent par des descriptions et des sentiments faisant écho à la vie de la personne.

2 ➤ La montée en généralité représente une part moyenne des paroles collectées qui se traduisent majoritairement par l'évocation d'un « nous » de quartier, d'immeuble, de catégorie sociale.

3 ➤ La politisation du discours représente une petite partie des paroles collectées qui se traduisent par une tension avec des décideur-ses et le pouvoir mais aussi l'expression de solutions collectives et de projets concrets.

Le rapport restitue ces trois types de verbatim en respectant la montée en généralité des discours des habitant-es ; ces derniers offrant des fortes contradictions entre ce que chacun-e souhaite pour une vie meilleure et ce qui est rejeté.



12

↑ Quartier Hautepierre, Strasbourg (67) ©Camille Nehlig-Camneh



13

Quartier Saint-Gabriel →  
Marseille (13)



→ Quartiers sud, le Mans (72)  
↓ Quartier la Montagne verte, Strasbourg (67)



**FAIRE FACE  
À LA CRISE  
« COMME  
D'HAB. »**

## Introduction

Le 19 juin 2020, l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) publie les conclusions d'une enquête d'opinion des Français de métropole sur leur environnement économique et sur leur situation personnelle<sup>2</sup>. Les résultats confirment que plus les personnes sont modestes, plus le premier confinement a été difficile à vivre car :

- davantage touchées par le chômage partiel, les arrêts de travail et les fins de contrats ;
- dans une situation financière souvent dégradée ;
- plus en difficulté pour faire un suivi scolaire des enfants.

Dès lors, le confinement de mars 2020 n'a fait que révéler et accentuer les inégalités<sup>3</sup>. L'étude précise également que le temps est à l'interrogation rétrospective sur l'ensemble du confinement pour toutes les strates de la population, et ce, dans des proportions similaires. On s'interroge sur le sens de la vie et sur ses priorités tout « en se dépatouillant comme on peut » avec son quotidien, avec ses incertitudes et les nouvelles contraintes de cohabitation avec ses proches et/ou ses voisins.

Le repli sur son espace vital, son logement, son « chez soi » n'est pas une nouveauté pour les habitant-es des quartiers populaires car « l'appartement est considéré comme la barrière physique qui assure la protection de soi, à la fois contre les atteintes de la condamnation collective qui pèse sur le quartier, et contre l'intrusion du malheur des autres, de leur déchéance, de leur passivité. Dans la cité, rester chez soi apparaît comme le meilleur moyen de rester soi<sup>4</sup> ».

Pour les habitant-es rencontré-es, les contraintes imposées ont permis de révéler un rapport à l'habitat qui se partage avec les autres. Il offre un sas protecteur entre un dedans maîtrisé et un dehors perturbé. Avec les confinements successifs, le temps est passé d'une accélération permanente à une décélération passagère, libérant parfois les esprits de certaines contraintes sociales et invitant chacun-e à observer les autres et à se connecter différemment au « nous ».

Bref, si la réalité de la crise sanitaire a été partagée par l'ensemble de la population nationale, les habitant-es des quartiers populaires ont dû gérer plus de difficultés qu'ailleurs et ont dû, une nouvelle fois, mettre en avant leurs capacités à « faire face ».

# Être terré « mais pas enterré »

## Le choc de l'assignation à résidence

« Bonjour, je m'appelle Souad, ça fait dix-neuf ans que j'habite à Garges-lès-Gonesse et mon signe astrologique est le cancer mais ça n'a rien à voir ».

L'ambiance est détendue au Centre social Plein Midi : « Effectivement, ça n'a rien à voir mais merci quand même à tous d'être venus

**« Franchement, on a eu les infos le soir du 16 mars : "demain c'est le confinement" ! C'était brutal ! On n'était pas préparé psychologiquement »**

— Une habitante de Garges-lès-Gonesse —

ce soir. Je sais que ce n'est pas simple de se libérer de 19 heures à 20 heures 30 un mercredi ». Nabil, le directeur, sait poser un climat propice à l'expression de chacune. Il connaît le public et sent que les femmes sont prêtes à libérer leur parole. Elles sont venues pour ça. Elles bouillonnent et trépigment. Alors, avec un sens de la répartition et de la fermeté dans la gestion des débats, il invite les douze participantes à dire ce qu'elles ont sur le cœur, sans filtre, sur la vie du quartier. Au bout de quelques minutes, les prises de parole se font plus longues, les femmes plus expansives et volubiles : « Franchement, on a eu les infos le soir du 16 mars : "demain c'est le confine-

ment" ! C'était brutal ! On n'était pas préparé psychologiquement. Et qu'est-ce que l'on dit aux enfants quand ils demandent c'est quoi être confiné ? Confiné, ça veut dire qu'il n'y a plus de liberté ! Ma petite de dix ans a dit qu'on allait être prisonniers et mes trois grands adolescents disaient que l'on était tous séquestrés. J'ai dit non... À cause de quoi ? du Corona ! ». Le sujet jaillit de la discussion comme il a fait irruption dans les vies de chacun-e en mars 2020. Les mots s'enchaînent, se répètent, parfois par mimétisme au sein des groupes d'habitant-es, pour tenter de décrire ce qui a été vécu : sidération, frustration, gestes barrières, cluster, masque FFP2, colère, pangolin, coup de massue, vaccin. « C'était le vide et le stress d'un seul coup », déclare Myriam qui vit depuis sept ans dans le quartier Lutèce :

**« Ça nous a changé la vie mais attention, tout n'a pas changé non plus ! »** — Yasmine —

« On était choqué de voir la tour Eiffel fermée, l'Angleterre fermée, les grands monuments du monde complètement vides ». Observée depuis sa fenêtre ou son écran,

cette vision apocalyptique du monde marquera les esprits : « On était assigné à résidence comme ils disent ».

Assignation à résidence: le mot est lâché. Il est fort et puissant, il percute l'imaginaire, impressionne, inquiète. Il heurte notre conscience car, habituellement, l'assignation à résidence désigne des décisions de justice prononcées pour des personnes mises en examen ou pour qui « il existe des raisons sérieuses de penser que son comportement constitue une menace pour la sécurité et l'ordre publics<sup>5</sup> ». Effectivement, la France a fait l'expérience collective d'une

privation de liberté qui imposa temporairement l'assignation à résidence pour toutes et tous. Son objectif? Assurer une distanciation physique entre les individus pour limiter la transmission virale et casser la dynamique épidémique. Ses impacts pour les habitant-es des quartiers populaires? « On a été séquestrés pendant des semaines et des semaines. Et même quand c'était fini... ben ce n'était pas fini. Ça a continué avec les restrictions et le couvre-feu » lâche Yasmine, contactée par le Centre social L'escale à Strasbourg. Elle poursuit: « Ça nous a changé la vie mais attention, tout n'a pas changé non plus! ».

## Surmenage, réorganisation et nouveaux faux-espoirs

La très grande majorité des habitant-es des quartiers populaires n'ont pas eu l'opportunité d'avoir des solutions de repli (résidences secondaires, points de chute familiaux, etc.) pour traverser l'année 2020. Chacun-e a dû gérer, durant de nombreux mois, une multitude de sujets et résoudre d'innombrables problèmes, créant parfois une « charge mentale de malade mental ». Pour certain-es, le vide et le calme des rues étaient symétriquement opposés à l'agitation des foyers. C'est le cas de Khadija, jeune femme divorcée et sans emploi, qui vit dans le quartier Champvallion à Bethoncourt depuis 2015 avec ses deux filles, pour qui « une tempête » s'est produite: « C'était très difficile pendant trois ou quatre mois. J'étais avec les enfants toute la journée. H24. Et il y avait toujours quelque-chose qui n'allait pas: maman je suis fatiguée, maman on mange quoi, etc. Elles étaient très speed tout le temps et ça courait partout parce qu'on ne pouvait pas sortir... Tous les jours, tous les jours ». Khadija a dû se réorganiser, déléguer des tâches quotidiennes, (s')imposer un nouveau rythme pour avoir du temps à soi jusqu'à l'été vécu comme « un moment plus tranquille ».

Rapidement après la rentrée de septembre 2020, de nouvelles contraintes se sont imposées et il a fallu de nouveau trouver des repères qui permettent de vivre quotidiennement et d'entretenir l'espoir d'un retour à la normale. Mais à 18 ans, Shaima relate ses « faux-espoirs. Le confinement, c'était une étape, mais la vie après le confinement, ça n'a rien à voir. Le fait de devoir mettre le masque, le fait de ne pas savoir pour les transports ou pour les cours, c'était vraiment... Ça a été assez utopique de ma part de penser qu'en septembre tout allait pouvoir reprendre ». Elle conclut: « Mais l'espoir fait vivre, non? ».



## Vivre avec la peur mais faire face « comme d'hab. »

Chez de nombreux-ses habitant-es interrogé-es, l'expérience de la crise sanitaire fut un face-à-face avec les fragilités de l'existence. Madja et son mari ont rapidement attrapé le Covid: «La période a été très difficile parce qu'on avait peur pour nos enfants, on avait peur d'avoir peut-être contaminé nos parents. Je suis asthmatique et j'ai une maladie chronique. Alors, je me suis dit que ça y est, je vais y passer! On a eu peur et on a toujours peur». De même qu'Éva, contactée par le Centre social L'Escale à Strasbourg plusieurs mois après le confinement déclare: «Franchement, j'ai ressenti beaucoup de peur au début parce qu'on ne comprenait rien et puis après, c'est devenu de la paranoïa». Et avant? «J'avais peur d'autres choses, de tout ce qu'on voit et de tout ce qu'on entend». Et maintenant? «Je suis toujours flippée pour un rien». Interrogée par le Centre social Jacques Brel à Outreau, Louise déclare avoir «peur tout le temps. Ça fait peur, tout ce que l'on voit. Ce n'est pas que pour moi que je dis ça, c'est aussi pour les enfants du quartier».

La peur, ce sentiment d'angoisse éprouvé par la présence réelle d'un danger (Covid) ou par sa simple évocation, tient depuis des décennies, une place singulière dans la vie quotidienne des habitant-es des quartiers populaires<sup>6</sup>. Durant l'année 2020, la peur a repris de la vigueur, mettant en alerte maximale les habitant-es quant aux contraintes et nécessités du vivre-ensemble, créant une suspicion envers les autorités: «Ils nous font peur avec tout ce qu'ils disent de toute façon. Ils installent ce climat... Je ne sais pas si c'est fait exprès mais ils jouent avec une angoisse, une angoisse qui nous hante. [...] Par exemple? Ils nous disent blanc un jour et après ils nous disent noir sur ce qu'on doit faire ou ne pas faire. On ne comprend rien à tous ces chiffres, ça change tout le temps. On ne sait plus à quel saint se vouer... On a l'impression que c'est fait exprès quand même...», exprime une femme interrogée devant son

paillason par une animatrice du Centre social Saint-Roch à Cambrai. Lina, présente à la visioconférence organisée par le Centre social l'Empreinte à Goussainville rejoint cette idée: «J'ai eu très peur! La peur du corona, la peur de l'épidémie, d'être contaminée, vraiment la période de confinement, on l'a vécue avec beaucoup de stress et d'angoisse... Une grande peur surtout les trois premières semaines quand on regardait les informations: c'était très anxiogène. Ils nous disaient qu'on pouvait être contaminés à tout moment, qu'il fallait éviter de sortir. Vraiment, j'ai vécu une grande phobie: la peur d'être malade et de se faire hospitaliser... mais heureusement tout s'est bien passé!».

La peur pompe l'énergie vitale et fatigue les organismes. Elle fait «vieillir! J'ai pris dix ans en un an» déclame Shaima. La peur désorientée, fait perdre les repères, brouille les priorités, accélère ou freine les prises de décision.

**«Ce n'est qu'une énième crise!  
On en a vu d'autres ici»**

— Un-e habitant-e de quartier populaire —

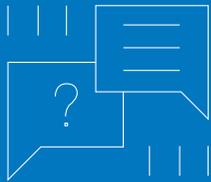
Si les habitant-es des quartiers populaires ont été proportionnellement plus impacté-es par la détresse psychologique que d'autres segments de la population<sup>7</sup>, chez les personnes rencontrées, elle a souvent été masquée, par pudeur ou par honneur. «C'était difficile» disaient certain-es du bout des lèvres après avoir rappelé qu'ils connaissent les galères, les épreuves, les difficultés de l'existence. «On s'en est sorti», éclipsaient d'autres après avoir expliqué la résistance qu'il faut avoir quand «on est en bas de l'échelle». Ils veulent montrer qu'ils font face, qu'ils sont dignes et courageux: «Ce n'est qu'une énième crise! On en a vu d'autres ici! On ne va pas rester enfermé entre nous toute notre vie quand même!».

→ Quartier Hautepierre, Strasbourg (67) ©Camille Nehlig-Camneh



← Quartier Hautepierre, Strasbourg (67)  
©Camille Nehlig-Camneh





# 3 questions à

# Thomas Kirszbaum<sup>B</sup>

## 1

**Comment les habitant-es des quartiers populaires ont-ils vécu la crise sanitaire tout au long de l'année 2020 ? Quelles inégalités ont été exacerbées ?**

Comme tout le monde, les habitant-es des quartiers populaires ont subi les contraintes du confinement et ont été confronté-es au risque de tomber malade. Mais la crise est venue amplifier toute une série d'inégalités préexistantes : inégalités face à la maladie, avec une proportion très élevée de personnes présentant des facteurs de comorbidité tout en étant plus éloignées des structures de soins, notamment pour celles et ceux confronté-es à la barrière du numérique ; inégalités face à des conditions de logement (suroccupation, inconfort...) génératrices de tensions domestiques particulièrement éprouvantes pour les jeunes et pour les femmes ; inégalités face à l'éducation avec une « continuité pédagogique » qui a accentué les écarts entre les élèves qui disposent de toutes les ressources informatiques et familiales pour poursuivre leurs apprentissages à domicile, et les élèves, nombreux dans les quartiers populaires, qui sont privés de telles ressources ; inégalités économiques avec la hausse massive du chômage, la fragilisation des petites entreprises, mais aussi la déstabilisation de l'économie informelle ; inégalités enfin face à la police dont les contrôles ont reproduit et amplifié des pratiques discriminatoires bien ancrées dans les pratiques de l'institution.

## 2

**D'un autre côté, on voit aussi émerger dans la parole des habitant-es des effets positifs, des ressources, des solidarités locales...**

Depuis toujours, les quartiers populaires sont l'objet de deux lectures opposées. Une première lecture appréhende ces quartiers à travers leurs handicaps, leurs déficits ou leurs manques. Mais la crise sanitaire a montré qu'on ne pouvait s'en tenir à cette lecture « handicapologique ». À l'encontre de certains stéréotypes, elle a montré que ces quartiers sont aussi des espaces où foisonnent les initiatives citoyennes et associatives. Cette seconde lecture en termes de ressources a été confortée par l'expression de multiples solidarités de proximité qui se sont mises en place spontanément, ou bien ont été facilitées par des liens préexistants avec les associations de proximité, que ce soit pour fabriquer des masques, fournir une aide alimentaire ou aller au-devant des personnes isolées. On dispose de nombreux témoignages montrant aussi que la mobilisation des jeunes a permis de compenser, en partie au moins, la défection des bénévoles associatifs, souvent âgés, qui ont préféré rester confinés chez eux. Ces ressources ont permis d'organiser une forme de résilience territoriale. La capacité d'adaptation et d'auto-organisation des citoyen-nes et des associations de proximité contraste d'ailleurs avec la relative inertie des organisations publiques qui, par nature, ne disposent pas de la même flexibilité.

## 3

**Sait-on déjà quelles sont les premières conséquences de cette crise pour les quartiers ?**

Au début du premier confinement, ce n'est pas à la reconnaissance des fragilités et vulnérabilités multiples des quartiers que l'on a assisté, mais au contraire à une avalanche de discours stigmatisant leurs habitant-es, suspecté-es de ne pas respecter les règles de distanciation sociale et de limitation des sorties hors du domicile. Puis la tonalité du débat public a changé, notamment après la diffusion des images de files d'attente pour l'aide alimentaire à Clichy-sous-Bois ou Marseille. On voit aujourd'hui que la crise a exacerbé les interdépendances entre pauvreté, précarité de l'emploi, conditions de logement, difficultés d'accès aux droits, au numérique, à la santé ou à l'éducation. À moyen ou long terme, les conséquences cumulées de ces phénomènes risquent d'avoir un coût très lourd.

Les difficultés des quartiers populaires ont été largement occultées ces dernières années sous l'effet des discours qui opposent les quartiers populaires à une France dite « périphérique » ou des « territoires », dont les souffrances occupent le devant de la scène notamment depuis le mouvement des Gilets Jaunes. Est-ce que le fait de remettre les projecteurs sur les quartiers populaires suffira à provoquer un élan de solidarité et à dépasser les simples mesures

d'urgence pour s'attaquer enfin aux inégalités structurelles que la crise a non seulement rendu visibles, mais amplifiées ? L'enjeu est bien de sortir de la gestion de l'urgence pour engager des réformes structurelles attendues depuis si longtemps. Il faudrait beaucoup de volontarisme politique, qu'on cherche en vain ces dernières années... Il faudrait objectiver les inégalités territoriales de dotations en moyens financiers et humains, mais peu d'administrations sectorielles y sont disposées, surtout s'il s'agit de mettre ces moyens en regard de l'ampleur des besoins, dans une perspective d'équité sociale et territoriale. Si les besoins des quartiers sont moins bien pris en compte, c'est aussi parce que les habitant-es et les professionnel-les qui y œuvrent ne sont pas vraiment constitués en groupes d'intérêt capables de peser sur les choix de politique publique. Il faudrait enfin – et c'est peut-être ce qui conditionne tout le reste – créer une véritable délibération démocratique sur l'équité sociale et territoriale, dans le cadre d'un débat public pluraliste et informé par les connaissances objectives que l'on a sur les quartiers. L'enjeu démocratique n'est pas nouveau, mais il se pose avec plus d'acuité encore dans le contexte d'une mise en suspens de la vie démocratique par les lois d'urgence et d'exception.

# Coexister dans la promiscuité

Les habitant-es des quartiers populaires n'ont pas découvert en 2020 les difficultés de vivre en promiscuité dans des logements exigus<sup>9</sup>. Selon l'Insee, près d'un-e habitant-e sur trois vivant en quartier prioritaire se trouve en situation de surpeuplement<sup>10</sup>, et ce phénomène s'accroît depuis l'année dernière, le taux de surpeuplement a bondi de 24,3% à 30,5% entre 2006 et 2013 (passant de 16,3% à 18,2% pour le deuxième décile). Pour décrire la manière dont le repli dans l'espace intime est vécu « depuis des années », les habitant-es rencontrés parlent « d'entassement » dans les appartements, « d'empilement les uns sur les autres », d'autres

encore de « compactage en faisant gaffe à ne pas se marcher dessus ».

Si sortir répond pour eux à des impératifs économiques, sociaux et existentiels qu'il est difficile de mettre entre parenthèses, la cohabitation à l'intérieur s'est faite « comme on a pu. Ça n'a pas été tout rose, mais ça n'a pas été tout noir non plus ». Les frontières des uns et des autres, les zones interdites, les barrières (in)franchissables, les cloisons qui tombent ou qui se montent, sont autant de thèmes abordés pour exprimer les adaptations qu'il a fallu opérer. Les repères d'avant sont toujours là mais il a fallu les ajuster.



Près d'un-e habitant-e sur trois vivant en quartier prioritaire se trouve en situation de surpeuplement (Insee, année)

## Des logements inadaptés « depuis des lustres »

Pour de très nombreux habitant-es qui ont accepté d'évoquer ce sujet lors des échanges, les logements, souvent neufs ou réhabilités, dévoilent à l'usage des inadaptations et dysfonctionnements qui pèsent sur la vie quotidienne : cuisines trop petites ou trop grandes par rapport aux pièces communes, chambres insuffisantes en nombre,

etc. Pour Louise du quartier de la Tour du Renard à Outreau, « il aurait fallu mettre la porte de salle de bain de l'autre côté. On aurait plus de place pour rentrer... mais bon, c'est comme ça ».

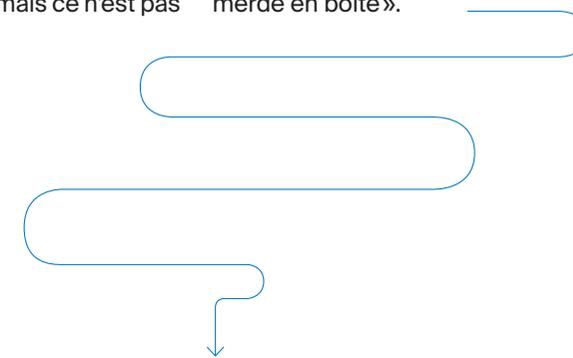
Sur le quartier Champvallon de Bethoncourt, Line explique les problèmes de dimension-

nement de son logement<sup>11</sup> au regard de la configuration de sa famille : « Mon logement, c'est petit pour nous. J'ai un gamin de 18 ans et l'année dernière, il a eu le bac. Il ne pouvait pas faire ses devoirs parce qu'on n'a que deux chambres : la chambre des parents et la chambre des trois enfants. Le salon sert aussi pour dormir. Donc, on est un petit peu serrés et ça fait trois ans maintenant que c'est le même problème. Ils disent que c'est un F4 mais ce n'est pas un F4 ».

« J'ai un gamin de 18 ans et l'année dernière, il a eu le bac. Il ne pouvait pas faire ses devoirs parce qu'on n'a que deux chambres : la chambre des parents et la chambre des trois enfants. Le salon sert aussi pour dormir. Donc, on est un petit peu serrés » – Line –

L'expérience du confinement et du couvre-feu dans leur logement exigu a déclenché une prise de conscience du couple sur leurs besoins : « Avec mon mari, on a bien discuté sur ce qu'on voudrait pour plus tard : un appartement avec un grand balcon pour sortir ou même une maison avec un jardin ». Elsa rebondit sur les propos de Line pour évoquer sa situation familiale et les problèmes de sonorisation de son logement : « Moi aussi, ils disent que c'est un F4 mais ce n'est pas

vrai du tout. Les chambres sont toutes petites. La cuisine et la salle de bains sont à côté, c'est un problème. Et le sol est en bois, ça fait clac clac clac quand on marche. C'est un problème la nuit parce qu'on entend tout quand il y en a un qui se déplace ». Line généralise alors : « C'est tous les logements du quartier qui sont comme ça. Même refaits, ils craquent de partout. Avec du lino ou du parquet, c'est pareil, ce n'est pas des bons matériaux ». Elsa conclut d'un « c'est de la merde en boîte ».



Part des résidences principales sur-occupées par type de QPV et dans les unités urbaines englobantes

Type de QPV	QPV de la classe	UU englobant les QPV de la classe
Centres anciens	14	9
Quartiers HLM de petites unités urbaines	8	3
Quartiers périphériques de petites adresses (moins de 20 logements)	10	9
Quartiers HLM périphériques	15	8
Quartiers HLM de banlieues éloignées	19	8
<b>QPV France métropolitaine</b>	<b>14</b>	<b>7</b>

## Cohabiter se conjugue au pluriel

À l'intérieur des logements, plusieurs formes de cohabitation ont été évoquées par les participant-es lors des rencontres.

D'abord, la cohabitation entre conjoint-es a provoqué des disputes à répétition, une agressivité oscillante, un nécessaire zonage pour que chacun-e ait son espace de vie, des contacts évités « du matin au soir », un mutisme ou un silence pesant. Mais aussi, la cohabitation a pu avoir des effets positifs : échanges retrouvés, projection dans l'avenir, analyse apaisée des histoires passées, etc.

**« L'appartement paraissait encore plus petit du fait qu'on y passait toute la journée » – Lina –**

Valentina du quartier du Grand Canet dans le 14<sup>e</sup> arrondissement de Marseille illustre cette diversité de moments vécus lors du premier confinement de mars 2020 : « C'était... comment dire... différent de d'habitude mais en même temps c'était un peu comme avant. L'appartement paraissait encore plus petit du fait qu'on y passait toute la journée. Il y avait les devoirs des enfants mais là c'était toute la journée. Et puis, avec le mari, il y a eu des jours où ce n'était pas... où ça ne se passait pas très bien. Il n'était pas malade, non, c'est juste que l'on passait beaucoup de temps à se disputer, surtout au début. Après, ça s'est calmé quand on a compris qu'on n'avait pas le choix et que ça allait durer des semaines et des semaines. Et puis finalement, ça a été bien sur la fin... jusqu'à ce qu'on ressorte quoi ! Ce n'est pas facile de vivre avec les autres quand même ! ».

On sait l'importance de la famille dans la socialisation des classes populaires<sup>12</sup> et

notamment l'attachement à la famille en tant que forme de vie sécurisante<sup>13</sup>. Depuis le début de la crise sanitaire, la ressource famille a été fortement activée et le temps passé pour elle (et en elle) a fait l'objet d'une attention forte. Pour certain-es, le recentrage dans « le cocon » a permis simplement de « se dire des choses », de rapprocher les visions du monde et rééquilibrer la gestion du foyer.

La cohabitation intrafamiliale a également été évoquée par les adolescent-es rencontrés à Goussainville, Strasbourg et Marseille pour décrire, là aussi, des effets variés : complicité retrouvée, partage des chambres, variation des rythmes de vie, conflictualité exacerbée, etc. Lina, 18 ans, habite avec ses parents et son frère dans le quartier des Grandes Bornes à Goussainville. Elle revient sur les nombreuses semaines d'enfermement évoquant le « chaud et le froid » pour décrire les fortes disputes, les sauts émotionnels, les dérapages verbaux puis l'installation d'un climat austère : « Pendant le confinement, comme on était bloqué avec la famille, c'était un peu difficile de vivre avec les mêmes personnes pendant longtemps sachant qu'avec mon frère on a quasiment le même âge, donc c'est un peu compliqué ». Quelques semaines après cette épreuve, lors de la rencontre en visioconférence avec d'autres habitant-es du quartier, elle dévoile que « c'est toujours assez tendu. Il y a des conséquences quand même ».



↑ Quartier la Briquetterie, Marq en Barceul (59)

Quartier Cronenbourg, →  
Strasbourg (67)



## « Il faut penser aux autres » et « rester citoyen »

Pour réussir à cohabiter sous le même toit, il faut (ré)apprendre à coexister avec ses proches. Les habitant-es rencontré-es ont conscience qu'il faut « penser aux autres », maîtriser ses émotions et son vocabulaire, ne pas « s'imposer tout le temps », être conciliant-e et respecter les règles communes.

Nafissatou, interrogée par le Centre social Plein Midi de Garges-lès-Gonesse, déclare que durant l'année 2020, elle faisait « du télétravail à 100 % et mon mari aussi. C'était bien parce qu'on a pu se voir plus, manger ensemble le midi. [...] Mais pour que ça fonctionne bien, il a fallu mettre en place des règles avec des horaires pour qu'on ne se gêne pas. On a expliqué ça aux enfants pour qu'ils comprennent qu'on allait être ensemble différemment. Il faut penser à nous aussi ».

Prendre le temps de réorganiser la répartition des tâches et d'éprouver une nouvelle organisation qui prenne en compte les contraintes, exigences et besoins de chacun-e : c'est ce que Bountouraby, interrogée par le Centre social Plein Midi de Garges-lès-Gonesse, décrit. Elle évoque l'effet positif de l'année pour « retrouver mon mari, parce que je ne le vois pas souvent, il est pris par son travail. On n'avait pas le temps de se retrouver, sauf une fois dans la semaine. C'est vrai que le fait d'être tous les quatre à la maison, on a dû se réorganiser, partager les tâches, des choses que je faisais toute seule avant, finalement on les faisait à deux. Donc ça m'a beaucoup soulagée à ce niveau-là ».

Pour certain-es habitant-es, la recherche d'une cohabitation harmonieuse dans les logements exigus fait écho aux problématiques du vivre-ensemble dans les quartiers populaires et plus généralement dans le reste de la société. Autrement dit, toute l'agilité nécessaire pour rendre vivable un

quotidien soumis à de fortes contraintes (déplacements réduits, temps en extérieur compté, etc.), ce qui est vécu sous le toit, interroge les principes essentiels de la vie collective.

**« On a dû se réorganiser, partager les tâches, des choses que je faisais toute seule avant, finalement on les faisait à deux. Donc ça m'a beaucoup soulagée à ce niveau-là »** – Bountouraby –

Quelques jours avant le premier confinement de 2020, Louise déplore l'inactivité de nombreux-ses habitant-es dans les quartiers de Dunkerque. Elle critique les choix individuels de « rester à la maison à ne rien faire », car « beaucoup se complaisent dans leur isolement ». Elle explique que, peut-être, « les habitants n'osent pas », qu'ils « n'ont pas envie parce qu'ils sont flémards » ou parce qu'ils sont « des profiteurs du système ». Elle voit à cela deux conséquences sur le vivre-ensemble au sein du quartier et plus généralement, au sein de la société française. D'abord, « ne pas bouger dans son appartement, ça crée des maladies. Je parle des dépressions et autres ». Mais aussi, « les gens qui ne (se) bougent pas, ils n'aident pas à ce que ça aille mieux pour les quartiers. Ils sont persos ». Elle conclut alors : « Ce n'est pas un acte citoyen que de rester dans son appartement ».

Réussir le fonctionnement du « nous<sup>14</sup> » en promiscuité est un travail permanent, un équilibre jamais atteint. Appréhender un « nous » qui écoute et respecte les besoins de chacun-e repose aussi la manière dont l'habitat est conçu par les architectes, agencé par les urbanistes et régulé par les pouvoirs publics et les bailleurs.



↳ Salon de Provence (13) ©Amélie Heroux



← Salon de Provence (13) ©Amélie Heroux

## Faire l'école à la maison : la leçon du Covid

Certes, la population des quartiers populaires est multiple si l'on s'intéresse aux âges, aux genres ou aux origines ethnoraciales. Mais, lorsqu'en France, près d'une personne sur quatre a soixante ans et plus et qu'un peu plus d'une personne sur six a moins de quinze ans, dans les quartiers prioritaires, ces proportions sont inversées avec près d'un-e habitant-e sur six (15,5 %) qui a soixante ans et plus et un-e sur quatre qui a moins de quinze ans<sup>15</sup>. Le vieillissement de la population des quartiers populaires est effectif mais n'inverse pas la tendance de fond : les jeunes représentent une part très importante dans la sociologie de ces territoires.

**« Faire les cours à la place des professeurs. Comme on a un niveau différent, c'est ultra difficile » – Paola –**

Dès lors, « ils prennent de la place » dans les foyers et interrogent autrement la coexistence entre les générations. Awa explique les difficultés rencontrées pendant le premier confinement en 2020 « pour faire les devoirs avec le grand ». Ce dernier est un brillant étudiant « en classes préparatoires en commerce » qui a suivi attentivement les annonces gouvernementales sur les modalités d'accès aux cours et aux évaluations : « Il était planté dans le salon toute la journée avec son casque et son ordinateur pour travailler parce que la chambre des enfants (trois adolescents dans une seule chambre) était prise par les deux autres. Des fois, il se mettait dans la salle de bain ou les WC pour être tranquille. Des fois, il partait chez un copain pour étudier et il m'appelait pour savoir si tout le monde était là. Il disait :

"J'ai des examens oraux lundi, il faut que je travaille moi!". Il en avait vraiment marre. Il a failli tout foutre par terre mais il a tenu bon ». Elle explique avoir endossé le rôle d'arbitre au sein de la fratrie pour que chacun puisse disposer d'un espace minimum : « Chacun son tour, il y a des choses comme ça qui gêne un petit peu la vie quotidienne, notre vie quotidienne en fait ».

D'un espace permettant les devoirs et les révisions des leçons, l'appartement (ou la maison) est devenu une école ; brouillant les frontières habituelles entre le travail, la formation, les loisirs et la famille où les parents ont parfois joué un rôle qui n'est pas le leur. C'est le cas de Paola, interrogée par le Centre social Plein Midi de Garges-lès-Gonesse, qui évoque ses difficultés à « faire les cours à la place des professeurs. Comme on a un niveau différent, c'est ultra difficile ».

Quelques mois après le printemps 2020, à Tremblay-en-France, mobilisée par le Centre social Louise Michel/Mikado, Dina s'inquiète encore du comportement de « mon ado ». Pourquoi ? « Parce qu'elle n'a vu personne pendant trois mois ! Et je n'en rajoute pas. C'est la vérité. Elle était vraiment isolée même si elle a des frères et sœurs, ça a été très compliqué de reprendre l'école au mois de juin après avoir coupé net avec tout le monde ». La peur de la désocialisation de son enfant, du repli et du développement d'un mal-être est palpable chez les mères de famille rencontrées.

## Les effets de la crise sanitaire sur l'emploi



**Au 3<sup>e</sup> trimestre 2020,**  
787 600 personnes inscrites à Pôle emploi et tenues de rechercher un emploi (catégories A, B, C) habitent dans un QPV de France métropolitaine ou de La Réunion. Parmi elles, 70 %, soit 547 600, sont sans aucune activité (catégorie A), contre 64 % dans les autres quartiers des unités urbaines englobantes.



**Les demandeurs d'emploi** sans aucune activité (catégorie A) ou exerçant une activité réduite (catégories B et C) sont surreprésentés en QPV. Ainsi, alors que la part des résidents en QPV est de 7,6 %<sup>16</sup> au sein des habitant-es en âge de travailler (de 15 à 64 ans), celle-ci s'élève à 14,0 % au sein des inscrits de catégorie A et à 11,8 % pour les inscrits de catégories B ou C.



**Jusqu'alors en recul,** le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B ou C a augmenté en glissement annuel à partir du 2<sup>e</sup> trimestre 2020, début de la crise sanitaire, sur l'ensemble du territoire. Cette hausse est moins marquée en QPV (au 2<sup>e</sup> trimestre 2020 par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2019, +1,7 % en QPV contre +5,3 % dans les autres quartiers des unités urbaines englobantes et +4,6 % au niveau national).

Source : Fiche sur les demandeurs d'emploi, à paraître dans le rapport de l'ONPV 2021

## Les ressources domestiques des jeunes pour tenir bon

Comment les jeunes ont-ils-elles vécu cette cohabitation forcée ? Comment ont-ils-elles traversé cette période sur le plan des relations aux autres ? À l'autre ? Quelles leçons ont-ils-elles apprises de la coexistence et de la cohabitation dans les foyers ? Peu de jeunes ont traité ces questions. Certainement, parce que l'expérience n'est pas terminée et que l'heure n'est pas venue de tirer des conclusions. Peut-être aussi parce que les questions n'ont pas été directement posées en ce sens.

Mais Tasnîm, du quartier des Grandes Bornes à Goussainville, raconte volontiers qu'elle était si préoccupée par le passage de son baccalauréat qu'elle « n'avait pas le temps de regarder les informations ou de se préoccuper de ce qu'il se passait autour de moi. J'avais beaucoup de travail, beau-

coup de dossiers à rendre. Je n'ai pas vraiment senti le confinement, je ne me suis pas sentie emprisonnée, je bossais tant que je pouvais ». À demi-mots, elle reconnaît un double enfermement : celui imposé par les règles sanitaires et celui qu'elle a choisi pour avancer vers son avenir. Elle précise son état d'esprit de fonceuse et s'interroge sur cette expérience particulière : « Je n'étais pas consciente de ce qui se passait. Quelque part, c'est catastrophique de vivre les choses comme ça parce qu'on est quand même replié sur nous-même... même si je l'ai plutôt bien vécu ».

Si les jeunes se sont retrouvés dans des configurations diverses, elles et ils ont parfois développé des capacités et des ressources<sup>17</sup> certain-es diront une carapace) pour « tenir bon » et « faire face ». Comme l'affirme Tasnîm, il a fallu « s'en sortir sans sortir ! ».

# Reprendre possession du temps

Interrogé quelques jours avant le premier confinement du mois de mars 2020, Abdou, 13 ans, du quartier du Grand Canet dans le 14<sup>e</sup> arrondissement de Marseille, déplore l'inactivité de son quartier. Il se déssole du temps « qui ne passe pas. Toute la journée, c'est long. Il ne se passe rien. On est seul dans les rues. Ça ne bouge pas vite, c'est pour ça que j'ai pris l'image de l'escargot (dans le jeu proposé par le centre social pour symboliser le quartier) pour dire que c'est trop lent ». Abdou a du mal à accepter la lenteur du temps qui passe. Il aspire à une accélération qui produise (enfin) des changements, de la nouveauté, de l'intérêt et du divertissement.

L'expérience de la crise a eu le mérite de réinterroger la relation que chacun-e en-

tretient avec des activités qui prennent du temps. Ce dernier a pris une saveur particulière, un peu comme lorsque les vacances redessinent un temps à soi, un temps que l'on maîtrise. Au travers des témoignages, s'est dessiné un temps spécifique avec la crise sanitaire: un temps fragmenté où s'enchevêtrent des ralentissements, des étirements, de la profondeur.

Si Abdou aspire à une accélération, la majeure partie des personnes interrogées évoque le plaisir de « ralentir le rythme des journées » ou de « reprendre possession du temps ». Face au temps calculé et réglé de la vie quotidienne qui impose des horaires, de la ponctualité, de la régularité et des prévisions, l'urgence sanitaire a paradoxalement offert un créneau de décelération que les habitant-es ont su saisir.

## Pour sa santé

Sur le plan sanitaire, la crise amène son lot de contradictions. D'un côté, elle favorise un recentrage sur les besoins essentiels. De l'autre, elle dégrade l'état physique et psychique de la population. Deux grands facteurs de risques sont identifiés: la sédentarité et les déséquilibres alimentaires mais aussi les retards possibles dans la prévention et le suivi des traitements curatifs<sup>18</sup>.

Myriam, habitante de Garges-lès-Gonesse, livre qu'elle a perdu quelques kilogrammes parce qu'elle a veillé à son alimentation, à rester active « à la maison, même si on était enfermé, on pouvait bouger ». Elle explique avoir perdu un peu l'appétit « mais ça m'a fait du bien. J'avais trop de graisses. J'ai pu en perdre beaucoup ». Inversement, Aksil précise que le poids encaissé durant

l'année est révélateur d'un recentrage « sur la bouffe! Sur la bonne bouffe j'entends! On passait notre temps à se faire à manger avec ma femme et mes filles. Et voilà le résultat! ».

Imaginer les repas en parcourant la communauté des utilisateurs de Marmiton, s'accorder avec ses proches sur les envies, se transmettre « des petites ficelles » sur la cuisson de telle viande ou tel poisson entre voisin-es sont autant de petites anecdotes réjouissantes évoquées. Comme de nombreuses femmes ayant participé aux échanges à partir de l'été 2020, Jennah se délecte de raconter comment, dans son grand logement du quartier du Vieux-Pays à Tremblay-en-France, elle a « beaucoup cuisiné pendant le confinement. Ce qui est génial, c'est que j'ai pris le temps de faire avec mon grand (fils) et j'ai testé des choses que je ne savais pas cuisiner avant ». De même, Huguette, Aziza et Drifa se délectent des souvenirs gastronomiques du premier confinement de mars 2020 dans leurs logements du quartier des Avignon-

nets à Saint-Claude: « Notre activité principale? Manger! (Rires) Enfin, surtout faire à manger. [...] On faisait des gâteaux tous les jours, des couscous, du pain... qu'est-ce qu'on en a fait du pain! [...] On n'avait même pas faim mais ça nous occupait bien. On a grossi à force de manger des cochonneries. On se couchait tard, on se levait tard, on dormait à n'importe quelle heure et on mangeait tout le temps ».

La période a parfois déclenché des passions voire des vocations pour la cuisine. Safiya, jeune maman, dit qu'elle a « appris à cuisiner davantage la gastronomie française et à faire des gâteaux avec ma fille. Je suis retournée aux choses essentielles de la vie ». De même, Hajar, interrogée par le Centre social Plein Midi de Garges-lès-Gonesse, est fière de dire que son fils de 16 ans « est un cuisinier maintenant. Il a appris beaucoup de choses pendant le confinement, il a aimé la cuisine, il est tout le temps dedans. Avec sa petite sœur (10 ans), ils préparent des gâteaux ensemble. Francement, ils ont beaucoup appris ».

## Pour avoir du recul sur le monde et ralentir son rythme de vie

« Lever le pied », « revenir à l'essentiel », « faire le point sur sa vie », « prendre du recul et des décisions fortes pour l'avenir » sont des expressions verbalisées par les personnes rencontrées tout au long de l'année 2020. Elles révèlent le besoin de casser le rythme infernal du quotidien afin de saisir la marche du monde, de son monde. À 12 ans, Malaïka montre une prise de recul déconcertante sur la crise sanitaire. Contactée par le Centre social du Grand Canet dans le 14<sup>e</sup> arrondissement de Marseille, elle écrit cette lettre: « Chers enfants (dont je ne connais pas le nom), je profite du moment où vous lirez cette lettre pour vous raconter la période difficile du Covid. Le monde a été confiné et avançait au ralenti.

Les hôpitaux étaient bondés, il n'y avait plus de place. Mais il n'y avait pas que des désavantages: la pollution a nettement diminué pendant cette période. Le monde s'en est remis. L'économie est repartie et le monde est revenu à son point de départ ».

La philosophie est aussi dans les paroles de Sana de Garges-lès-Gonesse: « On a tous rêvé d'avoir du temps comme ça. Du temps pour la famille, du temps pour soi. C'était du temps libre d'un seul coup. [...] Du coup, on se pose la question: est-ce que c'est ça la vie? Est-ce que c'est toujours de courir après l'argent, après le travail? Et tout le système-là, l'esprit humain ne pense pas à l'essentiel. Ça m'a fait me questionner

d'aller visiter mon être intérieur. On a tous besoin d'aller visiter quelque part pour aller vers la vérité».

Pour «garder le moral», Manèl contactée par le Centre social L'Escale à Strasbourg explique qu'il fallait «toujours être positive et montrer que ça allait bien. Il fallait leur expliquer tout ce qui se passait. Il faut arriver à trouver les mots et ce n'est pas toujours évident». Comme Manèl, Aïcha précise que cette obligation de transmission à ses enfants a eu des effets importants quant à

son rôle de mère. Lors des échanges, elle se (sur)prend à penser: «Le confinement ça a été une pause qui a fait du bien, ça nous a permis aussi de nous rapprocher avec la famille, les amis, les voisins, parce qu'on n'est jamais disponible. On est très centré dans notre vie d'humain, on est toujours dehors, on fait des activités, on fait ci on fait ça et on oublie le plus important. Le confinement a eu quelque chose de positif parce qu'on s'est rapproché. C'est aussi une prise de conscience de ses besoins et de ce qui est essentiel pour bien vivre».

## Pour se déstresser

Comme en période de vacances où «on lâche prise», l'alternance des confinements et des couvre-feux, ainsi que les restrictions imposées pour les regroupements, ont parfois libéré les habitant-es de certaines obligations, faisant diminuer la pression sociale.

Pour Ibtisem, un étudiant habitant chez ses parents à Goussainville, le stress des contraintes horaires et de la mobilité a nettement diminué: «Alors moi, le positif du confinement, c'est que je n'ai pas eu affaire aux transports en commun, donc c'est top! Parce que chaque matin, quand je vais à l'école, je me demande si le train va passer, si je vais être à l'heure en cours. [...] En temps normal, j'ai une heure et demie de transport aller et la même chose en retour. Du coup, avec ce qu'il se passe, je peux dormir plus longtemps et donc je suis plus efficace dans la journée. C'est le premier point positif: on a plus de temps pour soi». Safiya, jeune maman également présente à la visioconférence précise que le temps libéré lui a permis «de méditer un peu» et de se «déstresser de la vie quotidienne avec les transports, etc. J'ai fait un travail sur moi-même en faisant du sport à la maison avec les vidéos qui circulaient sur Youtube».

Les habitant-es ont ainsi observé leurs sautes d'humeur, leurs émotions et pulsions qui, habituellement, pouvaient les amener à des tensions et des conflits. Interrogée par le Centre social Plein Midi de Garges-lès-Gonesse, Déotille explique sa gestion du stress pour réduire les réactions excessives, les «coups de sang», les attitudes impulsives: «Le confinement, ça m'a appris à réfléchir... Avant, c'était tout le temps "la vengeance est un plat qui se mange froid". Dans certaines situations, d'habitude, je m'enflamme, je vais dire les choses directement, je blesse la personne

**« Le positif du confinement, c'est que je n'ai pas eu affaire aux transports en commun, donc c'est top! Parce que chaque matin, quand je vais à l'école, je me demande si le train va passer, si je vais être à l'heure en cours » – Ibtisem –**

parce que... bon... Mais là, j'ai appris sur le fait de me mettre à la place des gens: c'est un truc que je n'avais pas. J'ai appris à travailler sur moi-même, à réfléchir avant de parler».



← Quartier Grand Canet, Marseille (13)  
→ Quartier Vivier Maçon, Cugnaux (31)



## Pour apprendre et se cultiver

« Apprendre de la crise » a été durant de longs mois le credo de nombreux-ses représentant-es politiques et intellectuel-les. Ils-elles incitaient à tirer les leçons des bouleversements et des adaptations qui ont suivi pour imaginer le monde d'après. Mais les personnes mobilisées dans les échanges organisés par les centres sociaux ont davantage évoqué leurs apprentissages autonomes pendant la crise. Certain-es expliquent être devenu-es « autodidactes » : « Moi, je me suis mis au piano » ; « il y avait des vidéos Youtube pour apprendre le solfège. J'ai commencé à ce moment-là et je continue maintenant » ; « Moi, c'est le russe. J'avais le temps d'en

moment vécu. Participant à écrire l'Histoire de la pandémie, ils-elles ont fait preuve d'originalité et d'assiduité pour mettre à jour des tableaux de bord ou des carnets d'impression. Aya, mobilisée par le Centre social Louise Michel/Mikado à Tremblay-en-France, explique qu'elle a « fait un projet avec (sa) fille de mémoire du confinement. On devait poster une photo tous les jours de ce que l'on vivait et faire des recherches sur les confinements dans l'histoire. J'ai appris plein de choses. Ça fait relativiser quand même sur ce que l'on vit ! ».

Pour les jeunes, ces apprentissages autonomes devaient se combiner avec les apprentissages officiels de la formation. Nicolas, présent à la visioconférence organisée par le Centre social l'Empreinte à Goussainville explique qu'il a dû prendre en compte les obligations liées à ses études avec ses projets personnels et ses loisirs : « Au début du confinement, ça a été un peu difficile avec les examens, mais après j'ai pu réaliser certains projets personnels, j'ai pu me mettre à fond dans ce que j'aimais, donc j'ai pu faire beaucoup de choses qui me tenaient à cœur et que je ne pouvais pas mener à bien avant ».

faire. J'ai vachement progressé ! », etc. Safiya, jeune maman présente à la visioconférence organisée par le Centre social l'Empreinte à Goussainville évoque son rapprochement avec ses frères et sœurs ainsi que ses parents, en prenant le temps de « passer des coups de fil ». Elle en a profité pour « appréhender la méthodologie Montessori que l'on a découvert au centre social. Et donc, j'ai fait des activités pédagogiques et ludiques avec l'apprentissage des couleurs et du vocabulaire avec ma petite fille. J'ai emprunté des livres à la bibliothèque sur cette méthode. C'était très intéressant et ça nous a fait du bien à ma fille et à moi ».

Pour apprendre dans la crise, certain-es ont opté pour la constitution d'une mémoire du

### Quelques mots pour finir

En 2020, durant les longues semaines de confinement, la vie en famille dans des logements souvent surpeuplés ou exigus a eu des effets majeurs sur la manière dont les habitant-es. souhaitent vivre la vie quotidienne dans les quartiers populaires.

Après le choc des annonces présidentielles et une courte période de sidération, ils-elles ont saisi l'occasion de réinterroger leurs priorités et besoins essentiels en reprenant possession du temps pour se questionner sur ce qui rend meilleure la santé psychique, physique et sociale de chacun-e. Ils-elles ont pris conscience des nuisances du rythme de vie trop soutenu et orchestré par les tâches domestiques et les obligations professionnelles. Ils-elles ont redéfini ce qui permet de prendre soin de soi, de gérer son stress par la détente, de se cultiver et de laisser une part importante aux loisirs. Ils-elles ont repensé leur utilité et leur projet professionnel à l'aune d'une potentielle crise économique.

Les habitant-es ont également pris conscience de la nécessité d'interroger les règles de la vie collective. Prenant appui sur ce qu'il se passe dans les logements, dans le partage des tâches et des obligations, ils-elles ont livré un regard plus large sur la coexistence entre des personnes ayant des goûts, des références culturelles, des aspirations et des contraintes différentes. De cette lecture domestique de la vie sociale (une sorte de société en miniature), est né le souhait de (re)vivre pleinement en extérieur avec les autres, dans la rue ou dans la nature, dans un environnement attractif, joyeux et sécurisé.

**VERS UN  
ESPACE  
PUBLIC  
PROPRE,  
SÉCURISÉ,  
ANIMÉ ET  
CONNECTÉ**

# Un environnement urbain trop souvent dégradé et hostile

## Introduction

Dès que l'on sort de chez soi, lorsque l'on va travailler, faire ses courses ou rendre visite à des amis, on emprunte l'espace public. On y circule, on le traverse, on s'y arrête. On l'use, on le rénove, on le nettoie. On l'observe, on le critique, on le rêve autrement car il est à la fois un lieu commun et un lieu à soi et pour soi.

Pour que puisse s'y développer une vie sociale composée d'échanges, de débats, de conflits, d'exposition de soi et de l'autre, on se doit d'y respecter les principes d'égalité entre les usagers, de liberté d'usages et de gratuité.

L'espace public est souvent décrit comme un repoussoir, une zone à éviter ou à franchir « tête baissée » mais sa privation durant des semaines l'a rendu également plus désirable. Il a été perçu comme un bien précieux à préserver, à meubler, à animer et à connecter à d'autres espaces de la ville.

Malgré un travail important de rénovation-résidentialisation engagé par les pouvoirs publics depuis plusieurs décennies, donnant un caractère privé aux habitats, permettant une appropriation de l'immeuble par ses habitant-es<sup>19</sup>, ces dernier-ères sont moins satisfait-es de leur cadre de vie que ceux et celles vivant hors des territoires repérés au titre de la politique de la ville<sup>20</sup>. Qu'ils-elles occupent un logement collectif ou individuel, les habitant-es des quartiers populaires déplorent plus souvent que ceux

et celles des unités urbaines englobantes la dégradation des rues qui bordent leur lieu de résidence (39% contre 31%), un éclairage de proximité mal assuré (23% contre 15%) et des espaces verts mal entretenus ou en mauvais état (21% contre 10%). En effet, les propos recensés auprès de jeunes, mères de famille et femmes sans enfants, quelques hommes et pères rencontré-es ainsi qu'auprès de séniors recensent une multitude de problématiques « qui polluent la vie de tous les jours ».



En QPV

source: rapport de l'ONPV 2019

36%

des habitant-es considèrent que les parties communes ou équipements à l'intérieur de l'immeuble sont en mauvais état (16% dans les autres quartiers de l'unité urbaine englobante)

39%

insistent sur la dégradation des rues qui bordent leur lieu de résidence (31% dans les autres quartiers de l'unité urbaine englobante)

21%

déplorent des espaces verts mal entretenus (10% dans les autres quartiers de l'unité urbaine englobante)

23%

déplorent un éclairage mal assuré (10% dans les autres quartiers de l'unité urbaine englobante)

## L'insalubrité et les déchets: « il faudra qu'on s'en sorte un jour »

L'ethnologue David Lepoutre explique que les habitant-es des quartiers populaires consacrent beaucoup de temps et de moyens à l'entretien et au ménage dans leurs logements<sup>21</sup>. L'attention y est quotidienne et les efforts journaliers. Alors, lorsque les immeubles se dégradent, lorsque les espaces publics extérieurs (parking, trottoirs, bas d'immeuble, espaces verts, etc.) sont souillés par les déchets et les dépôts sauvages, ils-elles sont indigné-es.

En effet, durant les débats, les problèmes d'insalubrité des logements ont fréquemment été évoqués. C'est le cas d'une femme de 45 ans interrogée par le Centre social Saint-Gabriel à Marseille, vivant en rez-de-chaussée d'une tour: «J'aime ce quartier mais mon logement est horriblement sale. J'ai acheté un filet pour le mettre sur la fenêtre pour que les mouettes ne viennent pas, parce que sinon, dès le matin, elles chassent les pigeons et il y en a partout. Et le soir, il y a les rats qui viennent faire le nettoyage. Il y a eu une invasion de punaises aussi. Voilà, c'est crado quoi!».

Très souvent, les personnes rencontrées déplorent la présence récurrente de débris dans les cages d'escalier, dans les halls d'entrée ou au pied des immeubles. Louise du quartier de la Tour du Renard à Outreau se désole des crachats qui constellent le sol jusqu'à son paillason. Comme si elle évoluait sur un champ de mine, «je fais gaffe où je mets les pieds parce qu'il y en a partout. Faudrait pas que je me retrouve les quatre fers en l'air». Alice, 70 ans, habitante du quartier du Vernet à Saint-Amand-Montrond est révoltée de voir «les papiers partout par terre, les déchets, etc. C'est infect! Les poubelles sont cassées mais les gens jettent tout et n'importe quoi par terre. Il y a les jeunes mais pas que... Il y a de l'incivisme dans le quartier». Depuis la fenêtre de son logement du quartier Vieux-Pays à Tremblay-en-France, Leïla

voit «toute la merde» en bas de chez elle. Elle repense alors à la période de confinement où «il y avait moins de déchets parce que les gens étaient plus chez eux et faisaient plus gaffe. Les éboueurs passaient aussi pour cleaner». Elle parle des mauvaises habitudes «des gens», d'une dimension culturelle à «mettre les papiers dehors» sans culpabilité. Mais elle évoque également les règles d'hygiène qui s'appliquent dans tous les espaces partagés comme «une occasion d'éduquer un peu tout le monde, même si ça prendra du temps. Qui sait, peut-être que ça va durer encore des années comme ça (référence à la crise sanitaire)? Au moins, les enfants auront appris à bien se laver les mains et à ne pas toucher n'importe quoi! C'est déjà ça de gagné!». Que pensent les adolescent-es de ce

**« J'aime ce quartier mais mon logement est horriblement sale. J'ai acheté un filet pour le mettre sur la fenêtre pour que les mouettes ne viennent pas, parce que sinon, dès le matin, elles chassent les pigeons et il y en a partout. Et le soir, il y a les rats qui viennent faire le nettoyage. Il y a eu une invasion de punaises aussi. Voilà, c'est crado quoi! »**

— Une habitante de Marseille —

problème? Ceux et celles réuni-es par le Centre social du Grand Canet dans le 14<sup>e</sup> arrondissement de Marseille sont outré-es par la saleté lorsque l'animateur de la rencontre demande ce qu'ils-elles aiment le moins dans leur quartier: «la saleté»; «la pollution... c'est dégueulasse»; «la mauvaise hygiène de vie dans la rue». L'échange entre les jeunes s'arrête quelques minutes pour évoquer «les rats. Il y en a partout! La nuit je les entends qui se bagarrent. Ça fait du bruit, ça fait des trous par terre, ça mange



43



↑ → Quartier Hautepierre, Strasbourg (67) ©Marta Nascimento  
Quartier des Trois cités, Poitiers (86)

les fils des voitures, ça peut créer des maladies. Si on ne jetait pas les déchets par terre, il n'y aurait pas de rats parce qu'ils n'auraient pas de quoi se nourrir!». Ils-elles proposent alors de sensibiliser et d'éduquer les adultes : « Il faudrait travailler avec les gens pour qu'ils ne jettent pas les poubelles par terre ». Cette proposition a été partagée lors de différentes réunions d'habitant-es.

Le sentiment de propreté des quartiers apparaît comme un révélateur évident de la valeur attribuée aux espaces de vie. La recon-

naissance de la population passe aussi par la netteté des rues dans lesquelles ils-elles vivent au quotidien. Mais si la rue n'est pas propre, ce n'est pas uniquement parce qu'il y a un défaut de nettoyage, d'autres dysfonctionnements interviennent dans la perception de l'environnement : trous, plantes sauvages, circulation plus importante, présence de graffitis, affiches et autocollants, état du mobilier urbain, existence ou non d'espaces pour les chiens, taux de remplissage des bacs à verre, présence de composteurs, etc.

## Des zones que l'on évite

De très nombreux-ses habitant-es évoquent avec plus ou moins de précision les lieux où ils-elles évitent de se rendre à différents moments dans la journée. Pour ne pas cibler frontalement tels ou tels groupes, tels ou tels individus que les autres participant-es connaissent, ils-elles désignent des bancs, des parcs, des city stades ou encore des halls d'entrée.

C'est le cas d'un homme du quartier Saint-Gabriel à Marseille qui préconise de ne pas se rendre dans certains secteurs « même en passant à côté. Quand tu vois ces jeunes

**« On ne se sentait pas en sécurité... comme d'habitude, ça n'a pas changé même si c'était pour d'autres raisons »**  
— Brigitte, Louise et Mathilda —

en moto qui font des rodéos et qu'ils ont le calibre à la ceinture, sincèrement, on n'ose pas s'approcher. Je suis peut-être un fada mais je ne suis pas suicidaire!». De même, les consultations organisées dans le quartier des Larris à Fontenay-sous-Bois par les animateur-rices du centre social mettent en évidence que vers « les dalles, personne ne

passé là car c'est occupé par des jeunes. C'est trop dangereux ».

Les jeunes sont explicitement désignés comme étant les responsables du malaise ressenti dans l'espace public. L'esprit clinique, l'appropriation d'espaces, le besoin de s'afficher ou le plaisir de la dégradation du bien commun sont autant de thèmes évoqués lors des rencontres que les interlocuteur-rices soient des adolescent-es, adultes ou seniors. Selon Brigitte, Louise et Mathilda réunies par le Centre social Jacques Brel à Outreau, la crise sanitaire du Covid n'a pas freiné les rassemblements de jeunes : « Pendant le confinement, il y avait toujours autant de jeunes au pied des immeubles et dans la rue. Ça squattait en bas. Ils étaient plutôt tranquilles mais ils ne respectaient pas les consignes sanitaires. On ne se sentait pas en sécurité... comme d'habitude, ça n'a pas changé même si c'était pour d'autres raisons ».

De même, dans le quartier de HautePierre à Strasbourg, une femme vise « les jeunes qui tiennent les murs » et lâche, dans un flot de paroles ininterrompues, qu'ils n'ont pas « de travail, ils ne savent pas où aller... alors ils restent en bas des immeubles. Ça gêne pour sortir et rentrer. Ils sont tout le temps-

là, ils fument n'importe quoi. Ça donne une mauvaise odeur. Ils jouent avec les poubelles et ils jettent les boissons par terre. Il y a des moments où je ne peux pas rentrer dans mon ascenseur parce qu'ils sont là. Je monte les sept étages à pied. Tu as peur, tu as peur... ». Elle est rejointe par Evelyne :

« Et il ne faut pas oublier les chiens des jeunes qui ne sont pas toujours attachés. Tu ne sais pas s'ils vont se jeter sur toi à un moment donné. Ma fille s'est fait courser par un chien quand elle allait au collège. Et le chien l'a mordu. Elle a très peur maintenant ! Ça fait toujours peur... ».



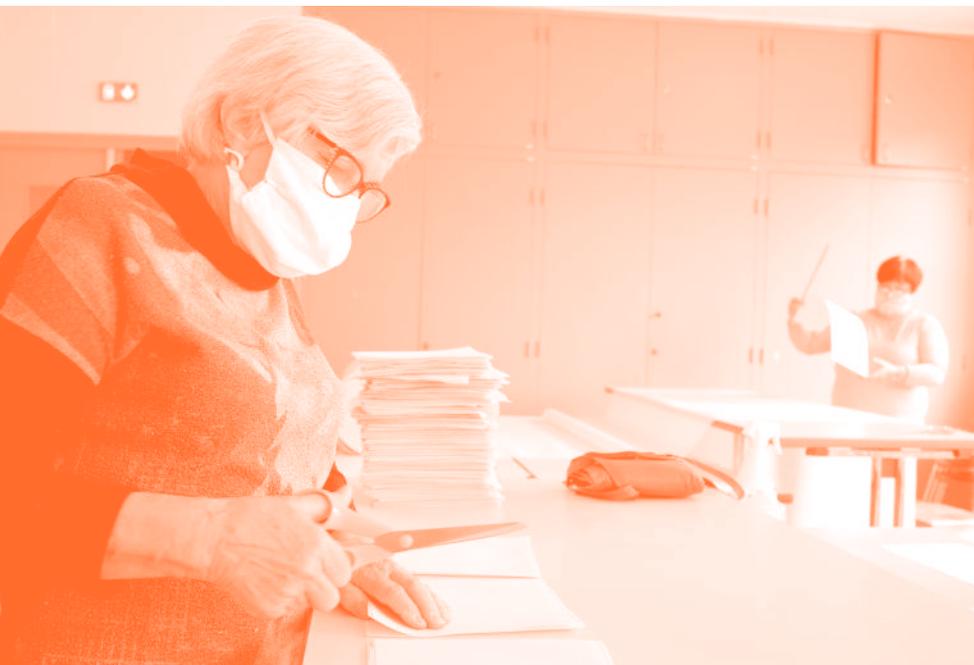
## « C'est je t'aime moi non plus avec mon voisin »

Les voisin-es sont souvent rendu-es responsables des dégradations et de la pollution des espaces publics par les personnes rencontrées.

Dans le quartier de la Tour du Renard à Outreau, Sylvie ne cache pas son exaspération : « C'est qu'elle m'emmerde grave, celle du cinquième. Écoute bien : hier j'avais mis ma couette à ma fenêtre pour qu'elle prenne l'air et l'autre, elle a jeté de l'eau tout crado et j'ai dû tout relaver. Elle est atteinte du ciboulot ! On est en collectivité ! On peut respecter tous ses voisins quand même ! ». On retrouve un témoignage similaire dans le quartier Saint-Roch à Cambrai « quand arrive le soir, les enfants rentrent de l'école, faut entendre les engueulades que les parents leur passent. À croire qu'ils ont un haut-parleur dans leurs bouches. Et vas-y qu'ils y vont sur les gros mots à fond. L'apparte-

ment en tremble ! C'est véridique ». Evelyne précise que dans son immeuble du quartier de HautePierre à Strasbourg, elle a « un voisin qui laisse son chien pisser et chier partout dans la cage d'escalier et dans l'ascenseur. Il ne ramasse jamais. On est obligé de le faire. Nous aussi, ça nous fait chier ». Les conflits éclatent alors : « On demande qu'il ramasse mais il nous envoie balader. On lui dit qu'il y a des panneaux, qu'il faut prendre les sachets et ramasser... les voisins qui ont des chiens, ils demandent le respect mais eux-mêmes ne respectent pas les autres ».

Inversement, les liens de voisinage ont aussi été mentionnés avec plaisir. Parfois même, les bonnes surprises qui « font que l'on se sent bien dans son quartier ». C'est le cas de Marion, arrivée sur le quartier Vivier Maçon à Cugnaux, il y a quatre ans. Agée à l'époque



↑ Quartier des Trois cités, Poitiers (86) ©Marta Nascimento  
←

de 34 ans, elle se souvient avec émotion de l'accueil reçu le jour de son emménagement et de la convivialité des locataires de sa barre d'immeuble: «Quand je suis arrivée dans mon bloc, on m'a fait un petit apéritif. On s'est tous retrouvés avec les quatre étages réunis. J'ai été très touchée, même si j'ai compris après que c'était plutôt pour m'expliquer les règles de la colonne, ce qu'il fallait faire ici et ce qu'il ne fallait pas faire, mais ça m'a fait très plaisir. Au final, ça m'a permis de sympathiser avec des locataires et de me sentir bien tout de suite. Voilà, c'est le voisinage quoi!».

**«Avec ma voisine de palier, on a été très proches. Comme on sortait peu de chez nous, on se voyait chez l'une ou chez l'autre pour discuter. On ne le faisait jamais avant»**

— Khadidiatou —

souciée de ses voisins âgés pour lesquels elle a fait des courses ou demandé des colis alimentaires: «Moi, c'est pareil. On s'est donné des coups de main grâce à l'aide alimentaire (organisée par certaines associations, le centre social, etc.) pour qu'on sorte à tour de rôle. Et après, on partageait». D'autres évoquent cependant avoir vécu un phénomène inverse: le chacun pour soi, l'ignorance, l'isolement, le repli au domicile, l'ambiance austère voire la naissance de conflits. Timéa illustre: «Moi, c'était très glacial avec mes voisins. On ne se voyait jamais, pas de contact, pas d'échange. C'était tendu en fait parce qu'on ne savait pas si ça allait, s'il y avait un problème ou non».

Au final, pour habiter son quartier et s'y sentir bien durablement, il faut prendre le temps de la rencontre en passant par des moments de complicité mais aussi des silences et des distances; ce qui n'est pas toujours compatible avec les nombreux changements de domicile observés dans certains quartiers, notamment ceux faisant l'objet d'opérations de renouvellement urbain<sup>22</sup>. Suzanne, retraitée depuis de nombreuses années, vit sur le quartier de la Briqueterie à Marcq-en-Barœul. Elle regrette que les voisins soient de passage: «ils restent un ou deux ans. On ne se connaît pas assez. Je ne peux pas parler avec eux. De manière générale, j'ai de moins en moins de liens avec les voisins». Elle est rejointe sur cette idée par Elena qui vient de fêter ses 19 ans: «Je suis d'accord! Avec les voisins c'est bonjour bonsoir. Rien de plus».

Les relations avec les voisin-es ne résident pas toujours sur des liens de solidarité évidents ni sur une conflictualité latente ou exacerbée. Elles sont parfois constituées d'un subtil entre deux, de différentes séquences successives qui ne permettent pas de dire si l'entente est cordiale ou distante, si la relation est amicale, fraternelle ou hostile.

Le 2 juin 2020, le Centre social du Grand Canet dans le 14<sup>e</sup> arrondissement de Marseille réunissait en mini-atelier de discussion, quelques femmes confectionnant des masques pour les habitant-es du quartier. L'occasion a été saisie de les interroger par petits groupes de trois ou quatre personnes sur la période de confinement passée et sur leurs relations avec le voisinage. Les avis sont alors divergents. Certaines racontent la bonne entente, le climat serein et apaisé, la complicité, les petites joies, «les petits gestes qui font plaisir», la solidarité spontanée, l'ouverture, les confidences. Khadidiatou illustre: «Avec ma voisine de palier, on a été très proches. Comme on sortait peu de chez nous, on se voyait chez l'une ou chez l'autre pour discuter. On ne le faisait jamais avant. C'était bien». Nyah s'est





# 3 questions à

# Jean-Yves Authier <sup>23</sup>

## 1

**Y a-t-il des spécificités dans la manière dont se nouent ou s'exercent les relations de voisinage dans les quartiers populaires ?**

La notion de quartiers populaires recouvre des situations socio-spatiales très diverses au sein desquelles les relations de voisinage, tant en termes de représentations que de pratiques, sont variées. Par exemple, dans les quartiers populaires de ville-centre, le terme de voisinage renvoie plus fréquemment aux seuls voisins d'immeuble, alors que dans les grands ensembles il désigne plus globalement les habitant-es du quartier.

Si l'on raisonne de façon un peu globale, on peut dire que les habitant-es des quartiers populaires voient moins que les habitant-es d'autres contextes résidentiels et notamment ceux des quartiers bourgeois, des quartiers gentrifiés, ou des communes péri-urbaines rurales. Ils reçoivent moins de voisins chez eux, ils échangent moins de services, ils sont plus nombreux à ne pas avoir de conversation avec leurs voisins. Et pour ces trois registres (visite, échange de service, conversation) cette tendance est d'autant plus marquée dans les quartiers populaires de grands ensembles. Dans le même temps, on note qu'il y a moins de conflit entre voisins dans les quartiers populaires car plus on vit, plus il y a de conflit.

Si on vit moins dans les quartiers populaires, que dans d'autres types de contextes résidentiels, cela tient d'abord

à leur composition sociale (ce sont en effet les individus socialement les plus dotés en termes de diplôme et de revenus qui voient le plus). De plus, pour qu'il y ait des relations de voisinage il faut aussi qu'il y ait des espaces qui les favorisent (bars, restaurants), qu'on trouve davantage par exemple dans les quartiers gentrifiés que dans les quartiers populaires.

Néanmoins, il convient de nuancer ce constat d'ensemble par 3 éléments :

- Même si l'on vit moins dans les quartiers populaires, les liens entretenus y sont souvent plus forts (à titre d'exemple c'est dans les quartiers populaires qu'on trouve la proportion la plus importante de personnes ayant trouvé un emploi grâce à une personne de leur quartier).
- C'est dans les quartiers populaires que l'on trouve les plus fortes proportions d'individus qui ont au sein de leur quartier des membres de leur famille ou des ami-es. Donc moins de voisins ne veut pas dire ne pas avoir de relations sociales au sein de ces quartiers.
- Il y a, à l'intérieur des quartiers populaires, des populations qui voient de manière très différenciée : si certain-es voient peu (notamment les hommes, les retraité-es, les ouvrier-es), d'autres ont des pratiques de voisinage très développées (en particulier les femmes avec enfants installées depuis plusieurs années).

## 2

**Les propos des habitant-es dans le rapport pointent une ambivalence dans la relation à leurs voisins, c'est un peu « je t'aime moi non plus »**

Cette ambivalence n'est pas nouvelle, elle revient classiquement dans les travaux sociologiques sur les quartiers populaires. Le « Je t'aime » est l'expression d'une proximité de conditions et de liens avec les voisins qui sont leurs semblables, sur lesquels ils peuvent compter. Le « moi non plus » constitue l'expression d'une distance avec l'espace local comme contrainte à laquelle les habitant-es veulent échapper. Comme le qualifie Stéphane Beaud le quartier est « un espace refuge » pour les habitant-es : ils y sont plus à l'aise que dans la sphère professionnelle ou à la ville (espaces dans lesquels ils peuvent être confrontés à du racisme). Mais le quartier est aussi vécu comme un plafond de verre dans une aspiration à l'ascension sociale.

## 3

**Quelle lecture faites-vous de l'impact de la crise sanitaire sur les relations de voisinage ?**

Derrière les discours enchantés sur les relations de voisinage du premier confinement (clap de 20h, échanges depuis les balcons et fenêtres), des enquêtes, de l'INED notamment, montrent qu'elles sont finalement restées stables, et ce depuis une trentaine d'années. On note tout de même quelques nuances car certaines catégories sociales ont davantage voisiné durant cette période (employé-es et ouvrier-es). Quant à savoir si les différentes séquences de confinement sont susceptibles de modifier de façon durable les relations de voisinage dans les quartiers populaires et ailleurs, la question reste aujourd'hui en suspens...

## Les difficultés récurrentes à partager l'espace public

Beaucoup plus visibles que les trafics de drogue, les rodéos urbains suscitent indignation et colère. Nombreux-ses sont ceux et celles qui mettent en avant les nuisances créées par les scooters, les motos ou les quads dans l'espace public. Roue arrière, casque au coude, pot d'échappement percé, vitesse affolante de jour comme de nuit, fils électriques apparents qui ne laissent pas de doute quant à la provenance des engins, les habitant-es sont excédé-es par l'intrusion des deux et quatre roues dans la vie de la cité.

C'est le cas de Brigitte, habitante d'Outreau, qui s'insurge : « Il y a trop d'abus chez les jeunes qui viennent avec leur booster ! De même qu'Éliette, souffrant d'une invalidité, a 61 ans et est usée par le va-et-vient incessant des quads les soirs d'été à proximité de la fenêtre de sa chambre : « Je suis obligée d'augmenter le son de ma télé si je laisse mes fenêtres ouvertes. Ils passent juste derrière chez moi et ça dure bien après minuit tout ce cirque. Je suis épuisée ». Un homme du quartier Saint-Gabriel à Marseille évoque même le saccage des jardins partagés en pleine nuit : « Depuis mon balcon, je vois bien ce qu'il se passe dans le quartier. Quand je ne dors pas, je me mets là dans le noir et je regarde. Et j'ai vu les gamins qui ont cassé la porte d'entrée et qui sont allés avec les scooters. Tu te rends compte ? ».

Face à la multiplication des rodéos de motos, quads et scooters, les habitant-es oscillent entre désarroi et exaspération de subir, jour et nuit, la circulation abusive de ces engins. Selon certain-es, « la police est au courant de tout ça mais elle ne fait rien ». Il est vrai que les rodéos urbains ne sont pas nouveaux, ni les débats publics qui interrogent l'arsenal juridique permettant d'interpellier plus facilement les auteurs de trouble. Hélas, la situation n'a pas évolué depuis les quarante dernières années en la matière<sup>24</sup> :

« Il y en a même de plus en plus. Avant, les jeunes se baladaient avec leurs copines, maintenant, ils sont perchés sur leurs motos toute la journée » se désole Louise, habitante du quartier à Outreau.

Malgré les opérations successives de rénovation urbaine et les projets de sécurisation, l'espace public est toujours difficile à partager entre les différents types d'usager-es : piétons, voitures, cyclistes, etc. Aziza, une habitante du quartier des Avignonnets à Saint-Claude, raconte de nombreuses anecdotes sur le sujet : « Les voitures roulent trop vite dans le quartier. Ils vont doucement dans la montée mais après le feu, ils accélèrent sur la partie plate. Dans le gros virage, ils doublent en faisant la course, ils font criser les pneus. Avec le voisin, à chaque fois que l'on quitte l'immeuble, on se colle contre le grillage pour laisser passer les bagnoles parce qu'il n'y a pas de trottoir suffisamment grand. Il suffit qu'une voiture descende un peu vite et on est fauché... Mais le problème c'est que souvent, les voitures sont garées sur les trottoirs donc on doit marcher sur la route ».

Dans le quartier Saint-Roch à Cambrai, sur le parking et les trottoirs qui jouxtent la résidence La Forêt, « il y a des difficultés pour passer avec les poussettes parce que les gens ne respectent pas le... enfin, ils ne garent pas correctement les voitures ». Plus rarement, les personnes rencontrées évoquent les difficultés à circuler à vélo dans le quartier ou pour aller vers un autre secteur de la ville. Interrogé par le Centre social et culturel de Lingolsheim via un questionnaire, un habitant déclare que « la grande avenue est beaucoup trop dangereuse pour les cyclistes. Ce n'est pas assez sécurisé ». Geneviève, elle, précise la nécessité de prendre en compte les besoins de toutes les usager-es de la voie publique : « Pour se garer, c'est la galère. Mon fils a acheté un appar-

tement juste à côté d'Aldi et il s'est pris une prune parce qu'il était mal mis. Mais, il n'y a pas assez de places ! Il y a des places avec l'écusson (places réservées pour les personnes handicapées) et c'est tout. Alors, on

fait comment ? [...] Quand je travaillais avec les poussettes, dans le quartier c'était des zigzags tout le temps pour éviter les voitures qui étaient sur le trottoir n'importe comment. [...] On doit tous arriver à partager la rue ».

# Une demande de protection policière et de justice

Selon le sociologue Didier Lapeyronnie, les institutions publiques de répression, la police, la justice, la prison sont au centre des préoccupations des habitant-es des quartiers populaires<sup>25</sup>. Les méthodes policières et les décisions de justice renforceraient une impression générale d'abandon, de prise de distance, de brutalité et d'étrangeté sociale. En 2020, les habitant-es parlent des institutions policières et répressives en livrant deux visions opposées. Pour une grande partie de

la population, elles sont trop absentes au regard des innombrables problèmes de sécurité quotidienne. L'impression dominante est celle de ne pas être protégés et d'avoir été abandonnés. Inversement, d'autres estiment être envahis par la police, hyper contrôlés, soumis à des normes et à une répression jugée injuste et disqualifiante. L'attente se situe vers davantage de protection, de fermeté à l'égard des auteurs de trouble et de justice.



1/2

Près d'un-e habitant-e de QPV sur deux considère que la présence de la police est suffisante dans son quartier, une proportion très légèrement inférieure à celle dans l'unité urbaine environnante (45 % contre 50 %).



44%

des habitant-es de QPV juge insuffisante la présence de la police (30 %) ou inexistante alors qu'elle serait nécessaire (14 %), contre 29 % des habitant-es de l'UU environnante.



5%

des habitant-es de QPV jugent la police inexistante dans leur quartier mais que sa présence n'est pas nécessaire (14 % des autres habitant-es)

## Les drives et dérives de la drogue

Nombreux-ses sont les habitant-es déclarant qu'un des problèmes majeurs de leur quartier est la présence de plus en plus visible des trafics de drogue. À Outreau, «il y a de la drogue partout»; à Bethoncourt, «ça trafique toujours autant»; à Garges-lès-Gonesse «la drogue, la drogue»; au Mans «je vois du trafic»; à Dunkerque «il y a de la drogue comme partout ailleurs»; à Marcq-en-Barœul «il y a toujours eu de la drogue, mais là, ils la fabriquent en bas de chez nous». Pour les jeunes réunis par plusieurs centres sociaux, «la drogue c'est comme le sucre, tu en trouves où tu veux». Avec une certaine retenue et parfois une gêne, certain-es décrivent l'organisation des trafics et des drives dans les immeubles adjacents au leur. Depuis leurs fenêtres, ils-elles observent les déplacements et l'occupation de points stratégiques par des groupes ou des individus isolés.

**«Les gars (les dealers), toutes les heures, ils montent, ils descendent, ils montent, ils descendent pour cacher la drogue ou pour la vendre»**

— Calissanne —

Calissanne, adolescente interrogée par le Centre socioculturel de la Montagne Verte à Strasbourg sur ce qu'elle n'aime pas dans son quotidien, cite «la drogue surtout. Ils en vendent devant chez eux, il y a toujours des stands de drogue un peu partout dans le quartier». Lorsqu'on lui demande pourquoi la drogue et les trafics sont un problème pour elle, Calissanne explique que toutes les habitant-es peuvent être potentiellement ciblé-es par l'intervention des forces de l'ordre: «Ça ramène les flics dans le quartier. Ils (les dealers) nous font chier parce qu'après, tu as les camionnettes de police qui débarquent et font peur à tout

le monde. Même nous qui n'avons rien à voir». Elle raconte la «descente de flics» dans son immeuble pour interpellier un trafiquant: «Les gars (les dealers), toutes les heures, ils montent, ils descendent, ils montent, ils descendent pour cacher la drogue ou pour la vendre. Ils sont dans un appartement au-dessus du mien et à côté de chez ma grand-mère. Et pendant le confinement, je ne sais pas pourquoi, ils (la police) sont montés chez mon voisin et ont tout cassé. Ça a fait beaucoup de bruits et après on avait peur de sortir parce qu'on ne savait pas ce qui allait se passer».

L'ethnologue Luis Fernandez explique que certaines cités HLM françaises sont des «territoires psychotropiques<sup>26</sup>» placés sous le regard des acteur-rices institutionnelles (policier-ères, magistrat-es, travailleur-ses sociaux-ales) et des populations qui connaissent, au moins par réputation, ou par relation directe, certains guetteurs, rabatteurs, usagers ou vendeurs. Mais pour «ne pas en rajouter une couche» à la médiatisation négative sur les quartiers populaires, pour ne pas amplifier un phénomène qu'ils-elles tentent de mettre à distance de leurs vies, ou par peur des représailles, les personnes rencontrées n'ont pas souhaité évoquer plus en détails leurs opinions et ressentis: «Ils font ce qu'ils veulent tant que ça ne vient pas nous emmerder».

## Un sentiment d'insécurité généralisé et les non-dits

Dans la quasi-totalité des rencontres, la sécurité s'est invitée dans les discussions. Elle a été abordée sous différents angles: le droit d'habiter un quartier en paix, le stress de la répression, l'omniprésence de la délinquance. Elle a pu être un sujet central ou récurrent ou encore seulement esquissée mais elle est visiblement un sujet en soi.

**«Je vous dis la vérité: on n'est pas en sécurité dans le quartier mais c'est surtout parce qu'il y a des gamins d'autres quartiers et du centre-ville qui viennent là»**

— Zineb —

Si la sécurité, ou l'insécurité, est une réalité pesante et quotidienne, il est souvent difficile de verbaliser ce qui est ressenti, d'expliquer l'origine de ce sentiment, les émotions qu'elle procure et les effets qu'elle provoque.

Elle relève d'une part d'une dimension individuelle mais aussi d'une dimension collective. Pour les femmes réunies par le Centre social Le Galet à Strasbourg, le sentiment d'insécurité est présent et bien réel. Karima évoque: «Moi, j'évite certains endroits, je fais le tour parce que je n'ai pas envie de passer par là...». L'animatrice lui demande de préciser et d'expliquer pourquoi elle se sent en insécurité dans ces endroits, Karima répond sèchement: «C'est dangereux, j'ai peur, c'est tout!»

Dans le quartier Saint-Roch à Cambrai, Moussa ne s'éternise pas sur la question de l'insécurité ou des nuisances des uns et des autres lors du débat. Pour lui, «on n'a pas trop de problème le soir». Qu'il y ait des «agités», des jeunes «qui font des bêtises, évidemment», est quelque chose de normal qui a existé en tout temps et en tout lieu. Ce n'est pas grave outre mesure.

Ce n'est pas un sujet auquel il faut attacher plus d'importance afin «d'éviter d'en dire trop» ou de dire «trop de bêtises». De même, pour Zoubida du quartier Champvallou de Bethoncourt, le thème de la sécurité est difficile à aborder sans «exagérer», sans déformer les images, en restant fidèle à ses sentiments, sans endosser une posture victimaire qui viendrait déformer la réalité du quotidien.

Zineb, 53 ans, du quartier des Avignonnets à Saint-Claude, défend une hypothèse suggérée à plusieurs reprises par les personnes rencontrées: la délinquance juvénile, ce «mal des banlieues», peut aussi être extérieure au quartier: «Je vous dis la vérité: on n'est pas en sécurité dans le quartier mais c'est surtout parce qu'il y a des gamins d'autres quartiers et du centre-ville qui viennent là. En général, les jeunes d'ici, on a le droit de leur dire qu'ils font n'importe quoi parce qu'ils nous respectent. Mais s'ils viennent de l'extérieur, on n'ose rien dire parce qu'on ne sait pas comment ils vont le prendre. Est-ce qu'ils viendront tout cramer? On ne sait pas... c'est pour ça qu'on ne dit pas grand-chose».

## La colère «de devoir toujours en arriver là» entre «les méchants et les gentils»

Le 20 février 2020, les cinq jeunes filles et onze garçons âgés entre dix et seize ans réunis par l'équipe du Centre social du Grand Canet, avaient des difficultés à verbaliser les mots de la colère. Surtout lors des premiers échanges, les phrases étaient courtes et hachées. Mais lorsqu'il a été question de la délinquance et de son pendant, la répression, les adolescent-es ont été plus expansif-ves. Ils-elles parlaient plus fort, plus longtemps, avec intensité car «l'émotion est encore vive» précise l'animateur du débat. Pourquoi? Parce que quelques jours avant la rencontre, le 14 février 2020, un jeune de dix-huit ans issu du quartier a été abattu lors d'une course poursuite par un policier de la BAC (Brigade anti-criminalité). «Encore une bavure» qui a déclenché des tensions dans le quartier et des reportages évoquant «la gangrène», «les clans», «les parents démissionnaires», «les trafics». Bref, l'arsenal rhétorique classique qui exaspère les participant-es: «Les types veulent s'en sortir mais ils font des conneries et ça se termine en règlement de compte ou en courses poursuites et tout le reste. Il y a des gens qui sont morts pour rien! C'est régulier, ça fait mal, on a de la tristesse. On a de la colère».

**«S'il y a un policier qui se fait blesser, ça passera à la télé pendant des jours et des jours. Mais quand c'est un jeune qui se fait tuer par un policier, ça ne passe pas dans le journal»**

— Des jeunes habitant-es de Marseille —

L'animateur de la rencontre invite les jeunes à exprimer les mots de cette colère. Les jeunes ciblent d'abord «la police! C'est elle qui frappe!». Mais elle vise aussi la connivence entre le pouvoir médiatique et le pouvoir politique: «La politique ne parle pas de ça comme il faut. Ils attendent

que ça passe à la télé pour en parler mais c'est toujours la même chose. C'est passé au journal, ça va durer quelque temps mais après ce sera terminé. Par contre, s'il y a un policier qui se fait blesser, ça passera à la télé pendant des jours et des jours. Mais quand c'est un jeune qui se fait tuer par un policier, ça ne passe pas dans le journal. Ils ne veulent pas entendre les témoins. Ils ne veulent pas nous entendre, nous les jeunes du quartier. C'est fait exprès! C'est de la manipulation!». D'autres ciblent les jeunes dont le statut de victime «du système» bascule à celui de coupable et de délinquant: «Les mecs font n'imp. Il faut aussi le dire. C'est de leur faute. Ils font des conneries. C'est eux les fautifs aussi!».

Finalement, une jeune fille de 16 ans se dit en colère contre tous les protagonistes de ces drames récurrents et déclame avec exaspération: «On en a plein le cul de devoir toujours en arriver là. C'est toujours la même histoire qui se répète!». Elle est rejointe par Medhi, 10 ans, qui conclut: «Les guetteurs ne sont pas méchants, ils sont gentils, ils ne disent rien, ils nous laissent faire. Pareil pour la police, ils ne disent rien si on ne fait rien de mal. Après, c'est la guerre entre les méchants et les gentils, c'est entre eux, comme d'habitude. Mais les méchants font fuir les gens des quartiers... il ne faut pas l'oublier!».



↑ Quartier Hauteplairie, Strasbourg (67)

55

→ Quartier des Trois cités  
Poitiers (86) © Marta Nascimento



## Se « mettre à la place » des délinquants pour mieux les comprendre ?

Lors des rencontres, lorsqu'il a été question du phénomène de délinquance, les participant-es ont souvent montré de l'empathie pour les habitant-es, et les jeunes en particulier « qui basculent... ». C'est le cas de Malika qui comprend les comportements des jeunes qui « tiennent les murs » et prennent le chemin de la délinquance dans le quartier HautePierre à Strasbourg: « Il n'y a pas assez de choses pour attirer les jeunes, pour les faire sortir de leur routine. Les jeunes qui ont entre seize et dix-huit ans, ils n'ont rien! Ils sont perdus et du coup ils sont... ils squattent les entrées d'immeuble, et ils font n'importe quoi. Ils sont complètement perdus... Donc ça serait bien qu'il y ait quelque chose pour leur donner une chance, de se remettre sur la bonne voie et d'avoir une autre vie quoi... Ce n'est pas leur faute. Il faut se mettre à leur place ».

**« Les jeunes qui ont entre seize et dix-huit ans, ils n'ont rien! Ils sont perdus et du coup ils sont... ils squattent les entrées d'immeuble, et ils font n'importe quoi. Ils sont complètement perdus... » – Malika –**

Pour rendre visite à sa mère, Marie, 61 ans, du quartier Vivier Maçon à Cugnax passe devant un porche où des jeunes ont pour habitude d'être « posés ». Elle évoque l'appréhension ressentie à chaque fois mais relate l'absence de faits marquants: « On parle beaucoup d'incivilités quand on parle des quartiers. C'est vrai que ça craint des fois. Il y a des petites bandes dehors, on ne peut pas dire que ça n'existe pas. Mais ils n'ont rien d'autre à faire. Si tu vas les voir pour leur parler de respect, ils vont te parler comme à du poisson pourri. Mais si tu t'intéresses à eux, que tu demandes gentiment de ne pas occuper tout l'espace ou

de faire moins de bruit, ça passe. Ils ne sont pas tous des délinquants mais juste des jeunes qui sont là ».

Les adolescent-es réuni-es par le Centre social du Grand Canet se sentent également concerné-es par les trajectoires sinueuses prises par « les autres » jeunes du quartier. Ils en parlent avec affection, parfois avec tendresse. C'est le cas de Nora qui revient sur « les méchants » pour préciser que cette catégorisation dépend du point de vue de celui qui le dit: « Je voudrais revenir sur les gros méchants dont vous avez parlé. Je parle des jeunes qui dégradent et qui ne font rien de leurs journées. Je ne crois pas qu'ils soient méchants, c'est des gens qui veulent s'en sortir parce qu'à chaque truc qu'on fait, il y a une raison derrière. On ne fait pas des trucs comme ça sans raison. Ils voient que c'est la misère et ils veulent se faire des thunes pour s'en sortir. Alors, quand il disait qu'il y a beaucoup de gens méchants c'était ... il parlait des racistes parce qu'il y a beaucoup plus de gens racistes qui s'emparent du quartier que de délinquants ». Son opinion ne fait pas l'unanimité au sein du groupe. On lui reproche d'avoir trop d'empathie envers « les gros connards qui ne veulent pas s'en sortir et qui passent leur temps à intimider les enfants, les mamans, les personnes âgées ». Certain-es jeunes déclarent avec fermeté la distance qu'il faut garder et la résistance à la peur et à la panique qu'il faut entretenir pour « ne pas se laisser déborder ».

## Trop de présence policière ou pas assez de contrôles ?

Les périodes de confinement ont révélé une tendance présente « depuis bien plus longtemps » dans les quartiers populaires: les contrôles quotidiens exercés par la police. Une attestation pour emmener les enfants à l'école, une autre pour se déplacer sur son lieu de travail, une autre encore pour se rendre chez le médecin ou pour acheter du pain tout en promenant le chien, etc. Rédigée dans un langage administratif à souhait, elle a été perçue comme « une arme supplémentaire pour la police contre nous » ou « un moyen de nous contrôler encore un peu plus ». Dans les débats organisés, lorsque le sujet a été évoqué, les attestations de sortie ont été jugées « humiliantes », « infantilisantes », « exagérément répressives », « une manipulation pour nous faire cracher encore un peu plus ce que l'on n'a pas ». Elles ont parfois été perçues comme un moyen supplémentaire d'instaurer des « contrôles arbitraires », voire même de laisser perdurer des « violences policières ». Se sentant victime d'une discrimination supplémentaire « à ce que l'on vit déjà tout le temps », une poignée d'habitant-es s'est parfois insurgée contre « les abus » ou « la brutalité » exercés par des forces de l'ordre utilisant parfois des méthodes proches de la science-fiction: « On voyait les drones parlant à la télé » qui envoyaient leurs injonctions avec leurs voix métalliques: « Rentrez chez vous! Vous n'êtes pas autorisés à stationner ici! ». Si le sentiment d'être « fliqué » est très présent dans les direx collectés, il y a une réelle divergence au sujet de la gravité et de la récurrence des tensions entre la population et la police. C'est le cas de Sylvie, Huguette et Pierre du Ronceray-Glonnières-Vauguyon au Mans. Huguette développe: « Il y a plus de présence policière sur le terrain maintenant qu'avant. Ça fait environ dix ans que les policiers sont là, depuis qu'il y a eu des coups de feu, ça date de trois ou quatre ans, et après les attentats, ça a changé la donne... en bien! C'est mieux qu'avant! ». Pierre

réagit: « C'est vrai qu'on voit plus les services de la police nationale et de la police municipale. Il y a la BAC aussi, il ne faut pas les oublier parce qu'ils sont là la nuit, quand les autres ne se déplacent plus. [...] Je ne

**« Ça peut péter d'un seul coup. Comme on dit: méfie-toi de l'eau qui dort... » – Pierre –**

sais pas si ça a changé en mieux. Ce n'est pas parce qu'ils sont plus visibles, que ça va mieux ». Sylvie intervient alors: « Ils sont plus sur le terrain qu'ils étaient avant quand même! On les voit tourner mais est-ce qu'il y a plus de sécurité? Moi, je pense que oui, mais il y a toujours de quoi faire. Ce n'est jamais réglé à 100% ». Et Pierre de conclure: « Ça s'est calmé d'accord mais bon, on sait bien que ça peut repartir à tout moment. Ça peut péter d'un seul coup. Comme on dit: méfie-toi de l'eau qui dort... ».

La crise sanitaire a donné à voir le rapport complexe de la population à la police, à sa présence et à ses interventions. Elle a fait ressurgir le débat sur les contrôles opérés sur la population des quartiers populaires, notamment sur les jeunes. Les attestations de sortie sont apparues comme « une violence qui se rajoute à tout le reste » illustrant, selon les habitant-es, l'inéquité territoriale de la justice sociale.

Au-delà de rapports de défiance et de réification réciproques développés entre la police et la population, de nombreux-ses habitant-es appellent à plus de protection dans l'espace public.

Willy, contacté par le Centre social L'Escale à Strasbourg exprime sa colère « quand je vois des jeunes par dizaines et que la police passe à côté et ne dit rien. Pourtant, ça tourne dans le quartier mais ils ne font rien. »

Il y a des personnes qui promènent leur chien sans masque et personne ne dit rien. Ce n'est pas normal. Il faut punir quand on fait prendre autant de risques à tout le monde».

**« La police, elle ne fait rien du tout pour les jeunes qui vendent la drogue et tout ça. Elle les voit, elle ne les menace pas, elle ne les contrôle pas »**

— Les mères de famille du quartier HautePierre à Strasbourg —

Aziza, une habitante du quartier des Avignonnets à Saint-Claude, raconte une descente de police durant le confinement de mars 2020: «L'autre jour, le préfet est venu dans le quartier pour nous faire peur. Ils sont venus une fois, ils ont fait une descente avec l'armée mais on ne sait pas ce qu'il y a eu. C'était juste pour nous insulter. On était aux fenêtres et on gueulait! Du coup, on s'est un peu plaint parce qu'ils viennent toujours dans le quartier pour coller des amendes aux gens

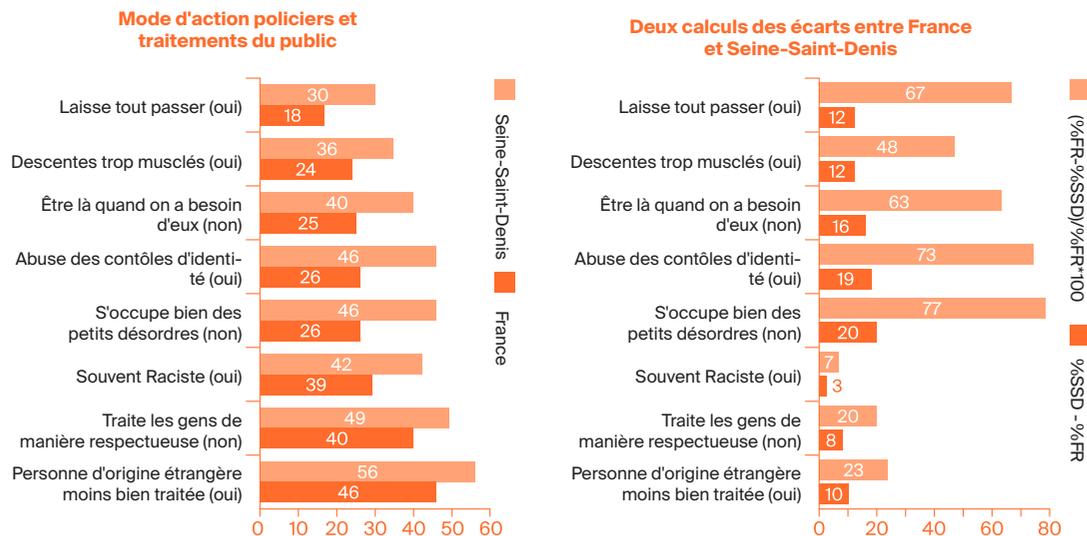
et puis après, ils ne viennent plus quand il y a des choses graves qui s'y passent».

Au final, la police est-elle omniprésente ou invisible? Efficace ou trop passive pour assurer la sécurité de tou-t'es?

Pour Mourad, interrogé par le Centre social Plein Midi de Garges-lès-Gonesse, la réponse est tranchée: «Franchement, les policiers, pendant le confinement, ils ne servaient à rien du tout. Ils étaient là comme des marionnettes. Ils ne faisaient pas suivre le protocole. Ils devaient dire aux jeunes de porter les masques et de ne pas sortir, etc. Ils étaient trente ou quarante, ils passaient, ils regardaient comme ça mais ils ne faisaient rien». Les mères de famille du quartier HautePierre à Strasbourg regrettent également que la police, bien que visible, n'intervienne pas davantage: «La police, elle ne fait rien du tout pour les jeunes qui vendent la drogue et tout ça. Elle les voit, elle ne les menace pas, elle ne les contrôle pas. Les flics voient bien qu'il y a des jeunes qui viennent acheter de la drogue avec leurs voitures. Ils sont à côté mais ils laissent faire».

58

Jugement sur les modes d'actions de la police en Seine-Saint-Denis et en France métropolitaine



source: Les relations entre la population et les forces de police en France: un état des travaux en France, Rapport de l'ONPV 2019

# La vitalité de la rue

L'espace public n'est pas uniquement une zone que l'on craint et que l'on évite d'emprunter. Il est aussi une zone chargée d'une animation réconfortante révélatrice de l'état de vitalité de la cité.

Il est vrai que les habitant-es des quartiers sont nombreux-ses à se plaindre du vacarme subi au quotidien (musiques trop fortes, chahut dans les cages d'escaliers, tapage nocturne, circulation automobile, crissement des trains, etc.), mais le son de la vie sociale est aussi perçu comme une mélodie

«qui fait du bien», qui raccroche au vivant, qui se fait l'écho des «autres» et du «nous». L'absence de bruit (expérience du premier confinement) est alors vécue comme un vide qui déclenche un sentiment d'ennui et de passivité. S'il y a besoin de baisser le seuil de tolérance auditive, il ne peut se vivre, voire même s'imaginer, un quartier sans mouvement, sans un minimum d'agitation, sans ses scories sonores où ne resteraient que les «bons sons». L'espace public est donc un lieu de rencontres d'où monte l'écho de la vie sociale.

59

## Les animations et événements qui font du bien

Pour Lisa, aide-soignante de 26 ans arrivée dans le quartier du Vernet à Saint-Amand-Montrond il y a quelques années, «le dimanche? Il n'y a rien à faire! La journée est toujours hyper longue. On peut juste marcher un peu mais bon ce n'est pas terrible. Il n'y a pas de distraction». Invitée à développer son propos, Lisa déplore le manque d'occasion de sortir dans la rue pour profiter d'une activité culturelle ou «pour aller au marché par exemple, comme dans beaucoup de quartiers en France». Pour conclure, elle s'exclame: «Je veux dire que c'est mort ici. Ce n'est pas positif quand je dis qu'il n'y a rien pour nous distraire».

L'année 2020 a particulièrement été marquée par l'absence d'animations en extérieur proposées par les collectivités locales et les associations. Les personnes rencontrées à partir de la rentrée de septembre ont souvent évoqué le vide occasionné par l'annulation des fêtes de quartier, concerts, ou tournois sportifs qui permettait de sortir du quotidien. Ils et elles ont alors raconté des anecdotes sur ces moments indispensables pour rassembler la population. Pour Colette du quartier Vivier Maçon à Cugaux, «le bonheur, c'est la fête de quartier. Tous les ans, quand je vois ces dames qui s'activent et ces enfants qui courent



↑ Pierrefitte-sur-Seine (93) ©Marta Nascimento

partout et qui rigolent: ça me fait plaisir! C'est notre patrimoine maintenant. Il faut qu'on le garde».

Il y a deux ans, Isaac s'est installé sur le quartier de la Briqueterie à Marcq-en-Barœul après avoir vécu à Saint-Quentin quelque temps. Il regrette l'isolement, la difficulté à faire des rencontres spontanées « quand on ne parle pas la langue d'ici ». Mais il se réjouit des animations qui lui offrent l'occasion de développer un sentiment d'appartenance au territoire: « Heureusement qu'il y a la fête de Noël, la fête du quartier, les repas organisés avec les voisins, etc. ».

Calissanne, Rayan, Otman et Karim, collégiens, sont invités à dessiner leur quartier afin d'exprimer ce qu'ils aiment, ce qu'ils rejettent dans le quotidien ou projettent pour l'avenir. Des immeubles de plusieurs étages, des containers et des bacs à compost, un bâtiment pour les travailleurs, des petits commerces, des rues avec vélos, des parcs pour enfants, des petites maisons et des commerces de proximité sont représentés à grands traits. Les échanges s'animent au sein du groupe pour estimer les raisons de tels ou tels aménagements, des couleurs et des intentions. À tour de rôle, les adolescents se vantent de connaître « le quartier de la Montagne Verte par cœur: les jeunes, les vieux, les ados, etc. à part les gens qui viennent d'arriver ». Mais aussi les lieux « où ça bouge bien ». Ils évoquent alors une salle des fêtes qui s'anime habituellement l'été: « Presque tous les jours, il y a la fête là-bas. Ça dure toute la soirée, toute la nuit. Ça fait du boucan. C'est bien, c'est vivant ».

Les habitant-es rencontré-es ne boudent pas « les petits plaisirs » et les moments de bonheur lorsqu'ils-elles peuvent profiter d'animations en extérieur. À Dunkerque, certain-es racontent les joies qu'ils et elles ont partagé lorsque le quartier était investi « par des cracheurs de feu un peu partout dans le square, dans la cour ou sur la passerelle. C'était le plaisir de voir les enfants s'émerveiller. C'était superbe ». De même, au Mans, dans le quartier Ronceray-Glonnières-Vauguyon, Pierre, fraîchement retraité, découvre « sa troisième jeunesse »

grâce aux animations et événements qui se déroulent à proximité de son logement: « Les événements de quartiers du type de la Fête Interculturelle sont vraiment très bien. Ça crée un lieu de convivialité, ça permet de connaître les associations du quartier et on peut échanger avec les gens. C'est important, oui! ». Il est rejoint par Huguette qui précise qu'elle participe « à la course contre le cancer du sein qui est une fois par an: "les demoiselles du Bugatti". Ce n'est pas dans le quartier même, mais ça ne passe pas loin et ça fait pas mal de bruit. C'est une course qui est géniale, qui fait 5km autour du circuit automobile juste à côté ».

**« Le bonheur, c'est la fête de quartier. Tous les ans, quand je vois ces dames qui s'activent et ces enfants qui courent partout et qui rigolent: ça me fait plaisir! » – Colette –**

Dans le quartier de la Tour du Renard à Outreau, des habitant-es s'investissent au sein du centre social et dans d'autres associations pour développer une large palette d'animations et de festivités en extérieur: « Il y a la fête de quartier qui a lieu au début septembre, la braderie qui a lieu maintenant (août). Il y a des soirées aussi quand on n'est pas confinés. Il y a le marché de Noël, le marché de Saint-Nicolas, Pâques et la chasse aux œufs pour les enfants, une soirée halloween, une soirée parents/enfants, etc. » énumère Louise. Ces rendez-vous réguliers font monter l'écho d'une vie sociale en quête d'hédonisme: « On a des occasions de se faire plaisir avec tout ce que l'on fait! ». De même, Huguette, habitante du quartier des Avignonnets à Saint-Claude a saisi l'opportunité du relâchement des règles sanitaires durant l'été 2020 pour organiser des micro-événements dans le quartier: « On faisait la fête de vingt heures jusqu'à deux heures du matin presque tous les soirs! Mais il n'y avait pas que ça. Il y avait aussi les petits repas du soir, les soupes, les anniversaires et les petits goûters avec les gosses. Ça faisait du bon bruit et franchement on en a bien profité! ».

Dunkerque (59) →



## Sortir coûte que coûte

Si le besoin d'activités est souvent mis en avant comme un atout, il a été vécu de manière encore plus forte dans le contexte sanitaire du Covid. De très nombreuses personnes évoquent leurs besoins de «voir du monde», «de sortir», d'aller «au contact des autres», au contact du «nous». Si des conditions extérieures comme l'hiver ou les contraintes sanitaires freinent voire interdisent les interactions sociales physiques, les habitant-es font preuve de stratégies pour bavarder «de tout et de rien», commenter «tout ce qui se passe en ce moment», raconter des vieilles histoires d'antan, refaire «le match», relayer des faits divers, ragoter «un peu mais pas trop» et, de temps en temps, se plaindre car «ça nous occupe bien et ça nous fait plaisir de nous retrouver».

L'entretien du lien social par l'échange est «vital pour nous. Lors du premier confinement (mars-avril 2020), c'est ça qui a été le plus difficile, je trouve: ne pas retrouver mes copines pour causer. On le faisait par téléphone mais c'est pas du tout pareil, il y a les maris à côté et les gosses. Moi, franchement, j'étais triste à cause de ça. C'est ce qui m'a manqué parce qu'en plus, il faisait super beau. On aurait pu être ensemble

mais bon...» dévoile Fatima, mère de famille des Avignonnets à Saint-Claude. Toutes les excuses sont bonnes pour sortir, surtout en période de restriction des déplacements. C'est le cas de Djibril, 13 ans,

**« Lors du premier confinement, c'est ça qui a été le plus difficile, je trouve: ne pas retrouver mes copines pour causer. On le faisait par téléphone mais c'est pas du tout pareil, il y a les maris à côté et les gosses » – Fatima –**

qui vit dans le quartier du Grand Canet dans le 14<sup>e</sup> arrondissement de Marseille. Invité par les animateurs du secteur jeunesse du centre social en juin 2020, il fait le récit des mois passés à la maison et de son envie brûlante de s'échapper de chez lui: «Pendant le confinement du COVID-19, moi, mes sœurs et mes frères, on ne pouvait pas sortir alors nous avons demandé à notre mère de nous acheter des jeux. Mais je m'ennuyais tellement que je commençais à pleurer. J'aimais aller au balcon plus souvent qu'avant pour voir les gens qui passaient. Je voulais tout le temps sortir les poubelles». L'envie de bouger est donc démultipliée avec le repli forcé.

## S'approprier des espaces urbains pour palabrer

Une fois dehors, le choix des lieux pour se rassembler dépend des (ré)aménagements, des usages possibles mais aussi de leur disponibilité. Un banc utilisé un jour par certain-es habitant-es peut devenir un lieu de rassemblement pour d'autres les jours suivants.

Le quartier de la Briqueterie à Marcq-en-Barœul a connu une opération de réhabilitation: création d'un parc familial et de loisirs, ouverture d'un city stade et d'un espace pour jeunes enfants, mais aussi réaménagement des voiries. Si ces changements sont appréciés, Suzanne observe «un manque

de zones de rencontre. Il n'y a que des trottoirs ou des parkings. On peut déjà s'y retrouver mais ce n'est pas assez bien pensé pour nous. On ne va pas dans la rue uniquement pour se déplacer: on y va pour se poser». Un responsable municipal tente de la rassurer: «Il y a un projet de réhabilitation pour constituer des zones de rencontre qui est à l'étude. Il faut qu'il y ait plus d'espaces pour la convivialité». Loin d'être une pratique insignifiante, le papotage est une pratique sérieuse, un moment attendu, un exutoire nécessaire et un divertissement dont le lieu de rendez-vous n'est pas quelconque. Au Centre social Jacques

Brel à Outreau, Brigitte, Louise et Mathilda décrivent les places qu'elles occupent pour ritualiser leurs rendez-vous. Lorsque l'animateur demande où et avec qui elles aiment se réunir, deux espaces apparaissent clairement: «Dans le hall d'entrée du bâtiment B et juste devant le potager. Ici c'est mieux, comme ça, on n'a pas l'impression d'être enfermées dedans. On peut parler comme on veut parce que nous, on papote pendant des heures avec certains locataires de notre résidence et même des autres résidences. On en connaît!». Jardins, bancs publics ou halls d'entrée se transforment alors, le temps du regroupement, en arbres à palabre.

## Les commerces et marchés: entre vital et viral

Lors des rencontres organisées par les centres sociaux, beaucoup d'animateur-ices ont choisi la méthode du photolangage pour enclencher les prises de parole. Le marché est souvent mis en avant comme un espace de rencontre. Ainsi, Valérie a opté pour l'image d'un marché où apparaissent des étals de viande, de poissons, d'épices et d'habits, «parce que c'est important pour un quartier. J'ai vécu à Strasbourg pendant longtemps, et dans chaque quartier, il y avait un petit marché qui se mettait en place une ou deux fois par semaine. [...] C'est dans les marchés que l'on rencontre les personnes, on peut discuter, on échange et je trouve que ça fait vivre un quartier. Pour moi, ça devrait être le point central d'un quartier». Elle précise que le bruit de la foule «fait du bien à entendre» parce qu'il parle d'une seule voix au nom de toute la diversité culturelle. Mais en 2020, les commerces de proximité, les marchés et les grandes surfaces ont été suspectés d'être des lieux publics de contamination. Leurs bonnes réputations ont laissé place à la suspicion et à la vigilance. C'est le cas dans le quartier de la Tour du Renard à Outreau, où Mathilda se dit «choquée» par l'attitude des clients dans les su-

pérettes, supers et hypermarchés: «Ma fille et moi, on avait toutes les deux le masque! Personne d'autre à part les caissières!». De même, Willy contacté par le Centre social L'Escale à Strasbourg quelques semaines après le premier confinement, s'insurge des comportements «des gens» lorsqu'ils font leurs courses: «Quand tu vas dans un supermarché, il faut faire attention aux autres. Eux, ils s'approchent de toi, ils ne font pas attention donc c'est à toi d'être attentif pour garder les distances. Le plus difficile, c'est dans les rayons fruits et légumes». Haroun interrogé par le Centre social Plein Midi à Garges-lès-Gonesse précise que l'expérience des courses dans les grandes surfaces était (et reste) traumatisante: «C'était une prise de risque, parce qu'à chaque fois je voyais une longue file monstrueuse avec des gens qui ne mettaient pas toujours les masques et qui ne respectaient pas les distances. Donc, je rebroussais chemin et j'allais voir dans un autre, chez Lidl ... ou ailleurs... Mais c'était pareil! Il y a eu et il y a encore un manque de conscience par rapport à la situation. C'est aussi la faute au gouvernement et aux magasins de ne pas faire respecter les règles».

# Être dans le quartier et avoir la ville « à portée de main »

## « Mon » quartier comme un « centre-ville » et un « carrefour de services »

À côté des relations humaines qui animent la vie sociale, le sentiment d'appartenance au quartier est lié au cadre de vie, marqué par l'accès aux équipements publics de qualité, aux commerces, aux services de santé, etc. Ces éléments bâtissent participent au développement d'une identité collective (être du quartier) et contribue, ou non, à la satisfaction d'être dans le quartier.

Interrogé par l'Albatros, à Lingolsheim, un habitant déclare que sur le quartier, « on a déjà le Lidl et Super U. On a les médecins et les écoles. Franchement, on peut tout faire jusqu'à ce que les enfants arrivent au collège. Après, ils vont au lycée et ils s'en vont » parce qu'il n'y a plus les services nécessaires. À quelques kilomètres, dans le quartier Hautepierre, lorsque les sept mères de famille de l'atelier couture sont invitées par le Centre social Le Galet à donner leurs avis de manière large sur « ce qui est précieux et ce qui fonctionne bien », les points de vue sont unanimes :

- « C'est simple : il y a les médecins, les kinés, les dentistes, la pharmacie. C'est ça qui compte le plus !
- Et les activités ? Je connais des gens qui ont habité ailleurs et qui disent : « vous avez de la chance parce que vous avez beaucoup d'activités ici ».
- Faut pas oublier la piscine aussi !
- Ah oui, la piscine et les salles de sport ! Il y en a plusieurs.
- C'est tout ça qui est bien ici sauf que vers Le Galet, il n'y a pas de boulangerie et il faut aller jusqu'à Auchan si on veut un pain au chocolat.
- On perd du temps mais bon, quand même, Hautepierre c'est un centre-ville ».

On retrouve cet atout de la proximité des services publics chez les habitant-es réunis sur le quartier Champvallon à Bethoncourt. Il est question du nombre de services à proximité des habitations au regard de la

densité de population et à leur saturation d'usage :

- « Oui, le service public ! C'est quelque chose de très important pour nous dans le quartier.
- Attends, dans le quartier, il n'y a rien !
- Ce n'est pas vrai ! Il y a les gendarmes pas loin et les trois écoles maternelles.
- Ce n'est pas assez, un ou deux médecins quand même... Il y a beaucoup trop de monde pour juste deux médecins généralistes. Ça pose quand même un petit souci, parce que des fois, il faut aller chercher un autre médecin ailleurs. Pareil, on a un seul dentiste<sup>29</sup> !
- On voudrait avoir un autre médecin et un autre dentiste par rapport aux habitants. On est un quartier quand même. Même l'hôpital qui est à côté de chez nous, il est fermé, on est obligé de faire le trajet jusqu'à Trévenans.
- Oui, mais ça dépend si on a les moyens de transport ou pas.
- C'est ça, pour le service public, il faut aller dans la ville ou bouger un peu plus loin.
- C'est comme ça mais c'est bien emmerdant ».

La volonté d'avoir à proximité une palette large de services est prégnante sur l'ensemble des rencontres. Être « à deux pas » des médecins et des pharmacies, des petits commerces, des services administratifs et de police est une vraie volonté sans pour autant être totalement coupés du reste de la ville. Pour les habitant-es, la relation de dépendance avec les centres historiques ou d'autres zones ne doit pas être rompue afin de ne pas se replier sur le quartier.

Le rapport 2019 de l'Observatoire national de la politique de la ville (ONPV) met en avant que la quasi-totalité des habitant-es ont accès à un commerce alimentaire non spécialisé à moins de quinze minutes de marche : c'est moins de temps que pour les habitant-es des autres secteurs des unités urbaines englobantes. En moyenne, l'accessibilité aux commerces, entendue ici comme la proximité géographique et la fréquentation effective des équipements, est donc meilleure pour les habitant-es des quartiers populaires qui peuvent plus facilement se rendre dans les épiceries, superettes, supermarchés ou hypermarchés.

On sait également que, dans les quartiers prioritaires de la ville, les déplacements sont moins nombreux, les distances parcourues dans la journée sont plus faibles que pour les habitant-es vivant dans d'autres quartiers.

Avec les personnes rencontrées, la question de la connexion avec le reste de la ville a émergé de deux façons. D'abord pour dire le besoin impérieux de maintenir une densité de services essentiels à proximité des logements. Mais aussi pour affirmer que le quartier ne doit pas être une enclave coupée de l'ensemble de la ville, de la nature et d'autres territoires plus larges.

## Commerces et équipements

Les consommateurs des quartiers plébiscitent les commerces et services de proximité<sup>27</sup> :

**95%** d'entre eux déclarent ainsi fréquenter une pharmacie proche de leur lieu de résidence, **90%** une boulangerie/pâtisserie, **88%** un commerce alimentaire, **71%** un centre commercial et **62%** un marché (Enquête Panel Politique de la ville (PPV), 2012).

Dans les quartiers qui ont bénéficié des investissements du programme national de rénovation urbaine (PNRU), **53%** des personnes interrogées disent fréquenter beaucoup ou exclusivement les commerces du quartier, tandis que **39%** déclarent s'y rendre un peu ou occasionnellement<sup>28</sup>.

Ce haut niveau de fréquentation est motivé par des raisons de commodité.

Le degré élevé de satisfaction à l'égard des commerces de proximité affiché par les consommateurs des quartiers constitue un autre facteur explicatif de leur préférence pour la proximité :

**27,5%** d'entre eux se déclarent tout à fait satisfaits et **55,7%** plutôt satisfaits de la qualité et de la diversité des équipements comme les commerces et les services, contre **15,7%** de consommateurs insatisfaits (Enquête PPV, 2012).

<sup>27</sup> Définis par leur situation à dix minutes à pied ou à cinq minutes en transport du lieu de résidence. <sup>28</sup> Comité d'évaluation et de suivi de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine, « Mon quartier a changé : Ce que disent les habitants de la rénovation urbaine », Paris : La Documentation Française, 2014, p. 92-93.

## Avoir l'usage de « l'ailleurs »

Les personnes rencontrées précisent l'usage qu'ils et elles font d'un territoire « au-delà de notre quartier ». À la fois réalité ritualisée au quotidien mais aussi expériences exceptionnelles, les déplacements vers d'autres quartiers, secteurs ou « zones » sont considérés par la population comme « quelque chose de vital pour se sentir bien » selon Pierre, Sylvie et Huguette du quartier Ronceray-Glonnières-Vauguyon au Mans. Ils expliquent : « On a tout à portée de main. Il y a les commerces, les magasins, le centre commercial. On peut y aller avec les transports en commun, c'est très important. On est proches des événements qu'il y a dans toute la ville aussi. Le circuit automobile Bugatti, on peut même y aller à pied, surtout qu'à la fin du mois, il y aura le rétro-mobiler pendant quatre jours (voitures anciennes). Quand c'est les quatre jours du Mans, j'y vais à pied, tranquille ! Et puis, si on veut marcher dans les bois, on est près de la nature aussi. On a tout à côté. C'est très bien ». Le sujet des transports prend toute sa place dans les échanges. Car pour avoir l'usage « du reste de la ville », il faut être mobile et mettre en avant sa curiosité, son ouverture, sa liberté et sa capacité d'émancipation<sup>30</sup>. L'identité de l'habitant-e des quartiers populaires dépend alors de son potentiel de mobilité, de sa capacité à aller « ailleurs ».

Sandrine, médiatrice numérique de 30 ans, est arrivée depuis un mois dans le quartier du Vernet à Saint-Amand-Montrond. Elle déplore « le temps passé dans les transports ». Elle raconte sa surprise lors d'un trajet récent en bus pour rejoindre le centre-ville historique : « J'ai mis quinze minutes à l'aller, c'était très bien mais j'ai mis quarante minutes pour revenir. C'est illogique le détour qu'il fait. On dirait qu'ils veulent qu'on reste dans le quartier ». La discussion s'anime au sein du collectif réuni ce mardi 25 février 2020 lorsqu'il est question plus largement des déplacements du quotidien. Chacun-e y va de son anecdote et de ses solutions. On évoque le

problème de voiture des parents pour emmener les enfants aux activités sportives et culturelles à l'extérieur du quartier, la difficulté d'organiser du co-voiturage « parce que ce n'est pas dans les habitudes » ou encore l'usage du vélo qui permet aux plus jeunes de « bouger ».

Bouger n'est pas seulement une préoccupation à des fins médicales, utilitaires ou commerciales, c'est aussi un moyen pour retrouver des proches et pour s'enraciner vers un ailleurs, vers un autre chez soi.

**« J'ai mis quinze minutes à l'aller, c'était très bien mais j'ai mis quarante minutes pour revenir. C'est illogique le détour qu'il fait. On dirait qu'ils veulent qu'on reste dans le quartier » – Sandrine –**

Certain-es précisent qu'ils-elles ont pris l'habitude de rejoindre de la famille « tous les weekends... enfin normalement... pas comme en ce moment avec la crise et tout ça », précise Louise du quartier de la Tour du Renard à Outreau, « pour voir des amis sur Perpignan ou de la famille en région parisienne ». Les autres femmes présentes lors du débat surenchérisent : « Moi je vais voir ma fille de temps en temps à Boulogne quand j'en ai marre de l'appartement » ; « je fonce au sud pour voir le soleil dès que je peux, parce que le soleil ici... » ; « moi, c'est Neuchâtel en Suisse chez ma sœur ». Pour Medhi, 14 ans, issu du quartier du Grand Canet dans le 14<sup>e</sup> arrondissement de Marseille, « l'autre chez-soi » n'est pas tout à fait réel. Il est fantasmé et imaginé : « J'ai choisi cette carte parce qu'il y a une dame qui regarde les bateaux sur le vieux port comme le font les gens de mon quartier qui vont regarder les bateaux. Ils sont là à attendre. Moi, ça me fait penser au monde, au bled, aux racines quoi ! Il y a des gens du quartier qui viennent de partout. Moi, j'ai envie de bouger aussi. Quand je serai plus vieux, je bougerai tout le temps ».



↑ Quartier La Capelette, Marseille (13) ©Amélie Heroux



Quartier La Capelette, Marseille (13) ©Amélie Heroux →

## Être relié à « son » département et à « sa » région

On connaît le « neuf trois », expression popularisée par le groupe NTM à la fin des années 1990 pour désigner le département de la Seine-Saint-Denis. Ce dernier aurait une âme, un flow énergétique, un style. Il serait le révélateur d'une jeunesse révoltée; jeunesse qui a développé une forme d'intelligence pratique pour lutter contre les discriminations et la stigmatisation. Au fil du temps, le « neuf trois » est devenu le département le plus scruté par les pouvoirs publics pour connaître l'état du climat social dans les banlieues françaises, livrant ainsi une vision excessivement homogénéisante<sup>31</sup> des territoires et de ses habitant-es qui auraient tou-tes une « fièvre » identique à la Seine-Saint-Denis.

Les échelles départementales et régionales ont été parfois citées, lors des débats, pour évoquer leur attachement à un territoire plus vaste, pour « pas qu'on nous enferme » dans un quartier, une cité, ni même une ville qui serait une enclave. C'est le cas de Norlisa, 19 ans, habitante du quartier Rouher à Creil, qui déclare: « On est vraiment fiers du 60, on aime trop notre département, c'est notre dé-

partement! C'est notre région aussi! ».

Ces territoires apparaissent à la fois comme des marqueurs identitaires reconnus et des lieux concrètement investis où les habitant-es se rendent pour les études, le travail, les visites ou les loisirs. Norlisa évoque cette idée: « Ce qui me tient à cœur, c'est surtout le six-zéro en fait. Tout le monde dit que le 60 c'est la campagne mais pas du tout. Il y a des quartiers aussi. Nous, on bouge tout le temps. On va là et on bouge ici. Ceux qui viendront le sauront! ». Elle est rejointe par Karima, 18 ans, qui complète la lecture: « Le 60, ce n'est pas juste la ville de Creil, il y a aussi de la campagne dans le sud Oise. Et on est proche de la région parisienne ». Elle précise alors que les trente minutes de trains, les vingt-cinq minutes de TER ou l'heure passée en voiture pour rejoindre Paris lui donnent le sentiment d'être « une vraie Parisienne. J'ai envie d'aller à Paris souvent et c'est facile d'y bouger quand même. Ici, on est à proximité de beaucoup de choses, on peut aller vivre à Paris parce qu'il y a du travail mais si tu veux vivre à la campagne, tu peux aussi. On est proche de tout si tu regardes bien ».

### Quelques mots pour finir

Les habitant-es des quartiers populaires aspirent à vivre dans un espace public où la propreté est assurée par tou-tes, où son occupation est régulée par chacun-e, où la question de la sécurité ne se pose plus (ou très peu) et où la présence policière rassure et non inquiète. Ils-elles veulent trouver des rues animées, du mobilier urbain respecté et des zones de verdure nettoyées qui permettent de se déplacer puis de s'arrêter pour créer du lien social. Ils-elles aspirent à s'ancrer dans un quartier multifonctionnel et multi services qui n'enferme pas mais qui ouvre vers un ailleurs, qui connecte à d'autres espaces urbains ou ruraux.

Pour tendre vers cette vision idyllique et fantasmée du territoire, les habitant-es savent qu'il est important d'interroger les responsabilités de toutes les parties prenantes et de faire entendre davantage leurs voix. Pour cela, ils-elles doivent se rapprocher des décideur-ses, des autorités et des différentes formes de pouvoirs pour être reconnu-es comme des usager-ères-citoyen-nes.

### L'image de son quartier : une préoccupation des habitants des QPV

 57%

des habitants de quartier prioritaire de la politique de la ville indiquent que la mauvaise image ou la mauvaise réputation est un problème dans leur quartier

 55%

des habitants de quartier prioritaire de la politique de la ville indiquent que la délinquance est un problème dans leur quartier

 50%

des habitants de quartier prioritaire de la politique de la ville indiquent que le bruit est un problème dans leur quartier

 46%

des habitants de quartier prioritaire de la politique de la ville indiquent que l'environnement dégradé (mal entretenu, manque de propreté) est un problème dans leur quartier

**« ILS »  
OU « NOUS » :  
TOUS RES-  
PONSABLES  
DE LA  
SITUATION ?**

# « Ils » sont responsables de la situation « parce qu'ils sont loin de nous »

## Introduction

Les rencontres organisées pour ce rapport révèlent le développement d'une ambivalence à l'égard du quartier. Le quartier est cet espace où ils-elles se sont construit-es et où ils-elles veulent vivre convenablement mais qu'ils-elles espèrent quitter un jour pour « évoluer dans la vie ». Il s'y crée à la fois les liens sociaux où se développe une forte solidarité autant qu'une solitude et des conflits. Les habitant-es développent une dépendance aux multiples services publics en même temps qu'une défiance envers celles et ceux qui gouvernent, décident. Ils-elles rejettent les institutions tout autant qu'ils-elles craignent leur affaiblissement.

En somme, le quartier est à la fois un cocon protecteur où l'on peut être avec les autres, se sentir bien entre soi et une cage qui empêche de vivre, un intérieur dans lequel on rêve d'une vie meilleure (à l'extérieur). Il est souvent perçu comme un lieu enfermé sur lui-même mais, en même temps, il est submergé par la société extérieure qui impose ses stéréotypes et ses normes<sup>32</sup>. N'est-ce pas Jean-Paul Sartre qui écrivait en 1952 : « La société n'a jamais été aussi présente qu'aux individus qu'elle rejette<sup>33</sup> » ?

Se dessine alors une fracture entre un « eux-ils » et un « nous-on » qui interroge la responsabilité des uns et des autres sur les bonheurs et les malheurs de la vie (de) dans le quartier.

Les quartiers populaires français ne peuvent pas être amalgamés avec les favelas brésiliennes ou les ghettos américains dans le sens où l'État, les institutions et les administrations n'ont pas déserté<sup>34</sup>. Bien au contraire, les quartiers font l'objet d'un encadrement politique et administratif soutenu.

« Alors, quand vous dites « ils » sont partis et « ils » décident pour nous, vous pensez à qui et à quoi précisément ? ». Cette question a été posée à de nombreuses reprises lors des rencontres afin de découvrir ce qu'il se cache derrière ce « ils ». La ré-

ponse de Chirine, interrogée par le Centre social Plein Midi de Garges-lès-Gonesse, révèle la grande diversité des institutions et des organismes visés : « C'est tous les pouvoirs qui sont passés par là, que ce soit la gauche ou la droite, c'est tous ceux qui ont abandonné les quartiers, c'est tout ceux qui veulent profiter de nous ».

Après comparaison des différents propos, quatre ensembles politico-administratifs fondent le « ils », considéré comme des entités coupées du « nous » : le monde économique, les acteur-rices du logement, la municipalité et l'école.

## « Ils » détruisent l'économie ?

Les jeunes adultes réunis par le Centre social Georges Brassens à Creil, dans le quartier Rouher, font état de leur vision de la dynamique économique « parce qu'on a les deux pieds dedans ». Ils déplorent un taux de chômage record, la paupérisation plus importante « des plus fragiles ». Alors, ils s'in-

terrogent sur les raisons qui ont amené le territoire à devenir si « pourri » et « sans avenir » : « Comment tu expliques qu'il n'y a plus rien qui tienne debout ? Il y a des friches partout ! Les gens n'ont plus de boulot ! Même les agences n'ont plus galèrent à nous trouver des petites missions de merde ». Pour

Karl, 18 ans, la situation n'est ni anodine, ni le fruit du hasard. Elle est impulsée par « eux » : « Quand tu vois l'argent facile que les petits garçons qui traînent arrivent à se faire, tu trouves ça normal ? Il y en a un qui commence et les autres suivent. Ils sont influencés. Mais tout ça, c'est clair que c'est voulu. Ils ont cassé des emplois et ils laissent se développer le business et les trafics, comme ça on ne les fait pas chier. L'argent rentre, ça circule, les gosses sont shootés et ça passe. Mais, un jour ça va péter ! ».

**« Ils ont cassé des emplois et ils laissent se développer le business et les trafics, comme ça on ne les fait pas chier. L'argent rentre, ça circule, les gosses sont shootés et ça passe. Mais, un jour ça va péter ! »**  
— Karl —

Sur le plan économique, le « ils » représente la macro-économie mais aussi un ensemble d'acteur-rices locaux-ales « qui tirent les ficelles de tout ça ». Assistante maternelle à la retraite, Geneviève, interrogée par le Centre social et culturel l'Albatros, à Lingolsheim, évoque la concurrence entre les acteur-rices en charge de la petite enfance : « les crèches ont pris le boulot des nounous (rires). À force de construire des crèches, les nounous ont perdu leur boulot... enfin certaines... Après,

c'est bien quand même d'avoir des crèches dans le quartier parce que les parents recherchent ça aussi... mais il fallait embaucher des nounous. Il y a eu trop de crèches qui ont été installées. Ils auraient pu faire attention à nous ».

Au final, le « ils » économique rejoint le « ils » politique pour ne former qu'un seul « ils » décisionnaire et responsable de la mauvaise situation mais aussi de la sécurité minimum et des orientations d'avenir. À Bethoncourt, dans le quartier Champvallion, l'analyse de la crise sanitaire par certain-es habitant-es provoque une critique cinglante « de nos dirigeants » qui « font toujours des mauvais choix » pour le pays : « Malheureusement, c'est nous qui allons payer la facture. Et ce sera une grosse facture ! ». La réplique ne tarde pas à jaillir chez d'autres qui tempèrent ce constat : « Je ne suis pas d'accord avec toi. Ils ont payé le chômage partiel, ils ont payé beaucoup de choses pour tout le monde. Je ne dis pas que sur les hôpitaux, ils auraient pu faire autrement ! Mais ça fait longtemps. Depuis Sarkozy au moins ! Macron ? Il n'y peut rien ! ». D'autres habitant-es tentent une généralisation et une prospective : « Ils ont trouvé des solutions pour le travail à domicile. C'est bien non ? Moi, ce qui m'inquiète pour la suite (de la pandémie), c'est que l'économie est très touchée. Comment ils vont gérer ? Je n'en sais rien et je n'aimerais pas être à leur place ! ».

## « Ils nous logent » comme « ils veulent »

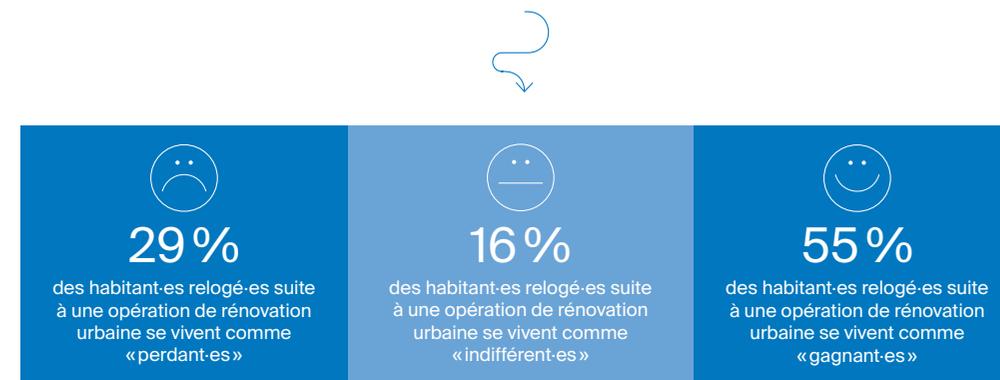
Avec la promulgation, en 2000, de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain (dite Loi SRU), la politique en matière de logement social dans les quartiers populaires vise des objectifs de mixité sociale et urbaine, d'offre d'habitat diversifié pour toutes et de réduction des inégalités territoriales. L'expérience du logement et/ou du relogement suite aux rénovations urbaines

a été développée dans le 4<sup>ème</sup> rapport national Paroles d'habitant-es des quartiers populaires « Il y a eu une cassure quelque part... Et maintenant, on fait quoi ? » en 2018.

Deux ans plus tard, les échanges entre les habitant-es et bailleurs sociaux semblent plus apaisés « mais pas top non plus ». Les personnes rencontrées sont réticentes à

l'idée de « bouger » en raison « des papiers à leur fournir ». Les bailleurs entrent dans une catégorie du « ils », d'autant que la diminu-

tion de personnel de proximité parmi eux rend les interactions impersonnelles, mettant de la distance avec le « nous ».



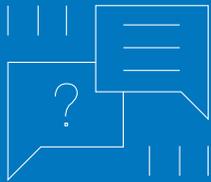
ONPV, Résumé d'étude à paraître sur les effets du relogement sur la trajectoire résidentielle des habitants dans le cadre des opérations de rénovation urbaine

La recherche d'un logement apparaît comme « le parcours du combattant ». Khadija, du quartier Champvallion à Bethoncourt raconte : « Je cherche un logement plus grand et plus adapté à ma famille, mais à chaque fois ils ne trouvent pas. Ils proposent des appartements qui ne sont vraiment pas propres et trop petits ». Elle explique qu'elle continue de relancer le bailleur et espère que « ça va bientôt arriver ». Awa la rejoint : « Nous aussi on va faire la demande pour un logement un petit peu plus grand mais ça n'existe pas pour l'instant sur le quartier. Il n'y a rien ».

**« Je voudrais bien déménager mais pas forcément partir du quartier en fait. J'ai fait la demande pour changer mais tous les appartements du quartier sont dans le même état »**  
— Meera —

De même, Meera habite le quartier Haute-pierre depuis quinze ans ; date à laquelle elle a « posé (son) pied en France pour la première fois ». Elle observe que le quartier « n'a pas bougé », que c'est toujours « la même chose ». Son logement « est toujours

sale, l'ascenseur ne marche pas depuis plusieurs mois, c'est très embêtant ». Elle a envie de déménager mais son mari hésite car il aime le quartier de Haute-pierre, « lui, il y vit depuis vingt-cinq ans, il ne veut pas le quitter ». Meera explique avoir entrepris quand même des démarches auprès des bailleurs : « Je voudrais bien déménager mais pas forcément partir du quartier en fait. J'ai fait la demande pour changer mais tous les appartements du quartier sont dans le même état. Des fois, il y a quatre pièces ou cinq pièces (comme elle le souhaite). À chaque fois, il y a des problèmes. Des fois, c'est la cave qui est trop près, des fois, c'est trop petit. Des fois, il y a les cafards. Des fois, il y a... ». Meera poursuit l'inventaire des éléments qui ne peuvent la contenter mais elle est coupée par Jeanne, habitante du quartier depuis trente-cinq ans, qui surrenchérit : « Les bailleurs, ce qu'ils veulent c'est encaisser les chèques. Après, tout ce qui est bien-être des locataires et la sécurité, ils s'en cognent. Donc, tu peux essayer de changer de quartier, si tu as le même bailleur, ça ne changera rien, ma belle ».



# 3 questions à

# Christophe Robert<sup>35</sup>

## 1

**La crise liée à la Covid-19 a été à la fois un révélateur et un amplificateur des inégalités, quels sont les enseignements principaux à retenir au titre du logement ?**

Trois éléments apparaissent de manière forte dans le contexte de la pandémie :

① Elle a permis de mesurer combien le fait d'avoir un logement est un élément essentiel, notamment pour les plus fragiles. Certes, on était nombreux à le savoir et à le dire. Mais la crise a permis de rendre cette réalité « palpable » aux yeux de tou-tes. Si nous avons eu peur pour les personnes sans-abris, l'impératif de « restez chez vous » a également rendu visible les difficultés rencontrées par celles et ceux qui connaissent de mauvaises conditions de logement.

② L'autre élément important qu'a fait apparaître la crise, c'est la fragilité financière d'une partie des habitant-es qui ont pu, suite à une baisse de ressources et/ou la fermeture de lieu d'accès à l'aide alimentaire, se retrouver en difficultés pour répondre à leurs besoins de première nécessité. L'ampleur des besoins nous a beaucoup inquiété et nous a contraints à mettre en place, rapidement (dès fin mars), un fonds d'urgence sous la forme de chèque-service pour que les personnes puissent accéder à des biens de première nécessité (alimentation, hygiène...).

③ La promiscuité liée au surpeuplement pendant les confinements, le partage d'un

logement indigne, ont également eu pour effet de renforcer les tensions, voire les violences intrafamiliales. Les différences de situation eu égard au logement ont été à l'origine d'inégalités très fortes au sein de la société française pendant cette période inédite.

La crise sanitaire a ainsi eu un effet de « zoom » sur les fragilités dont le logement peut être porteur. Elle a, en écho, rendu visible l'importance du logement sur la santé, les conditions de scolarité, l'ambiance au sein de la famille ou, plus largement, le vivre ensemble. Le logement n'est pas seulement un abri, une protection. Il est le support, le garant de la vie quotidienne et du lien social.

## 2

**Que sait-on aujourd'hui de la situation du mal-logement dans les quartiers relevant de la politique de la ville ?**

Concernant les quartiers relevant de la politique de la ville, l'analyse portée par la Fondation s'appuie avant tout sur l'expérience, les propos et analyses d'acteurs et d'habitant-es. Plusieurs remontées de nos réseaux ont souligné le niveau de fragilité des habitant-es de ces territoires. Certes, nous mesurions comme d'autres cette fragilité et ces inégalités, mais l'intensité des problèmes n'était pas à ce point perceptible. Ce constat est d'autant plus important que l'action gouvernementale pendant la pandémie a été importante (prise en charge du chômage partiel, fonds de garantie,

aides financières ciblées, places d'hébergement...). Pour autant, elle n'a pas permis d'anticiper certaines ruptures et difficultés. Sur le plan alimentaire, la fermeture des cantines scolaires et des marchés a fortement mis en difficulté des familles dont le budget était déjà particulièrement serré. La fermeture ou réduction de voilure des services sociaux, et cela en dépit des aides et des reports d'échéances mis en place par l'État, ont conduit des ménages à se retrouver en réelle insécurité, parfois sans information sur leurs droits ou en impossibilité d'en ouvrir de nouveaux. Les travailleuses de l'économie informelle, laquelle sert d'amortisseur pour de nombreuses familles dans les quartiers prioritaires comme ailleurs, n'ont pas été, par définition, soutenu-es par les aides déployées par la puissance publique. Face à des situations de pauvreté et de fragilité rencontrées, la Fondation Abbé Pierre a tenté, dans la mesure de ses capacités, d'apporter des aides et du soutien (sur le plan des soins, de l'alimentaire, de l'accès à un toit, au titre de la scolarité, pour les vacances...).

## 3

**Quels sont les défis principaux à relever aujourd'hui face à ces enjeux ?**

En premier lieu, je voudrais dire que cette crise a aussi permis de révéler des solidarités spontanées, des « solidarités de voisinage » portées par des anonymes ou des associations citoyennes, pour certaines nouvellement créées. Ces solida-

rités constituent de véritables forces. Il faut prendre le temps de les reconnaître, de les valoriser et les soutenir. La crise a aussi souligné l'ampleur des fragilités de ressources d'un nombre important de ménages ce qui plaide de fait, pour un minimum social et vital réhaussé. On ne vit pas avec un RSA à 500€ pour une personne seule ! Elle a également permis d'identifier que certain-es restent en dehors des dispositifs d'aide : ceux et celles qui travaillent dans l'économie souterraine, les jeunes de moins de 25 ans qui ne bénéficient pas du RSA... La crise a souligné les risques inhérents à la dématérialisation, rendant l'accès aux droits des plus fragiles encore moins garanti.

L'enjeu, voire l'urgence, est de « mettre en visibilité les forces et faiblesses de notre système de protection ». Plus que jamais, la Fondation Abbé Pierre plaide pour un revenu minimum décent, la nécessité pour tous et toutes de disposer d'un logement digne, de renforcer les démarches d'aller vers (permettant de toucher les plus fragiles), d'assurer un maillage social au plus près de ceux qui souffrent. Ces revendications s'incarnent notamment dans le « Pacte du pouvoir de vivre », portées par 65 organisations.

La crise provoquée par la Covid-19 n'est pas derrière nous, elle nécessite une attention durable sur au moins les deux ou trois ans à venir où continueront à se manifester les effets de cette séquence très dure. Malgré sa dureté et les craintes qui persistent, cette crise a aussi montré que de belles choses étaient possibles sur le plan des solidarités, que l'État et les collectivités pouvaient se mobiliser en mettant au centre de leur action les plus fragiles... Plus que jamais il nous faut tirer tous les enseignements de cette séquence, pour transformer durablement nos structures, protections et dispositifs en les orientant vers un avenir plus solidaire et écologique.

76

77

## Tentatives de décryptage d'un « ils » municipal

Les politicien·nes locaux·ales composent souvent, chez les personnes interrogées, la catégorie du « ils » ou du « eux ». Les député·es, sénateur·trices, conseiller·ères régionaux·ales, conseiller·ères départementaux·ales et les conseiller·ères communautaires n'ont jamais été nommément cité·es dans les rencontres mais les premier·ères magistrat·es communaux·ales occupent une place prépondérante.

La figure d'autorité de proximité de cette dernière est un repère plutôt positif. Elle accorde « des supers pouvoirs », on le·a pense capable d'intervenir sur une grande diversité de dossiers concernant le cadre de vie, de recevoir les familles en entretien lorsqu'elles ont des difficultés à se loger, de rencontrer des jeunes pour « leur faire la morale et les remettre dans le droit chemin ». Bref, il·elle est globalement apprécié·e par les habitant·es comme étant l'échelon représentatif le plus à l'écoute et le plus réactif.

**« On paie nos impôts  
mais ce n'est pas pour ça qu'on  
y comprend quelque-chose à  
leurs décisions ! » – Elsa –**

Il y a pour autant un réel souhait que le·la maire se rapproche davantage de ses administré·es : « C'est important que le maire soit plus présent et s'investisse plus pour soutenir les événements du quartier. Par exemple, pour le carnaval, il faut qu'il soit plus avec nous » déclare Sylvie du quartier Ronceray-Glonnières-Vauguyon au Mans. Alors que les échanges se centrent sur le rôle et les responsabilités de l'édile pour régler la question du relogement ou de l'emploi au sein du groupe de jeunes adultes réunis par le Centre social Georges Brassens

à Creil, dans le quartier Rouher, Elsa lance : « Moi, je ne sais pas si c'est à lui de faire ça, va voir sur google la définition de ce qu'est un maire ! ». Medhi qui lui répond alors du tac au tac : « Dans la mairie, il y a plein de personnes différentes qui s'occupent de différents dossiers, il n'y a pas que le maire dans la vie. Faut s'y intéresser un peu sinon tu restes bloqué à côté. Faut savoir ce qu'ils font des impôts quand même ! ». Elsa réplique : « Tu crois qu'il fait quoi avec l'argent ? Moi (ma famille), on paie nos impôts mais ce n'est pas pour ça qu'on y comprend quelque-chose à leurs décisions ! ».

De même, Naïma installée dans le quartier Champvallon à Bethoncourt avec ses trois filles depuis deux ans, après « une vie active et bien remplie » en Espagne, s'interroge : « On nous balade à droite et à gauche, on nous fait attendre, faut faire des papiers mais des papiers pour quoi ? On rencontre les élus et puis quoi ? Juste pour qu'à un moment donné, on te dise "désolé, ce n'est pas à nous de régler ça" et tu repars. Alors il faut aller voir qui ? ».

Évidemment, certain·es bénévoles engagées dans les associations ou les conseils citoyens sont davantage « équipés pour s'y retrouver » dans la nébuleuse politico-administrative municipale. Mais les services administratifs et adjoint·es au maire apparaissent alors comme des remparts à la relation directe avec « la bonne personne » capable de se saisir du problème et d'apporter une réponse rapidement. Karl, 18 ans du quartier Rouher à Creil, déplore : « Moi, demain, si j'ai envie de me plaindre, je ne sais pas vers qui aller. Je dois prendre rendez-vous avec le maire ? Je dois l'appeler ? Je dois faire quoi ? On ne sait pas comment ça se passe au final. Faut peut-être mettre au courant la population déjà ! Si des gens ont des problèmes, ils voudraient peut-être lui faire passer un message ! ».



↑ Garges-lès-Gonesse (95)

78

Quartier la Briquetterie →  
Marcq-en-Barœul (59)



79

## Faire face et faire avec le système scolaire

On l'a vu précédemment, lors du premier confinement de 2020, les parents et les jeunes ont évoqué l'école à la maison comme une expérience forte, parfois heureuse, parfois douloureuse. Plus largement, dans les prises de parole des personnes rencontrées, le système scolaire a été évoqué pour révéler une mécanique éloignée du « nous » qui peut être source d'émancipation via les personnes d'exception et l'ouverture au monde qu'il permet mais aussi source d'incompréhensions voire de désillusions de sa promesse républicaine d'ascension sociale.

L'année 2020 a contribué à réinterroger les types de lien entre les jeunes et étudiant-es et leurs professeur-es. Certain-es évoquent les efforts d'adaptation qu'« ils » ont réalisés pour prendre en compte les difficultés rencontrées. Inversement, d'autres déplorent la rigidité des méthodes et la froideur des échanges. Ibtissem, présent à la visioconférence organisée par le Centre social l'Empreinte à Goussainville, raconte son histoire : « Je sais que la plupart des enseignants ont créé du soutien. Chaque matin, ils envoyaient des poèmes, des informations, des leçons pour essayer de booster les étudiants. Je sais qu'ils ont été très présents en ce qui concerne les cours parce qu'ils envoyaient leur PowerPoint et des vidéos pour ajouter des explications. Mais, je sais aussi que mon frère n'a pas eu tout ça : ils lui envoyaient les contrôles et voilà. Alors qu'on était plus accompagné donc on se sentait plus soutenu. Ils nous ont complètement facilité l'enseignement je pense. Mais tout le monde n'a pas pu en bénéficier ». Nacera ajoute : « Les dernières semaines, j'ai une prof qui a appelé à la maison pour voir comment ça allait avec ma fille et un autre prof faisait des visioconférences pour travailler en groupe. Mais les derniers temps, les profs ont lâché. Et mes enfants idem. Les profs ont dit "courage il faut travailler" mais même eux avaient lâché ».

Marion, du quartier Vivier Maçon à Cugnaux, partage sa surprise de voir « une école à plusieurs vitesses » et la crise des vocations dans le corps enseignant : « Le confinement m'a confirmé que je suis en admiration du travail qu'ils (les enseignants) font au niveau élémentaire. J'ai vraiment une admiration pour la majorité d'entre eux, de ce qu'ils font, de l'investissement qu'ils ont avec leurs élèves. Mais, je suis hyper étonnée aussi parce qu'il y en a plein qui considèrent les familles et les enfants comme de la merde. C'est loin d'être la majorité d'entre eux. Vraiment, il y a moins de vocation quand même ».

Les modes de coopération entre le corps enseignant et les parents pour assurer la continuité éducative ont évolué entre les différentes séquences du « stop and go » de la crise sanitaire. Quand les logements ne permettent pas toujours d'offrir des conditions optimales pour étudier et réviser (chambre partagée, absence de bureau, etc.), quand la période provoque un effet miroir pour des parents qui sont parfois renvoyés à leurs propres échecs scolaires, quand des parents non confinés doivent se rendre sur leurs lieux de travail, le suivi scolaire est souvent délicat. Le fossé s'ouvre alors entre ceux-celles qui maîtrisent le sujet (« ils ») et ceux-celles « en galère » : « Moi, j'ai dit à la maîtresse qu'ils n'allaient pas y retourner et elle m'a dit que c'était à moi de voir. Je ne préfère pas envoyer mes enfants à l'école parce qu'il y a toujours le risque d'être contaminés. Et ils travaillent aussi bien ici... et même s'ils travaillent moins, ce n'est pas grave, je préfère qu'ils restent à la maison » explique Yasmine, contactée par le Centre social L'Escale à Strasbourg.

Heureusement, les belles histoires du confinement existent. Des enseignant-es et des parents ont franchi le fossé entre « ils » et « eux » et ont construit une passerelle.

Quelques un-es ont évoqué notamment l'empathie partagée entre d'un côté des parents qui comprennent les difficultés rencontrées par les enseignant-es dans leur métier (pédagogie, patience, autorité, etc.) et deviennent plus réceptif-ves aux recommandations et aux cadres posés par les enseignant-es, et de l'autre, des enseignant-es qui

comprennent les difficultés des parents car ils-elles se retrouvent eux-elles-mêmes dans cette situation de télétravail et d'enseignement à leurs enfants. Cette nouvelle coopération a parfois permis de tisser un lien d'une autre nature, davantage dans la proximité, avec plus de dialogue apaisé et un esprit de négociation sur les exigences scolaires.

# « Nous » sommes d'ici, « nous » sommes uni-es mais « nous » sommes multiples

## Un « nous » multiple

Une grande partie des habitant-es établit une différence entre la vie interne au quartier (« nous ») régie par ses qualités morales et son code de conduite, avec une vie externe (« ils ») qui se démarque par des valeurs différentes. À l'instar du « ils » composé d'un faisceau d'organismes et d'organisations, le « nous » est également une représentation protéiforme, elle-même traversée par des tensions, de la diversité. Le « nous » n'est pas un bloc parfaitement stable et homogène dans sa composition : on peut être dans le « nous » à un moment donné mais

aussi en être sorti, on peut se définir soi-même comme faisant partie du « nous » sans que ceux-celles qui sont dans ce « nous » ne nous y reconnaissent. Bref, le « nous » est multiple, mouvant, bien plus complexe que ce que renvoient les stéréotypes sur les habitant-es des banlieues ou des cités.

Les jeunes réunis par le Centre social du Grand Canet dans le 14<sup>e</sup> arrondissement de Marseille évoquent cette diversité à l'intérieur du « nous » lorsqu'ils ont la possibilité de choisir une photo qui incarne le plus le

quartier. Nahil justifie : « J'ai pris la carte de la foule parce qu'il y a trop de personnes différentes dans le quartier. Il y a trop de monde que j'ai aimé et qui sont partis trop tôt ». L'animateur lui demande s'ils sont morts. En riant, il répond : « Non pas du tout... enfin certains sont morts, mais je veux dire qu'ils sont partis du quartier. Je n'ai plus de nouvelles. Ils ont déménagé quoi ! ». Sirine réplique alors : « Moi j'ai pris un thermomètre avec un serpent qui crache du sang ». Les autres ne voient pas le rapport. Alors, elle justifie : « Mais si ! On est tous des frères et sœurs mais chacun d'une mère différente. On a vécu ensemble et on est du même sang. On s'est tous fait bouffer par le serpent du quartier ! ».

Nombre d'entre eux-elles n'envisagent pas ce rapprochement de manière aussi net. Certes, il y a du commun et de l'identification partagée à la catégorie d'habitant-e de tel ou tel quartier, mais pour beaucoup, la vie quotidienne est surtout faite de distances entre les personnes.

Paulette vit sur le quartier de la Briqueterie à Marcq-en-Barœul depuis 1975. Sans animosité, mais avec une pointe de nostalgie quant à une époque révolue où les amitiés durent, elle reconnaît le changement profond dans les relations entre les gens. Au sein du quartier, elle a traversé sa jeunesse, vu ses enfants grandir puis partir pour de nouveaux horizons professionnels. Elle relate, au groupe de parole, la joie d'avoir eu des liens forts à différents épisodes de sa vie. Aujourd'hui, « ça bouge tout le temps ! ». Elle exprime la peine qu'elle a à se souvenir

de ses nombreux-euses ami-es qui ont déménagé ou sont décédé-es. Elle ressent une distance générationnelle qui l'interroge sur l'unité du quartier, sur la capacité de la population à se ressembler et à se rassembler : « Il y avait des anciens quand j'étais jeune et franchement, c'était très bien. On se croisait et on vivait ensemble. Là, les nouveaux qui viennent, ils restent un an ou deux ans, après ils partent et en reviennent d'autres. Je ne parle pas avec eux, on ne se connaît pas. Rien du tout. C'est très calme comme ça. Il n'y a pas d'histoire. Est-ce que c'est bien ou pas ? Je n'en sais rien... »

Les personnes rencontrées livrent des jeux de démarcation à l'intérieur du « nous ». Derrière l'image d'un bloc uni, les différences en termes de mœurs ou d'éducation sont parfois ouvertement affichées et affirmées : indifférence au sort « des gosses qui traînent tard le soir », comportements malhonnêtes, manque de savoir-vivre ou inculture sont des reproches formulés à propos des « autres » habitant-es des quartiers populaires. À l'intérieur du « nous », il y a « des brebis galeuses, comme partout ». Cette distance est parfois la conséquence d'une ignorance mutuelle, d'une anomie, d'un repli sur soi, d'un individualisme voire d'un rejet de l'autre qui s'expriment dans ces quartiers comme ailleurs. Mais souvent, elle renvoie à une forme de normalité car « la liberté, c'est de ne pas être reconnu dans la rue, de ne pas se sentir obligé de faire la conversation parce qu'on habite les uns à proximité des autres : c'est ce à quoi aspire les classes populaires<sup>36</sup> ».

## Un « nous » questionné par les problématiques éducatives et de parentalité

Observateur-rices et chercheur-ses s'intéressant aux classes populaires ont proposé différentes typologies afin d'éviter d'assimiler l'ensemble des habitant-es à une seule catégorie : sa jeunesse. Le compor-

tement de certain-es jeunes serait un des éléments expliquant la difficulté à se reconnaître dans le « nous ». Les parents sont alors explicitement visés. Yasmine du quartier Vivier Maçon à Cugnaux



observe « le manque de cadre pour les gosses d'aujourd'hui ». Elle déplore la fragilité du système scolaire, l'absence des médiateur·rices et éducateur·rices de prévention mais surtout les défaillances des parents pour que les jeunes « rentrent à la nuit. Ils n'arrêtent pas de crier dans la rue. Avant, on ne les entendait pas, ils étaient chez eux parce que les parents leurs disaient de rentrer et de se calmer. C'est surtout la question des parents ». Au fil de la discussion avec les autres femmes réunies par le centre social, Yasmine constate que « les papas sont trop absents. Je pense, qu'étant une femme, je ne peux pas faire grand-chose. Il faudrait que les hommes prennent en charge un peu plus les enfants en proposant d'aller se promener un peu ou en faisant des activités. Par exemple, un soir c'est un ou deux papas et le lendemain il y a un autre papa qui s'en occupe. Mais il faudrait que les familles jouent le jeu et qu'elles laissent les autres parents engueuler leurs enfants ».

De même, pour Leïla, arrivée à l'âge de deux ans dans le quartier de la Briqueterie à Marcq-en-Barœul, les comportements des jeunes sont imputables à la responsabilité des parents : « Le souci de maintenant, c'est que les jeunes sont un peu livrés à eux-mêmes. Il n'y a personne derrière eux, c'est pour ça qu'ils impressionnent. De mon temps, il n'y avait pas ce souci d'avoir peur de telle ou telle personne, tout le monde se côtoyait. Tandis que maintenant, je trouve que les jeunes font un peu les grands. Ils n'ont plus la même éducation que ceux d'avant ». Le diagnostic est sans appel : « Le souci, ce n'est pas les jeunes, c'est les parents. Moi je le crie haut et fort, c'est les parents ! ».

Les parents présents lors des rencontres locales identifient cette pression sociale. Les femmes réunies par le Centre social Le Galet à Strasbourg évoquent longuement leurs appréhensions d'être « de mauvaises mères ». Elles livrent leurs craintes du passage à l'adolescence de leurs garçons. C'est le cas d'Hasmik : « On a aussi des enfants qui vont grandir avec ça... avec toutes ces choses qui vont faire que...

peut-être qu'ils vont dérapier. [...] Mon fils, quand il a eu dix-huit ans, il m'a dit "maman, je suis grand, je suis majeur, ça ne te regarde pas ce que je fais de ma vie!". Il fait ce qu'il veut, et après c'est la police qui vient me voir et qui me dit : "vous avez mal éduqué vos enfants parce qu'ils ne font rien de leurs journées et ils font des bêtises". C'est ça, on a peur pour nos enfants. Ce n'est pas pour nous, mais pour nos enfants, et les jeunes qui viendront après... C'est malheu-

**« Mon fils, quand il a eu dix-huit ans, il m'a dit "maman, je suis grand, je suis majeur, ça ne te regarde pas ce que je fais de ma vie!". Il fait ce qu'il veut, et après c'est la police qui vient me voir et qui me dit : "vous avez mal éduqué vos enfants parce qu'ils ne font rien de leurs journées et ils font des bêtises" » – Hasmik –**

reux ». Lorsqu'ils évoquent l'influence du quartier sur le devenir de leurs enfants, les parents adoptent trois grands types d'attitudes<sup>37</sup> : le déni de certaines réalités ; les stratégies préventives visant à éviter les inconvénients de la cité et enfin l'aveu d'impuissance, souvent assorti d'un appel au secours.

Au final, craignant d'être exclu·es du « nous », quelques un·es déclarent ouvertement « avoir besoin d'être accompagnés pour devenir un bon parent ». Interrogée par le Centre social et culturel l'Albatros à Lingolsheim, une habitante déclare qu'elle aimerait « avoir la possibilité de faire des rencontres avec d'autres parents et des professionnels pour éduquer les parents à devenir parents ». Elle espère être rapidement entendue...

## Un « nous » solidaire... enfin reconnu

Avec la crise du Covid, la nation a (re)découvert un ressort qu'elle croyait cassé depuis longtemps : la solidarité de proximité. À travers des milliers de gestes simples, d'attentions, de coups de pouces et coups de main, on a (re)vu la fraternité, on a (re)senti le plaisir de l'échange et on a été (ré)enchante par l'entre-aide de tout un peuple pour faire face à une menace extérieure. Les micro-solidarités soudaient les femmes, les hommes, les jeunes, les seniors et faisaient office de bouclier local contre la pandémie mondiale.

Georgette, contactée par le Centre social L'Escale à Strasbourg quelques semaines après le premier confinement, évoque avec plaisir les micro-actes de solidarité et les petites attentions qui ont rempli les « longs moments à ne rien faire. Quand quelqu'un ne pouvait pas sortir, on lui cherchait le journal et on lui faisait les courses ».

**« J'espère qu'on a remis les pendules à l'heure. J'aime pas du tout quand tu entends que c'est chacun pour sa gueule ou quand ils disent qu'il y a des petits trafics pour tout et n'importe quoi dans les banlieues »**  
– Georgette –

Tout au long de l'année 2020, durant les entretiens et les débats, les habitant·es ont souvent alerté quant au supposé caractère exceptionnel de l'élan de solidarité que la France a découvert dans les grands médias nationaux. En effet, cette solidarité préexistait à l'appel à la mobilisation générale pour faire face à la pandémie car elle en est le suc de la vie quotidienne dans les quartiers : « Au moins maintenant, on voit mieux tout ce qu'on faisait avant » conclut Georgette. Elle ajoute avec un certain esprit de revanche : « J'espère qu'on a remis les pendules à

l'heure. J'aime pas du tout quand tu entends que c'est chacun pour sa gueule ou quand ils disent qu'il y a des petits trafics pour tout et n'importe quoi dans les banlieues. Ce n'est pas du tout ça et on l'a bien vu ».

Les consultations organisées dans le quartier Larris à Fontenay-sous-Bois par les animateur·rices du centre social mettent en évidence que la solidarité est présente depuis longtemps et « en ce moment, il y a des travaux dans les ascenseurs et les jeunes se mobilisent pour aider les voisins et les personnes âgées qui en ont besoin ». De même, Bountouraby, interrogée par le Centre social Plein Midi de Gargès-Gonesse, décrit la solidarité spontanée et « naturelle » qui existe en banlieue. Pour elle, c'est auprès de sa voisine de parler « qui n'a pas de voiture. Comme j'en ai une, je vais la voir à chaque fois pour savoir si elle a besoin de quelque chose ». Elle précise que « ça fait des années qu'on fonctionne comme ça ». De même, Huguette évoque « une tradition » de l'entraide au sein du quartier de la Briqueterie à Marcq-en-Barœul. Cette tradition doit cependant être transmise entre les ancien·es et les nouveau·es arrivant·es. Elle se souvient : « Il y a une quinzaine d'années, il y a eu un grave incendie qui a ravagé plusieurs appartements. On s'est organisé pour aider les personnes à se reloger, à manger, etc. Il y a de la solidarité depuis longtemps mais le problème, c'est que les nouveaux ne connaissent pas ça ». Elle invite également les participant·es à « voir les jeunes autrement. Ils savent être solidaires aussi. On les critique trop ».

Cet engagement individuel prend ses racines chez chacun·e dans le fond de son être et de sa sensibilité envers autrui. Noûr, une habitante interrogée par mail par le Centre social Saint-Gabriel à Marseille dans le cadre de la table de quartier, à la

fin du premier confinement, illustre avec des mots forts comment la solidarité peut jaillir à partir du moment où l'on se centre sur soi, où l'on se pose des questions sur ses besoins et son utilité : « J'ai d'abord ressenti la peur et la solitude mêlées avec un sentiment d'impuissance en premier lieu. Mais j'ai essayé assez vite d'être créative et de penser d'abord à la souffrance des personnes sur le terrain. Je me suis dit que j'avais de la chance en définitive. J'ai tenté d'apporter ma petite pierre à l'édifice : du soutien et de la solidarité. J'ai imaginé des projets pour aider ceux et celles qui étaient confrontés au virus tous les jours ainsi que les plus démunis. Les contacts, les liens pour monter et finaliser ces idées m'ont donné beaucoup de force pour avancer. J'ai apporté un petit colis de biscuits pour les caissières de Netto : leur sourire m'a rendue

**« J'ai tenté d'apporter ma petite pierre à l'édifice : du soutien et de la solidarité. J'ai imaginé des projets pour aider ceux et celles qui étaient confrontés au virus tous les jours ainsi que les plus démunis » – Noûr –**

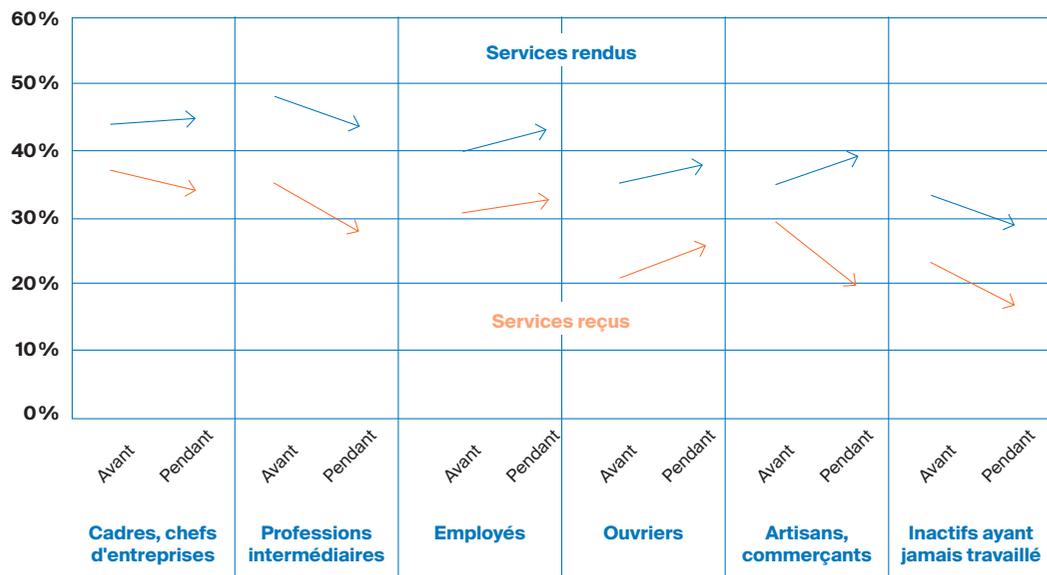
heureuse. J'ai trouvé de la poésie au coin de la rue et j'ai médité : au lieu de chercher un sens aux événements, j'ai laissé s'exprimer en moi, du mieux possible, le sens de la vie en savourant une lecture, une pièce de théâtre en replay, un gâteau, etc. C'est ma philosophie des petits bonheurs en action. Pour réparer les souffrances ». La résilience collective trouve parfois dans les quartiers populaires une réalité pratique et concrète.

↓ Quartier des Trois cités, Poitiers (86) ©Marta Nascimento



← Quartier des Trois cités, Poitiers (86) ©Marta Nascimento

Proportion de personnes déclarant avoir rendu un service dans le voisinage, avant et pendant le confinement, selon la catégorie sociale



# Retrouver l'apaisement, le respect et la considération entre « ils » et « nous »

Les contrastes évoqués entre « ils-eux » et « nous-on » posent également la manière dont on rend compte de la réalité. Les habitant-es se disent transparent-es, direct-es, sans pincettes et sans détour, un peu abrupt-es, un peu trop cash. Le verni étalé sur une réalité des quartiers peu reluisante par « ils » insupporte les habitant-es qui préfèrent ne pas s'abaisser « à ces petites manières » : « Moi je dis les choses comme elles sont. Si c'est blanc, je dis blanc. C'est peut-être un peu brutal mais c'est ma nature. C'est comme ça que ça se passe dans les quartiers. On ne va pas changer. Ils doivent le comprendre ». Cette manière de s'exprimer révèle la valeur cardinale des personnes rencontrées : le respect. Le respect est une

manière de s'exprimer, de se lier aux autres en acceptant ses différences, en « parlant vrai » même si on n'est pas d'accord, même si « l'autre » sera déstabilisé par ce qu'il va entendre. Dans les quartiers populaires, le respect fonde la solidarité et permet aux individus d'exister et d'être reconnus<sup>38</sup>. Mais le respect implique une égalité morale et une dignité partagée. Dès lors, les habitant-es demandent de la considération à leurs égards. À ce titre, et comme cela a été évoqué dans le début du rapport, les contrôles répétés de la police pendant le confinement ont été très mal vécus. Les habitant-es appellent le « nous » à ne pas tomber dans des postures victimaire mais à prendre le chemin de l'engagement et de la participation.

## Le sentiment d'être « des exilés à l'intérieur »

De nombreuses personnes rencontrées se sentent freinées dans leurs démarches, bloquées dans un présent sans avenir, enfermées dans une situation qui les dépasse ou

qu'elles ne se sentent pas capables de faire évoluer sans l'aide et l'appui d'un « ils ». En toile de fond s'exprime souvent un sentiment d'injustice bien tenace qui renvoie chacun-e

à son parcours de vie<sup>39</sup>.

Malika, 19 ans, se dit être une « exilée à l'intérieur » à Creil dans le quartier Rouher. Elle en explique les raisons : « Quand tu habites dans la cité, il y a des choses que tu ne peux pas maîtriser. Tu ne maîtrises pas ce que ton enfant devient, tu ne peux pas sortir de ça, tu es enfermée ici ».

En 2020, ce sentiment d'exil est renforcé par l'expérience des différents confinements. Lorsque l'animateur du Centre social L'Escalade à Strasbourg demande à Éva quels sont les trois mots qui évoquent le mieux la première période de confinement en 2020, elle n'hésite pas : « Difficultés, enfermée et oubliée ». Pourquoi le sentiment d'être oubliée ? Et oubliée par qui ? : « Parce qu'on nous a confinés et après on nous a laissés dans la merde. On est super nombreux à vivre dans les quartiers mais on n'a pas eu de mesures de sécurité en plus pour nous ou pour les enfants. Personne n'a regardé pour savoir si on sortait, si on était contaminés. On n'a pas eu de tests, pas eu de dépistage, on nous a dit de porter des masques quand il a commencé à y en avoir mais ce n'est pas allé plus loin ».

Le sentiment d'exil est renforcé par la réputation et les stigmates qui collent à la peau des habitant-es. Interrogé par le Centre

social Plein Midi de Garges-lès-Gonesse, Victor évoque son expérience de concours pour rentrer dans la fonction publique : « À Garges, on a une réputation de merde, surtout depuis qu'il y a eu les reportages sur BFMTV pour le lynchage. [...] Quand on me pose la question de savoir d'où je viens et que je dis que je suis de Garges-lès-Gonesse, ils me font : "ah ouais ? Et ça va ? Vous ne vous faites pas tous taper dessus ? Tu arrives à vivre là-bas ?". Comme si j'habitais... [...] Ils

---

**« Quand tu habites dans la cité, il y a des choses que tu ne peux pas maîtriser. Tu ne maîtrises pas ce que ton enfant devient, tu ne peux pas sortir de ça, tu es enfermée ici »**  
— Malika —

---

nous prennent dans leurs cas pratiques dans les concours. Ils disent qu'il y a eu des violences à Garges-lès-Gonesse et ils nous font travailler sur ça. Donc moi, j'étais un peu étonné d'entendre ça dans un concours... En plus, par ce biais-là, tu mets dans la tête des futurs personnels qui sont censés représenter de façon neutre des gens, l'idée que les violences sont normales en banlieue ».

## De la stigmatisation à la discrimination

Les mécanismes de stigmatisation des habitant-es des quartiers populaires sont bien connus. Ils ont été étudiés depuis plusieurs décennies en France mais aussi dans d'autres pays occidentaux et montrent un puissant processus qui assimile la population (populaire/prioritaire) à son territoire (prioritaire/populaire). Autrement dit, on sait que qualifier un quartier populaire revient à définir ses habitant-es (et inversement) « le plus souvent de façon péjorative. Le quartier et ses habitants font généralement figure de

repoussoir. La société française véhicule à ce sujet une représentation construite collectivement à partir des reportages médiatiques de la violence et du malheur<sup>40</sup> ». Ces éléments ressortent nettement des consultations organisées dans le quartier Larris à Fontenay-sous-Bois par les animateur-rices du centre social. Les habitant-es mettent en évidence qu'il y a trop souvent « des a priori sur les personnes en stigmatisant les secteurs de Larris, la Redoute, Jean Zay, etc. ». Le passage de la stigmatisation à la discrimi-

## Une absence d'interlocuteur et des méthodes « qui ne passent plus »

Parmi les violences ressenties, nombre d'habitant-es mettent en avant les méthodes mobilisées dans le cadre des opérations de rénovation urbaine, et plus globalement la non prise en compte de leurs demandes.

Le paradoxe dans ce domaine est d'une part que les programmes de rénovation urbaine sont évalués comme étant « de bonnes choses » car ils ont permis d'améliorer l'esthétique du lieu de vie, de faire place nette là où il y avait des immeubles en lambeau. Mais fréquemment, surtout pour les plus ancien-nes, la faible prise en compte de l'avis des habitant-es « reste en travers de la gorge ». C'est le cas, sur le quartier Ronceray-Glonnières-Vauguyon du Mans, de Sylvie qui se dit « remontée » lorsqu'elle repense au projet de réhabilitation de la plaine des Glonnières : « Alors moi, depuis vingt-trois ans, j'ai vu pas mal de choses évoluer. Déjà, quand ils l'ont rénové, ça a été un bien et un mal. Ça a été un bien parce qu'ils ont abattu des bâtiments qui faisaient vraiment le ghetto dans la plaine. Certains se cachaient dans les bâtiments et faisaient leurs petits machins... »

Par contre, comme la plaine a été faite avec les dallages et tout ça, pour les habitants, on a trouvé ça vraiment mauvais, parce qu'il n'y avait pas besoin de mettre des dallages. Ils auraient pu mettre quelque chose de moins cher comme du béton. Les habitants, quand ils ont vu ça, ils ont dit "nous, on paye des impôts pour mettre des pavés sur la plaine et ça va être saccagé !" ». Au fil de l'échange, le « cœur du problème » jaillit et n'est pas tout à fait la présence de pavés mais la méthode dont le projet a été conduit avec les gens du quartier : « On ne nous a pas demandé notre avis, comme d'habitude, c'est toujours les hauts placés qui décident, avec l'argent des habitants. Parce que nous, en tant qu'habitant, on aimerait bien savoir où notre argent passe dans le quartier ! »

La relation entre « nous » et « ils » se crée lorsque les habitant-es ont des demandes d'intervention sur l'espace public pour aménager, nettoyer ou sécuriser les lieux. C'est le cas des consultations organisées dans le quartier Larris à Fontenay-sous-Bois par les animateur-rices du centre social intergénérationnel qui relèvent les demandes de maintenance : « Réparation des squares, installation de barrières de sécurité à l'intérieur de la cité, fixation d'une grande table où tout le monde apporte de quoi partager pour faire des repas entre voisins ».

**« On ne nous a pas demandé notre avis, comme d'habitude, c'est toujours les hauts placés qui décident, avec l'argent des habitants »**  
– des habitant-es du quartier Ronceray-Glonnières-Vauguyon du Mans –

Mais là aussi, la communication est laborieuse, la frustration des souhaits non pris en compte est bien présente. Dans le quartier Champvallou à Bethoncourt, Sirine est amère. Elle a cru être en lien avec un responsable politique ambitionnant la mairie mais « je n'ai pas du tout été écoutée. Il est venu, il a posé des questions, il a dit ce qu'il voulait faire mais derrière ... plus aucune nouvelle ». À 43 ans, Thibault a tenté d'alerter la mairie d'Allonnes à plusieurs reprises pour régler le problème de vitesse des voitures sur les grandes avenues et les petites routes du quartier, « mais rien n'a été fait alors que franchement, des ralentisseurs au niveau du parking c'est évident qu'il en faut et je ne pense pas que ça coûte si cher que ça ».

Sylvie agit pour que le quartier de la Tour du Renard à Outreau s'équipe de nouveaux

mination est évident pour de nombreux-ses habitant-es qui se sont exprimé-es sur leurs difficultés à trouver un emploi, à évoluer

**« Quand les jeunes veulent faire un stage, quand ils disent qu'ils viennent de Haute-pierre, ils sont démunis parce qu'ils ne sont pas pris. Ils sont mis de côté... donc leurs réactions... ben... il faut les comprendre »**  
– Germaine –

partout dans la ville, à accéder à tous les services de formation, à prendre la parole « sans être pris pour des cons ». Les participant-es aux rencontres organisées par le Centre social Le Galet à Strasbourg ont parfaitement conscience de cette logique qui les enferme dans une identité collective dont ils-elles ne veulent pas. Ils-elles mettent en avant « les mensonges » qui circulent à propos de la vie quotidienne dans le quartier Haute-pierre. S'ils-elles reconnaissent l'existence de nombreux problèmes (incivilités, délinquance, replis communautaires, etc.), ils-elles souhaitent montrer davantage que le quartier regorge d'atouts et de ressources. Germaine, retraitée active au centre social exprime clairement cette idée : « Il ne faut pas oublier qu'on est bien desservi à Haute-pierre. On a plein de choses qui fonctionnent bien et qui facilitent la vie. Mais je trouve que les médias, les journalistes, font beaucoup de mal à Haute-pierre. C'est vrai qu'on a des problèmes de temps en temps avec les jeunes, comme avec le jour de l'an qui est devenu une tradition ». Las de subir cet étiquetage, ils-elles sont dépité-es, « carrément blasé-es ». Ils-elles se sentent systématiquement renvoyé-es au quartier et à ses représentations. Germaine se désole : « Quand les jeunes veulent faire un stage, quand ils disent qu'ils viennent de Haute-pierre, ils sont démunis parce qu'ils ne sont pas pris. Ils sont mis de côté... donc leurs réactions... ben... il faut les comprendre ».

La discrimination est une violence symbolique qui agit sur les âmes, les identi-

tés, les corps<sup>41</sup>. Elle blesse, entraîne mal-être et dépression. La santé en pâtit car « on s'use à lutter ». Expérience de l'injustice, la discrimination a des conséquences profondes sur la subjectivité des individus. Qu'elle soit subie personnellement ou observée de l'extérieur, elle suscite un panel de réactions : de la colère, de l'indignation mais aussi et surtout une forme de banalisation qui « démotive à la longue ». En dehors de quelques exceptions, notamment au lendemain de drames, le développement d'une tolérance à l'injustice semble affaiblir le développement de mouvements revendicatifs depuis les années 1980<sup>42</sup>.

Les personnes rencontrées, la plupart fréquentant les centres sociaux ou participant à des instances de démocratie participative expriment solutions, pistes, idées pour faire évoluer les quartiers. Ils-elles ont « travaillé la question », « restent motivé-es », sont « prêt-es à contribuer » et à « poser quelques pierres pour que ça s'améliore enfin ».

jeux pour les enfants et de bancs publics pour les adultes à proximité. Pour cela, elle appelle les habitant-es à s'investir plus fortement sur ces projets. Elle demande éga-

---

**« J'ai fait une demande pour qu'ils changent la porte d'entrée. On m'a dit d'envoyer des courriers. Ça fait six mois que j'attends l'intervention. Ma voisine m'a dit "il faut entre un et dix ans pour changer une porte!" » – Louise –**

---

lement «une aide extérieure parce qu'on n'a pas les moyens, on n'a pas les matériels nécessaires». Dans le même quartier, Louise évoque la bureaucratisation des relations avec les bailleurs et le temps de latence «incompréhensible» pour que des petits travaux soient réalisés: «J'ai fait une demande pour qu'ils changent la porte d'entrée. On m'a dit d'envoyer des courriers. Ça fait six mois que j'attends l'intervention. Ma voisine m'a dit "il faut entre un et dix ans pour changer une porte!" ».

Interrogée par l'Albatros à Lingolsheim, une habitante veut plus d'efficacité pour «remonter des choses. On appelle la mairie mais ils ne font rien. Quand j'appelle pour les déchets dans les parcs, on me dit que je suis la seule à appeler et rien ne se passe». Toujours à Strasbourg, au Centre social

Le Galet, les huit femmes réunies ce 4 février 2020 ne comprennent pas pourquoi les bailleurs sociaux n'interviennent pas plus pour nettoyer les cages d'escalier, pour réparer les dégradations et pour «s'occuper des squats qui se font et qui gênent les habitants. Ils ne font rien. Ils ne bougent pas d'un pouce alors que c'est leur métier!». Elles sont rejointes dans leurs propos quelques jours plus tard par Brigitte et Germaine, deux retraitées habituées à venir dans les locaux du centre social pour expliquer le problème d'accès «aux caves des immeubles. On a demandé des serrures et des clés nouvelles parce que c'est fracturé depuis longtemps. Les jeunes y vont et ça crée plein de problèmes. Il faut régler ça mais ça n'avance pas alors que l'on a fait la demande. Ce n'est pas respectueux».

### Quelques mots pour finir

À qui la faute si la situation dans les quartiers populaires est ce qu'elle est aujourd'hui? Cette question est certes banale et trop simpliste mais elle est au cœur de la relation entre les décideur-ses/autorités et les usager-ères/citoyen-nes pour construire un avenir meilleur. Concevoir cette réalité dans toute sa complexité mais aussi dans son caractère systémique permet à la fois de prendre en compte la profondeur de la fracture et les leviers sur lesquels agir. Plus que jamais il s'agit de réconcilier et articuler le «ils» et le «nous»: Le «ils» garant de la justice sociale dans le pays et le «nous» qui aspire à une citoyenneté «normale». Le «ils» qui prône la mixité et le un «nous» multiple (ethnique, culturelle, sociale, âge, etc.) Un «ils» qui loge, éduque, emploie et qui aspire à plus de pouvoir de décision.

Les habitant-es des quartiers populaires veulent (re)trouver l'apaisement et la considération avec les autorités et les différentes strates des pouvoirs politiques, économiques et judiciaires. Elles-ils savent que sans une relation de confiance mutuelle (et non de suspicion permanente) et de nouvelles méthodes de co-construction, un avenir meilleur ne pourra se dessiner.

# TRANSITER VERS DE NOUVEAUX MODES DE VIE

« On peut naître, vivre et mourir en milieu populaire. On peut y “faire sa vie”, se cultiver, progresser ou stagner et y être heureux». <sup>43</sup>

# Finalelement, quel diagnostic pour les quartiers populaires ?

## Introduction

En 2018, le 4<sup>e</sup> rapport *Paroles d'habitant-es* restituait l'attente de la population quant aux effets positifs de la transformation du bâti : rénover l'urbain sans raser l'histoire, sécuriser les lieux mais laisser évoluer et respirer chaque citoyen-ne, améliorer l'habitat tout en favorisant la préservation et la création d'espaces verts pour tout-es, avec l'envie de reconnaître « qu'il y a des efforts des pouvoirs publics » et, en même temps, stopper la machine de démolition pour prendre le temps d'être écouté. En toile de fond, était mise en avant une carence forte dans la construction des politiques publiques, notamment des politiques d'aménagement, qui se fait sans les habitant-es qui sont, pourtant, les premier-ères concerné-es. La « cassure » avec la puissance publique était palpable. Le sous-titre « Et maintenant, on fait quoi ? » invitait chacun-e à prendre ses responsabilités et à faire un premier pas pour recoller les morceaux.

En 2020, dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, le « stop and go » des contraintes sanitaires a fait jaillir de nombreux paradoxes et zones de fracture. D'abord, il a été l'occasion de rappeler les difficultés à vivre dans des logements exigus, que l'on soit seul-e ou en famille (nombreuse) et de renforcer les inégalités déjà existantes. Il a permis également de retisser du lien, notamment avec son-sa conjoint-e, ses enfants, ses voisin-es, ses ami-es éloigné-es « en prenant son temps ». Enfin il a permis de mettre en exergue les solidarités qui s'y sont développées.

Par ailleurs, alors que chacun-e devait se replier sur son espace intime, une conscience du collectif et de l'intérêt général s'est développée. Tout s'est passé comme si le fait de se recentrer sur l'essentiel, sur ses besoins primaires (manger, dormir, se dégourdir les jambes, etc.) avait permis de se reconnecter à la cité. De voir plus grand !

Le fait de proposer des espaces de parole, dans le cadre de l'élaboration de ce rapport, a permis l'expression d'un sentiment d'indignation (voire de colère) habituellement retenu ; notamment lorsqu'il était question de la conception de l'habitat et de sa gestion, des comportements indisciplinés des un-es et des autres, de l'ignorance ou de la distance des décideur-ses. Cette indignation s'est accompagnée d'un appel à la mobilisation de chacun-e à être concerné-e par les affaires courantes de la vie collective.

Évidemment, la parole des personnes rencontrées n'a pas radicalement changé. On y retrouve toujours les grands thèmes des rapports précédents : sécurité, emploi, santé, mobilité, loisirs, participation, scolarité, pollution, etc. La question qui se pose naturellement alors est : le quartier de vie est-il en voie de dynamisation ou sur le déclin ?

## Un problème global à démêler soi-même

Nous n'avons jamais disposé d'autant de données quantitatives et qualitatives aussi fiables et éprouvées qu'à notre époque pour comprendre les dynamiques politiques,

économiques, sociales et sociétales des quartiers populaires<sup>44</sup>. Ces connaissances actualisées régulièrement sont disponibles en accès libre, sont retranscrites dans un

langage certes souvent savant ou « techno » mais aussi très empirique et « incompréhensible ».

Si les quartiers populaires et leurs habitant-es sont (sur)enquêté-es « à longueur d'année quand il y a des élections mais un peu tout le temps quand même », les questionnaires, sondages, enquêtes qualitatives créent parfois une lassitude et une suspicion des habitant-es quant à la fiabilité des rapports, articles de presse, reportages télévisuels produits et diffusés au grand public.

**« Si on veut qu'ils se sentent bien et qu'ils aient du travail, on doit les rencontrer et arrêter de décider pour eux » – Aliya –**

98 Mais « il faut aller les chercher parce que ça ne vient pas tout seul non plus » déclare Maëlle du quartier des Avignonnets à Saint-Claude. Elle évoque le besoin de comprendre un peu plus la « sociologie » de son quartier, les forces politiques, sociales, économiques ou médiatiques qui font que « son quartier est ce qu'il est maintenant : c'est hyper important qu'on connaisse tout ça mais bon... ».

Les tentatives d'analyse-explication sur les dysfonctionnements sociétaux surgissent lorsque sont évoqués des sujets pratiques et concrets : la sécurité en bas de chez soi, l'absence d'autorité des enseignant-es, la propreté aux arrêts de bus, le bruit des véhicules la nuit, etc. C'est le cas d'Omar qui s'étonne de l'évidence « du problème. Il est là sous nos yeux, il y a quelque chose qui ne va pas ». Pour beaucoup, les mots sont absents pour expliquer l'état du vivre-ensemble dans les quartiers. Le flou ambiant induit par les médias, la rhétorique des politiques et des expert-es fait « qu'on ne se souvient plus de la question quand la réponse est terminée<sup>45</sup> ». Inversement, les explications « tarabiscotées » circulent dans les foyers et l'espace public « mais on dit de la merde aussi ».

Les jeunes rencontrés en 2020 ainsi que ceux ayant participé aux précédents rapports, montrent souvent un volontarisme pour décrypter ce qu'ils-elles vivent. Ils-elles construisent une pensée complexe qui permet de donner du sens aux choses.

C'est le cas des jeunes adultes réunis par le Centre social Georges Brassens à Creil, dans le quartier Rouher, qui exposent une vision de la dynamique économique, « parce qu'on a les deux pieds dedans », même si « c'est chaud putain. On n'y comprend que dalle ! ». Aliya exprime le mieux la difficulté à construire une grille de lecture à la fois performante (et fiable), performative (qui impacte les visions sur les quartiers) et perfectible (qui évolue au fil du temps) de sa vie et de la vie dans le quartier. Elle affirme que les habitant-es et notamment les jeunes peuvent et doivent même fabriquer leurs connaissances sur les quartiers pour savoir de quoi ils-elles ont besoin : « Si on veut qu'ils se sentent bien et qu'ils aient du travail, on doit les rencontrer et arrêter de décider pour eux ». Elle propose alors une démarche à la fois participative et mobilisatrice : « Il faut faire un recensement de toutes les personnes qui vivent là, celles qui travaillent et celles qui n'ont pas d'activités et on fait un sondage ou un QCM. On va les chercher dehors parce qu'elles n'attendent que ça, qu'on aille les voir pour les aider. Et en plus ça ne coûte pas cher. C'est vrai ou pas ? On dirait que je suis toute seule dans mon délire... ».

## Une certaine nostalgie du passé

Pour se donner des repères sur ce qui se passe, la comparaison avec le passé a souvent été évoquée. Qu'ils soient des « anciens de la cité », des « jeunes arrivants », des « gens de passage » ou des « prêts à partir », toutes et tous cultivent une mémoire d'un passé source d'images réconfortantes montrant une vie harmonieuse entre voisin-es, une joie immédiate « des petits bonheurs », la croyance en un avenir radieux.

Durant les débats locaux, la nostalgie s'est invitée, souvent accompagnée de désillusions et du sentiment de n'avoir que peu de prises sur le déroulement des événements. C'est le cas de Henri, 71 ans, qui a connu de nombreuses transformations urbaines sur le quartier Chaoué-Perrières. Arrivé sur Allonnes pour des raisons professionnelles, il a vu s'installer et repartir des familles, des commerçant-es, des enseignant-es. Il a été consulté par de nombreux-ses hommes et femmes politiques, a contribué à des démarches participatives et des animations. Sans nostalgie ni espérance, il se sent maintenant dans un entre-deux : « J'aime beaucoup l'humanité qu'il y a ici avec tout ce multiculturalisme, toutes ces cultures. Beaucoup de familles se sont installées et c'est très bien. Il y a une grande offre en service de proximité, le cadre de vie est spacieux et on est à côté de la nature. On voit la campagne et les rivières depuis le quartier ! Tout n'est pas bétonné ... mais ça va très vite, je trouve. J'ai un bon copain qui aujourd'hui est décédé qui me disait il n'y a encore pas très longtemps « la maison où je suis né est maintenant un parking ! Tu te rends compte à la vitesse où ça change ? » ».

Étonnamment, les jeunes puisent des références dans l'histoire de leurs parents pour éclairer leurs situations d'aujourd'hui. C'est le cas de Louane, du quartier Rouher à Creil : « Oui je trouve ça normal d'avoir peur du futur, parce qu'on ne sait pas ce qu'il va

se passer, ce qui va arriver, on ne sait pas de quoi sera fait demain. Quand des fois j'écoute mes parents qui racontent les histoires de Creil, quand ils étaient au collège, je trouve que c'était un monde beaucoup mieux. Moi, ça me choque parce que quand je marche dans la rue, des fois j'ai envie de pleurer quand je vois comme on vit ici. C'est pire qu'avant. Je me dis que je suis née à la mauvaise époque ».

**« J'aime beaucoup l'humanité qu'il y a ici avec tout ce multiculturalisme, toutes ces cultures » – Henri –**

99 Le passé de chacun-e devient alors une source intarissable pour penser l'avenir de toutes : « Avant, on se parlait, on s'aidait, il y avait plus de jeunes qui étaient là avec les autres. Maintenant, ils sont dans leur coin, les mentalités changent, c'est un phénomène de société » déclare avec pessimisme Sabine, 51 ans, dans le quartier du Vernet à Saint-Amand-Montrond.

Ainsi, la courbe du temps semble s'être inversée pour cette mère de famille du quartier HautePierre à Strasbourg pour qui sa propre enfance reflète un âge d'or du vivre-ensemble dans le quartier qui doit guider l'avenir : « Je me rappelle à l'époque, quand j'étais petite, le centre socioculturel de Koenigshoffen était toujours plein. C'était des jeunes un peu perdus mais ils ont réussi à les rattraper, à les remettre sur le bon chemin. On leur donnait la parole. Eux aussi faisaient partie du CA à l'époque, donc ça nous a permis d'apprendre beaucoup de choses ». Avant de conclure avec une pointe d'amertume : « Il n'y a plus rien pour eux ».

Elena, du quartier de la Briqueterie à Marcq-en-Barœul, reconnaît une fuite de certains services publics, notamment les acteur·rices de l'insertion professionnelle et de l'action sociale: «Il y a toujours eu de la drogue dans le quartier, de la violence,

des délinquants. Sauf qu'avant, il y avait un accueil de jour pour les toxicomanes, ils étaient accompagnés par des éducateurs. Il y avait une prise en charge avec des travailleurs sociaux formés. Mais maintenant, ils sont partis».

## « Du positif... » et « ... du négatif »

Finalement, quel diagnostic pour les quartiers populaires alors que l'heure n'est plus tout à fait à l'expérience fulgurante du déménagement, à la perturbation du relogement et à la découverte des rues, des commerces ou de ses nouveaux voisin·es mais à l'immobilité subie, à l'appropriation de son habitat et aux projections dans la durée d'une vie possible dans «son» quartier?

**« C'est devenu plus calme, plus propre et heureusement! Je ne sais pas si on remercie le département, l'État ou si c'est grâce à nous, mais c'est bien mieux » – Marlène –**

À ce titre, de nombreux témoignages font état d'avancées notables. D'emblée, Émilie parle de sa vision dégagée que lui procure son nouveau logement. Du haut de ses cinq étages, la profondeur de vue l'apaise. Elle voit plus loin de l'autre côté des nuages. Elle imagine alors des perspectives d'avenir pour tou·tes les habitant·es du quartier Chaoué-Perrières à Allennes: «Avant, je vivais rue Charles Bonneau et quand le bâtiment a été abattu, c'est vrai que ça a fait un grand vide au début. Il y avait un immense espace. J'aimais bien voir ça! Maintenant, je vis aux Perrières et on ne va pas dire que c'est désagréable: on est bien, on n'a pas de vis-à-vis, pas de bâtiment, on a une vue

sur la piscine. Il faut qu'on retienne surtout ça, non? Il y a des progrès. On s'ouvre!»

Paulette reconnaît volontiers que le quartier de la Briqueterie à Marcq-en-Barœul s'est nettement «amélioré» depuis qu'elle y habite. Elle peut davantage apprécier le cadre de vie et pratiquer ses passe-temps: «Quand je suis arrivée, je ne connaissais pas beaucoup de monde. Il n'y avait pas beaucoup de parcs pour les enfants et maintenant, c'est vrai qu'il y en a beaucoup. C'est tout propre, c'est fleuri. Moi, avant que le centre ne se construise, je n'allais pas beaucoup aux activités. Maintenant, c'est quand même beaucoup mieux».

Les consultations organisées dans le quartier Larris à Fontenay-sous-Bois par les animateur·rices du centre social intergénérationnel mettent en évidence qu'après quinze années de projets d'aménagement ayant engendré et engendrant encore des nuisances, la vie s'est rapprochée «des espaces verts, des autres quartiers et des services de droit commun». De même, à Creil, Marlène évalue la situation: «C'est devenu plus calme, plus propre et heureusement! Je ne sais pas si on remercie le département, l'État ou si c'est grâce à nous, mais c'est bien mieux».

Yasmine habite le quartier Vivier Maçon à Cugnaux depuis vingt ans. Ses enfants ont grandi dans d'anciennes tours «avant que ça ne tombe». Elle évoque les changements bénéfiques opérés par la rénovation

urbaine sur l'insalubrité et la saleté des logements: «Ici, depuis qu'ils ont reconstruit les logements, c'est beaucoup plus propre. J'ai visité à Cugnaux des résidences plus vieilles... je ne vous raconte pas comment c'était sale... mais d'une saleté! C'est vrai que dans les résidences neuves, les gens ne se connaissent pas mais c'est quand même beaucoup plus agréable». Mi-figue mi-raisin, sa sœur Samia complète la description du quartier en évoquant les améliorations du cadre de vie mais aussi les innombrables défauts qu'il reste à corriger. Elle prône la nuance dans l'analyse des changements: «On parle du quartier dans lequel on est et on y voit des choses, mais il faut se demander si c'est pareil ailleurs ou si c'est le quartier du Vivier qui est comme ça et qu'ailleurs c'est mieux». Elle rejette l'attitude plaintive des habitant·es mais aussi la stigmatisation négative venant de l'extérieur: «Ça m'énerve d'entendre les gens parler du Vivier comme si c'était Chicago: c'est surjoué! Il y a quelques années, c'était pire ici. Aujourd'hui, c'est mieux mais il reste du chemin à parcourir».

André était facteur. Avec son vélo, il se rendait chaque matin dans les différents quartiers populaires de Dunkerque. Maintenant qu'il est retraité, il se souvient de la réputation de certaines zones et des remarques de ses collègues: «On me disait de ne plus y aller parce que c'était des coupe-gorges. C'est vrai que c'était mal famé et que les femmes avaient peur de sortir». Pour lui, la rénovation d'une grande partie des quartiers est «une très bonne chose parce que les secteurs les plus désolants sont tombés. Ce n'est plus du tout la même chose. Allez demander à ceux qui sont revenus vivre dans les nouveaux logements ou ceux qui sont dans des maisons, s'ils voudraient revenir à avant! Vous verrez qu'ils sont bien mieux». Il conclut «mais tous ces changements, ça prend du temps». Malika, présente à la discussion, suit l'idée que les effets positifs des rénovations mettent du temps à arriver. Elle raconte: «On a été un peu perdu pendant une longue période. Durant tout le temps de la rénovation, on n'a pas bougé. Il ne se passait rien entre nous (les habitants). On s'est un peu tous égarés,

on est allé dans tous les sens. Et puis maintenant, ça revient, petit à petit. On repart ensemble, on est mieux chez nous, on se rapproche. Il a peut-être fallu qu'on casse tout pour repartir sur de bonnes bases.

**« Ça m'énerve d'entendre les gens parler du Vivier comme si c'était Chicago: c'est surjoué! Il y a quelques années, c'était pire ici. Aujourd'hui, c'est mieux mais il reste du chemin à parcourir » – Samia –**

Après la pluie vient le beau temps comme on dit». D'autres prennent ensuite la parole pour dire que l'heure arrive de rendre les clés et de préparer leurs cartons de déménagement car de nouvelles démolitions sont programmées. André conclut alors: «l'histoire se répète vous voyez!».



# 3 questions à

# Marie-Christine Jaillet <sup>46</sup>

## 1

**Au sein des quartiers populaires, quels sont les défis principaux par rapport aux espaces publics ?**

Si l'on essaie d'apprécier ce qu'il s'est passé, touchant aux espaces publics, depuis la naissance de ce que l'on appelle « la politique de la ville », il faut reconnaître que nombre de quartiers qui avaient souvent été laissés à l'état de terrains vagues ont été améliorés.

Certes, d'un quartier à l'autre, selon les projets, il peut rester de grandes différences et inégalités, mais dans l'ensemble, ils ont fait l'objet d'une réelle attention : aménagement de cheminements, de places et placettes, résidentialisation des pieds d'immeuble qui ne se traduit plus désormais par la simple pose d'une clôture, réalisation de jardins d'enfants, de jardins potagers, de city park, verdissement, plantation d'arbres, pose de bancs et de mobilier urbain...

Et là où la démolition des immeubles laissait des friches, on sait aussi concevoir des aménagements temporaires. Bref, la politique de la ville a développé des savoirs faire.

Dans bon nombre de quartiers, ces espaces ont été « bien traités » après avoir été, dans bon nombre d'endroits, des sortes de no man's land, non seulement anxigènes, mais qui témoignaient, par leur abandon, de la faible considération accordée à leurs habitant-es.

Par ailleurs, et même si cela n'a pas toujours, et en tout lieu, été la pratique, la conception de ces aménagements a, au fil du temps, fini par associer les habitant-es, prendre en compte au moins une partie de leurs attentes.

## 2

**Dans un contexte où le lien social est souvent complexe à construire, quelles places peuvent ou doivent pouvoir jouer les espaces publics ?**

L'effort doit être poursuivi. Mais pour que ces espaces vivent, il ne faut pas simplement qu'ils soient bien (joliment) aménagés. Il faut qu'ils soient appropriables, et il y a, à cela, un certain nombre de conditions : il y faut des activités, des événements, qui attirent l'utilisateur, le passant, le piéton ; il y faut aussi des équipements, et pas seulement des équipements sociaux, mais ce qui fait aussi la ville ordinaire ; il faut également que ces espaces soient entretenus, autant que les autres espaces publics, et c'est loin d'être toujours le cas, ce, pour diverses raisons, qui ont trait parfois à la complexité de la propriété du sol qui juxtapose collectivité et bailleurs ; parfois à l'organisation de la commune qui confie à des services différents (voirie d'un côté, espaces verts de l'autre) l'entretien de ces espaces sans vraie coordination ; mais aussi aux gestes d'incivilité, facilités par le sentiment que « ce n'est pas grave puisque ce n'est déjà pas propre ».

Il y faut aussi, d'abord, le sentiment d'y être en sécurité, de ne rien y risquer : cela passe certes par des aménagements, par exemple l'éclairage à la tombée du jour et la nuit, mais surtout par une présence policière qui assure la tranquillité. On sait que les modalités d'intervention de la police font depuis longtemps l'objet de controverses, de débats, d'insatisfactions : la police de proximité, qui permettait de tisser un lien de confiance et de pacifier « les petites relations du quotidien », le voisinage et la cohabitation, n'est pas vraiment revenue dans les quartiers.

## 3

**A quelles conditions les espaces publics peuvent-ils constituer effectivement des lieux de socialisation ?**

Pour autant que l'ensemble de ces conditions finissent par être réunies, il reste une condition, majeure, pour que l'espace public soit vraiment fréquenté, c'est qu'il soit accessible à tou-t-es, que chacun-e, selon son âge, son genre, puisse se sentir libre de le traverser, de s'y tenir, seul-e ou avec d'autres ; qu'aucun groupe, par ses attitudes, ne l'accapare à son seul profit, n'en exclue d'autres.

En la matière, le compte n'y est pas : d'aucuns souligneront combien les points de deal et le trafic qui leur est lié viennent obérer le libre usage des espaces publics ; d'autres insisteront sur les désagréments provoqués par les nuisances, sonores des rodéos, et de l'ensemble des menues ou plus grandes incivilités. Mais, pour ma part, je voudrais insister sur l'usage de plus en plus genré des espaces publics dans les quartiers populaires : les hommes y sont présents, visibles, peuvent y demeurer, s'y retrouver entre eux. Il n'en est pas de même pour les femmes, « autorisées » à le traverser pour vaquer à leurs occupations, aller d'un lieu à l'autre, accompagner les enfants aux jeux, se rendre au marché, mais qui ne le pratiquent pas à l'égal des usages masculins. Cette invisibilisation « consentie », ou plutôt subie, dans les espaces publics des quartiers, pour ne pas entacher sa réputation et courir le risque de la réprobation, s'est fortement accrue dans nombre de quartiers. L'enjeu est bien là de réinstaurer le droit des femmes à occuper l'espace public.

Enfin, si la grande majorité des habitant-es des quartiers bénéficient déjà des avantages de la « ville du quart d'heure » que les acteurs de la fabrique urbaine cherchent à promouvoir aujourd'hui pour répondre aux enjeux écologiques de la ville décarbonée et aux aspirations de nos concitoyen-es d'une ville plus apaisée, il est tout aussi essentiel de veiller à ce que cette commodité d'usage ne les conduise pas à une sorte d'enfermement dans le quartier. Tout en améliorant la qualité des espaces publics propres aux quartiers, tout en veillant à ce qu'ils soient vraiment appropriables par tou-t-es les habitant-es, et qu'ils soient le support d'événements qui permettent une sociabilité ouverte à l'échelle du quartier, il est tout aussi nécessaire de veiller à ce qu'ils-elles puissent sortir du quartier, exercer leur droit à la ville, au reste de la ville et de ses espaces. C'est essentiel, en particulier pour les femmes qui, en dehors du quartier, peuvent retrouver une liberté de se mouvoir dans l'anonymat.

Ce droit à la ville, à ses aménités, passe par des politiques concrètes, en matière de transports publics afin de rendre la ville et ses espaces publics physiquement accessibles, mais cela passe aussi par la manière dont on s'adresse à eux-elles, en les considérant comme des citoyen-es-citoyen-nes de même légitimité et d'égale valeur, et non comme des habitant-es en difficulté.

## « On vit là normalement... enfin presque »

Qu'ils-elles aient choisi de venir s'installer en quartier populaire ou non, qu'ils soient des « historiques » ou des « petits derniers », qu'ils soient jeunes scolarisé-es, jeunes actif-ves ou jeunes retraité-es, les habitant-es mettent l'accent sur la nécessité d'être traité-es et considéré-es « comme les autres ».

**« On est vraiment ignoré et il y a beaucoup de choses qui ne sont pas réalisées parce qu'ils ne se déplacent pas alors que nous, on est tout le temps là »**

— Awa —

104 Lorsqu'on lui demande de sélectionner quelques mots pour donner les spécificités du quartier Rouher de Creil, David, 18 ans, opte pour le triptyque « amis, famille, mixité ». Pourquoi ce choix ? : « Parce que c'est ce qu'il y a de plus important dans la vie. Comme partout quoi ! Ce n'est pas si différent ici ! ».

La spécificité des quartiers populaires serait donc finalement la normalité des modes de vie ? Leïla du quartier Champvallion à Bethoncourt nuance cette idée : « on n'est pas si différents des autres, c'est juste qu'on nous met des images, on montre ceci ou cela. Mais bon, il faut être honnête, il y a quand même plus de problèmes dans les cités que dans les centres-villes bourgeois ». Elle conclut par cette invitation dont le ton et la précision restituent l'idée centrale de ce rapport : « On n'est pas des bêtes de foire. Il faut leur dire de venir hein ! Venez voir, on vit là normalement ! ». Avec des mots similaires, Souad du quartier Hautepierre à Strasbourg formule cette même proposition : « qu'ils viennent voir comment les gens vivent. Qu'ils sortent de leurs bureaux et qu'ils viennent ici ! Ce

sera plus utile. Et pas seulement quand il y a les élections ou quand ils ont besoin de nous ! ».

Nombreux-ses sont les habitant-es appelant les dirigeant-es politiques et du monde économique (le « ils » comme évoqué précédemment) à se montrer dans les quartiers « pour qu'on leur dise un peu comment ça se passe » et pour « se faire une idée plus précise de comment on vit ». C'est le cas de Awa du quartier Champvallion à Bethoncourt. Elle constate : « On est vraiment ignoré et il y a beaucoup de choses qui ne sont pas réalisées parce qu'ils ne se déplacent pas alors que nous, on est tout le temps là (rire). Je ne sais pas d'où vient la faute : est-ce que c'est la faute des dirigeants de ce quartier ? Est-ce que ça vient de l'État ? La question se pose... Je pense aussi qu'on est des étrangers pour eux mais nous-mêmes, on se met peut-être aussi une distance ». Par ces déplacements fréquents, elle verrait un signe de reconnaissance de ce qu'apportent le territoire et sa population à une communauté plus large : « Si les dirigeants donnent une importance à ce quartier, les habitants prendront leurs responsabilités. C'est comme ça qu'on va bouger et avancer ».

# Les grands défis à relever

À défaut de poser un diagnostic qui fasse consensus et qui hiérarchise les causes des difficultés cumulées, les personnes rencontrées formulent volontiers des intentions pour « faire bouger les choses dans le bon sens ». Ils livrent spontanément

non pas des recettes miracles mais des volontés, des axes de progrès, des propositions et horizons nouveaux. Ces derniers sont présentés, ci-dessous, sous forme de défis de nature très différentes.

## Comprendre d'abord que « les priorités ont changé »

La crise apparaît comme une opportunité pour « revoir notre logiciel ». Willy, contacté par le Centre social L'Escalier à Strasbourg quelques semaines après le premier confinement, voit la période « du bon côté » car « si j'ai bien suivi, c'est un virus et il faut apprendre à vivre avec ». Fasilète, une habitante du quartier des Avignonnets à Saint-Claude lance alors une invitation pour l'avenir : « Franchement, il faut qu'on en fasse quelque-chose de ce que l'on vit en ce moment, sinon ça ne sert à rien ! Faut qu'on se bouge et qu'on sorte de nos canapés ! ». Comme elle, cinquante ans plus tôt, Hannah Arendt invitait chacun-e à saisir les fondements de la vie sociale que permettent toutes périodes de turbulence : « Une crise ne devient catastrophique que si nous y répondons par des idées toutes faites, c'est-à-dire par des préjugés. Non seulement une telle attitude rend la crise plus aiguë mais encore elle nous fait pas-

ser à côté de cette expérience de la réalité et de cette occasion de réfléchir qu'elle fournit<sup>47</sup> ».

Le rapport 2017 de l'Observatoire national de la politique de la ville (ONPV) révèle les préoccupations majeures des habitant-es. Le chômage est le sujet numéro un mais dans des proportions inférieures au reste de la population (32 % contre 41 %), puis viennent les problématiques de violence et d'insécurité dans des proportions similaires au reste de la population. Troisième préoccupation des Français-es, l'immigration inquiète moins les populations des quartiers prioritaires de la ville dont les habitant-es ne sont que 7 % à la citer comme principale préoccupation : c'est deux fois moins que ceux vivant hors des quartiers.

L'année 2020 a, là aussi, bousculé les représentations et l'ordre à donner aux

105

grands défis pour mieux-vivre et mieux-être dans les quartiers populaires. À 18 ans, Ethan, du quartier Rouher à Creil, illustre le mieux ce bouleversement lorsqu'il déclare : « On vit un truc de dingue quand même ! On a la pression comme jamais. Faudra bien s'en sortir un jour, on ne va pas rester là avec nos petites routines ». Il appelle à la transition vers un autre mode de vie régulé par d'autres contraintes, pressions ou restrictions mais aussi « d'autres libertés. Mais il faut se bouger les fesses dès maintenant ».

De même, lorsque les seize jeunes de dix à seize ans réunis par le Centre social du Grand Canet dans le 14<sup>e</sup> arrondissement de Marseille répondent à la question : « Si vous aviez une baguette magique, que feriez-vous pour votre quartier ? », les idées ne manquent pas. Ils proposent : « Changer l'humeur des gens » ; « qu'on organise des sorties avec toutes les personnes du quartier et aller en voyage avec les familles et les parents qui ne peuvent pas payer ou qui se savent pas organiser ça » ; « enlever les rats et la pollution » ; « laver le quartier » ; « donner les moyens à tout le monde de sortir du quartier, voir autre chose que le quar-

tier » ; « mettre un petit stade et des skate-park » ; « donner une maison aux pauvres » ; « mettre des attractions partout » ; « mettre de la pelouse et des piscines pour l'été » ; « arrêter les meurtres et la violence » ; « arrêter le réseau (trafic de drogue) et tous les gquetteurs ».

**« On vit un truc de dingue quand même ! On a la pression comme jamais. Faudra bien s'en sortir un jour, on ne va pas rester là avec nos petites routines »**

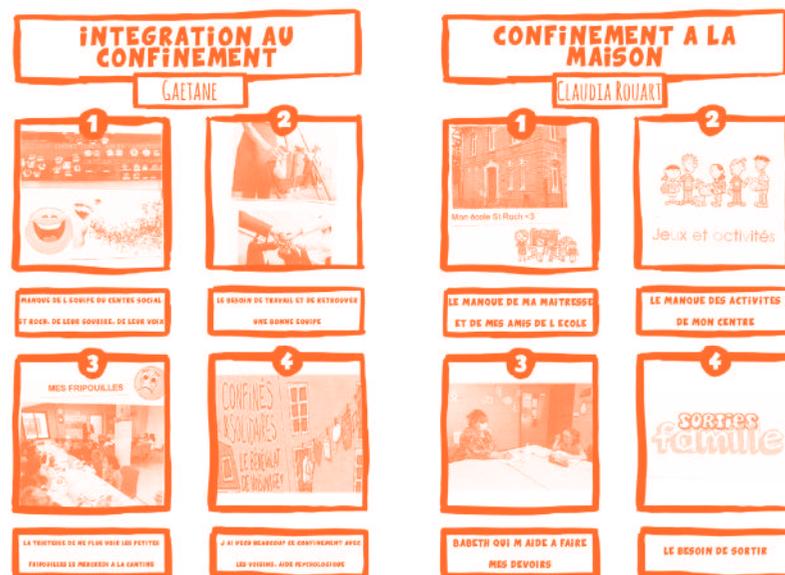
— Ethan —

Cet appel au renouveau, à la disparition des maux de la banlieue, à la transition vers un avenir meilleur, passera certainement par un nouvel équilibre selon Alia du quartier Champvallon à Bethoncourt : « On dit tous "c'est mon droit, c'est mon droit", mais les devoirs sont où ? On a beaucoup de droits quand même et si on veut s'en sortir, il faudra beaucoup plus de devoirs aussi ». Ce propos souligne surtout la volonté des habitant-es des quartiers populaires à s'inscrire dans des politiques renouvelées.

## Faire place à la nature et transiter vers une « vie de village »

« Laissez-moi rêver ! Je ne veux plus voir ces grandes tours moches. Je n'en peux plus de mes fenêtres. J'ai envie d'être dans la nature et de sortir loin », conclut avec optimisme et humour Anouch à la fin de la séquence de débat organisée par le Centre social Le Gallet à Strasbourg. Avec ses mots, elle aspire à un habitat intégré à la nature, à proximité des bois, au contact des fleurs, à la vue des animaux. Elle lance un appel à la transition écologique qui se recentre sur une évolution des manières d'habiter les quartiers populaires : « comme dans un village ». Effectivement, depuis longtemps, le rêve

de ville<sup>48</sup> a viré au cauchemar pour de nombreux habitant-es des quartiers populaires qui vivent l'hyper-proximité (subie), la re-bétonisation et la distanciation des liens sociaux (malgré un regain de solidarité en 2020). Alors, l'image du village rassure et offre un horizon d'attente. Elle « agit comme un contre-modèle à la société mobile et mondialisée. C'est une réponse concrète des catégories modestes à l'insécurité sociale et culturelle<sup>49</sup> ». De nombreuses personnes rencontrées aspirent à une vie citadine à la campagne qui favorise les connexions avec une nature en jachère,



qui offre des espaces de jardinage où on «donne du temps au temps», qui sente le marché aux milles saveurs chaque semaine, qui préserve les commerces de proximité et qui nourrisse un esprit de clocher: «Ici, c'est un endroit merveilleux l'été: on joue aux cartes, on tricote, on fait de la pétanque. C'est notre bouffée d'oxygène à nous. C'est chez nous!», expriment les Dunkerquoises rencontrées lorsqu'ils-elles décrivent le jardin d'eau.

Mourad, interrogé par le Centre social Plein Midi de Garges-lès-Gonesse, décrit les périodes de confinement comme le révélateur d'une transition vers un modèle où «la nature a repris ses droits comme ils disent à la télé. Et c'est vrai qu'on entendait les oiseaux. C'était autre chose. Sur le parking où j'habite, il y a tout le temps l'atelier de mécanique sauvage. On entend du bruit, des coups de marteau, de moteur, la pollution, des pots d'échappement, etc. Mais là, pendant le premier confinement, comme c'était la loi, ils sont restés tranquilles pendant 2 mois et demi. Il n'y avait pas de pollution et on entendait les petits oiseaux. C'était beau. [...] C'est ça qu'il faudrait avoir tout le temps».

Réduire l'espace et allonger le temps est l'équation à résoudre pour tendre vers un mode de vie plus serein, plus maîtrisé de «son chez soi». Pour de nombreuses personnes interrogées, notamment les plus installées et les retraitées, la transition se fait et se fera ici dans l'avenir car elle

favorise l'engagement citoyen. Pour Émilie, du quartier prioritaire Chaoué-Perrières à Allonnes, la composition sociale atypique et «la taille humaine» du quartier lui a permis, à quarante ans, de «s'engager. J'ai osé. Bien plus que si c'était une très grande ville, comme dans une banlieue parisienne». Elle se bat pour protéger «sa petite banlieue à la campagne» alors que la ville recense 11 252 habitant-es, comptabilise environ 5 500 résidences où 38 nationalités sont représentées, où 34% de la population a moins de vingt-cinq ans et 33% a plus de soixante-cinq ans.

**«Pendant le premier confinement, comme c'était la loi, ils sont restés tranquilles pendant 2 mois et demi. Il n'y avait pas de pollution et on entendait les petits oiseaux. C'était beau»**

– Mourad –

Youssef, du quartier du Grand Canet dans le 14<sup>e</sup> arrondissement de Marseille, évoque aux hommes réunis par le centre social la joie qu'il ressent lorsque la neige a recouvert le parc à côté de son immeuble. Ses émotions déclenchent en lui une projection radieuse dans l'avenir pour les quartiers: «On s'est régalé avec ma femme et mon fils quand on s'est baladé dans la neige! C'était tellement magnifique que j'ai fait des photos et un live pour montrer que les quartiers ça peut-être ça aussi. La nature, là, devant nous. C'est ça que je veux pour mon fils».

## Ménager et embellir le cadre de vie avec les habitant-es

Des marches exploratoires ou diagnostics en marchant sont parfois proposées aux habitant-es des quartiers populaires pour répertorier dans l'espace public les problématiques auxquelles ils-elles sont confronté-es au quotidien: propreté,

devantures dégradées, délaissés urbains, présence de nuisibles, vacances commerciales, etc. En 2020, lors des échanges, de rares personnes ont raconté cette expérience atypique où elles étaient associées à des édiles locaux, des associations,

des forces de l'ordre, etc. pour dire ce qu'elles voient tous les jours. Généralement, les habitant-es qui vivent dans les quartiers font en permanence des relevés de ce qui fonctionne et dysfonctionne, de ce qui est laid et beau. Il en résulte une volonté de protéger le cadre de vie, de l'aménager modérément ou plutôt de le ménager.

**«Il y a de grands espaces avec de l'herbe près des logements, avec des chênes et tout ça. Je pense qu'on pourrait l'aménager, au lieu de le laisser en friche»** – Daizy –

Dans le quartier Champvallou à Bethoncourt, Assia constate qu'un parc naturel doit exclusivement favoriser l'exploration du milieu et l'ouverture aux mondes: «Quand tu vois le parc là, il ne sert quand même pas à grand-chose alors qu'on est tous tassés là comme des sardines (référence au square). Ça fait que finalement, on ne voit plus le parc parce qu'on est enfermés [...]. On a des terrains partout qui sont vides, on en a un de l'autre côté, on en a un autre là-bas. Mais personne n'en fait rien alors que ce serait super d'y aller». De même, Daizy constate que le quartier Saint-Roch à Cambrai dispose d'un fort potentiel naturel qu'il faut préserver mais que, paradoxalement, pour le maintenir attractif et qu'il suscite le respect des personnes de tout âge, il y a besoin d'intervenir avec parcimonie: «Il y a de grands espaces avec de l'herbe près des logements, avec des chênes et tout ça. Je pense qu'on pourrait les aménager, au lieu de les laisser en friche. Ça serait mieux pour les enfants, et puis peut-être mettre des bancs et tables pour les parents, avec un petit barbecue et des petites choses comme ça. Pas plus... mais bien sûr avec automatiquement des poubelles un peu partout pour que ça puisse être nettoyé après. Ça aiderait à ce que ce soit plus respecté».

Les adolescent-es réuni-es par le Centre social du Grand Canet dans le 14<sup>e</sup> arrondis-

sement de Marseille demandent qu'il y ait des interventions sur l'environnement extérieur sur deux dimensions complémentaires: la remise aux normes des espaces de loisirs et la propreté. Lilia, 16 ans illustre l'enchaînement de cette idée: «Il faudrait d'abord qu'ils fassent une campagne de dératissage en ville, qu'ils mettent des produits pour les tuer, qu'ils les emprisonnent, qu'ils les tuent et qu'après ils rebouchent les trous. C'est comme sur les city stades, il faudrait aussi reboucher les trous parce que c'est n'importe quoi!». Norine, 16 ans également, poursuit: «Par exemple, il y a beaucoup de gens qui font du vélo et qui s'amusent à faire des figures. Pourquoi ils ne mettent pas un skate-park ou quelque chose comme ça? On peut mettre beaucoup de choses à la place des cailloux et des cages qui sont défoncées. On peut remettre un peu de pelouse et rendre ça plus joli».

Embellir le cadre de vie passe alors par une multitude de petites et de grandes actions. Par exemple, selon les habitant-es de Dunkerque rencontrées au début du mois de mars 2020, avant d'initier des transformations du cadre de vie, modestes ou importantes, il faut d'abord travailler sur la

**«J'aimerais aussi un parc pour les enfants avec une piscine en plein air»**  
– Un habitant interrogé par le Centre social et culturel l'Albatros à Lingolsheim –

connaissance de l'environnement urbain et plus particulièrement sur «notre patrimoine architectural, les rues, l'histoire des bâtiments, etc. Je pense qu'il y a beaucoup de choses à découvrir dans le quartier avant d'aller plus loin», déclare Josiane. Interrogé par le Centre social et culturel l'Albatros à Lingolsheim, un habitant propose de «développer les pistes cyclables» partout où ce sera possible pour relier le quartier au cœur historique mais aussi «aux bois et aux champs» plus à l'extérieur: «J'aimerais aussi un parc pour les enfants avec une piscine en plein air».

Après une année 2020 où les jardins partagés ont été de réels «sas de décompression» pour les habitant-es, la volonté est maintenant d'inscrire plus fortement ces espaces dans le paysage urbain pour qu'ils deviennent des instruments d'animation locale et de cohésion sociale: «C'est une question politique là aussi», déclare René. Autrement dit, si l'appropriation de la ville est une condition de l'habiter, il faut reconnaître que le jardinage en est une des formes possibles et qu'il est un élément structurant du «droit à la ville»<sup>50</sup> des populations. Il doit être davantage un laboratoire pour les coopérations entre les habitant-es, le tiers secteur et les pouvoirs publics. Certaines expé-

riences participatives restent gravées dans les souvenirs comme étant un repère sur ce qu'il faut faire ou ne pas faire lorsque l'on veut intervenir sur le cadre de vie. André relève: «Ce que j'aime dans mon quartier? Je repense tout de suite à ce que l'on a réussi à faire sur le Jardin des Barges entre 2010 et 2014. C'était un projet participatif avec les habitants qui voulaient s'investir. L'idée était de créer des jardins sur l'eau avec des tables, des petites chaises, des transats, etc. Pendant des années, on s'est investi et on a vu notre quartier différemment... même si ça s'est arrêté après... mais on ne va pas épiloguer plus longtemps... on était plus jeunes à l'époque».

## (Re)mettre les jeunes au cœur de la cité

Pour les habitant-es rencontré-es, qu'ils-elles soient parents, grands-parents, adultes célibataires ou adolescent-es, la jeunesse doit (re)devenir une grande cause (durable), «surtout avec l'année 2020 où il y en avait que pour les vieux!».

Trois axes complémentaires ont été proposés.

Il s'agit d'abord de mieux répondre aux besoins d'accueil des jeunes enfants dans différents espaces des quartiers pour réduire, à termes, les inégalités sociales. Par exemple, dans le quartier Hautepierre à Strasbourg, les mères de famille déplorent le manque de considération et d'effort dans le déploiement d'aménagements adaptés aux besoins des jeunes enfants: «Y a trop de gamins en même temps aux jeux. Il y a deux balançoires et quelques tapis pour des dizaines de gamins au parc de la maison de l'enfance. Ça fait beaucoup d'enfants. Il faut attendre de faire la queue comme au supermarché! Surtout quand il fait chaud l'été ce n'est pas... Ce n'est pas adapté et ce n'est pas normal. Les «p'tiots» c'est tout ce qu'on a et on n'est pas capable de faire plus pour eux?». Elles

reconnaissent que les travaux de rénovation sont de bons signaux et qu'il y a des efforts consentis par les autorités: «Je ne dis pas qu'on n'a rien fait. Il y a eu des choses quand même». Comme une évidence, la discussion entre les mères de famille prend le virage des idées, des solutions, des envies pour les tout-petits: «plus de balançoires»; «plus de propreté»; «moins de chiens qui rodent», etc.

Ensuite, il faut intervenir sur des offres éducatives plus en phase avec les besoins des adolescent-es. Certaines mères proposent le déploiement d'une vision éducative globale pour les jeunes et les adolescent-es pour «leurs donner un peu d'espoir parce qu'ils sont complètement perdus, ils ne croient plus en rien maintenant. On peut leur dire "oui, il faut se remettre sur le bon chemin", mais il n'y a rien qui l'encourage». Par exemple, dans le quartier Hautepierre à Strasbourg certaines bonnes pratiques existent et méritent d'être amplifiées et étendues: «Il faudrait les mettre dans un système de travail, avec de la formation, des petites choses à préparer, peut-être du



↑ La Bulle verte, Aix-en-Provence. ©Amélie Heroux





# 2 questions à Alice Lancien<sup>51</sup>

1

## Comment l'expérience du confinement a-t-elle été vécue par les jeunes de quartiers populaires impliqués dans votre recherche ?

La jeunesse des quartiers populaires renvoie à des expériences sociales diverses, qui diffèrent selon les quartiers dans lesquels les jeunes habitent (quartiers d'habitat social, pavillonnaire de banlieue, centre ancien dégradé...), la situation familiale, l'âge, le genre, ou l'origine. Il-elle-s partagent cependant une expérience commune des inégalités qui ont été mises en lumière pendant le confinement. Notre enquête<sup>52</sup> a révélé que les jeunes ont été les premiers touchés par cette crise sanitaire, d'un point de vue matériel et symbolique, mais qu'ils-elles ont su mobiliser des ressources pour faire face à cette crise. Le quotidien s'est matériellement complexifié pour les jeunes pendant le premier confinement : mobilisé-es dans des emplois « essentiels » avec des contrats précaires (aides à la personne, livreurs, caissières de supermarchés...), rencontrant des difficultés dans la poursuite des études avec la continuité pédagogique, il-elle-s ont également dû prendre le relais sur les activités du care (tâches ménagères, suivi scolaire pour les petits frères et sœurs...) au sein du foyer. Bien que les situations familiales soient diverses, les raisons pour lesquelles les jeunes ont dû endosser ces tâches (parents travaillant ou ayant attrapé le Covid, personnes à risque au sein du foyer devant s'isoler...) renvoient à une plus grande vulnérabilité face au Covid des personnes vivant dans les quartiers populaires. Pendant le premier confinement, la jeunesse de ces quartiers a de nouveau été désignée dans les médias, focalisant le traitement médiatique sur les comportements de certain-e-s jeunes ne respectant pas les consignes sanitaires. Il s'agit là d'une réactivation de l'imaginaire symbolique du « ghetto urbain », qui voit les jeunes comme une « classe dangereuse »

aux comportements incivils, ne respectant pas les normes. Ces représentations vont à l'encontre des échanges que nous avons eus avec les jeunes dans cette enquête. Leurs comportements sont emprunts de prudence, d'un souci de protéger les leurs et les autres : nombreux-ses sont celles-ces qui ont intégré les mesures d'hygiène et réduit au maximum leurs contacts avec l'extérieur, se coupant ainsi des sociabilités amicales. Pour celles et ceux contraint-e-s de sortir pour travailler, ils-elles ont mis en place des mesures strictes de désinfection pour protéger le domicile du virus pouvant venir de l'extérieur.

## Quel regard ces jeunes portent sur leur avenir ?

2

La manière dont les jeunes parlent de l'avenir est empreinte d'inquiétude (concernant la poursuite des études, la recherche d'un premier emploi...) du fait du manque de visibilité dans un âge de la vie où ils-elles construisent leur autonomie. Mais ils-elles savent cependant mobiliser des ressources leur permettant de faire face à cette crise. Nombre d'entre eux-elles nous ont fait part de leur engagement dans des activités de solidarité (volontariat dans des associations pour la répartition et la distribution de repas ou la production de masques, participation à des solidarités intra-familiales ou de voisinage) qui leur permettent de prendre part à des actions immédiates, de penser collectivement la crise et parfois d'imaginer l'avenir. L'enquête a également mis en lumière l'importance d'autres ressources comme la religion, ou le renforcement des liens familiaux, espace perçu comme sécurisant pour les jeunes. Ces analyses mériteraient cependant d'être prolongées pour comprendre comment les différentes phases de confinement et la pandémie qui dure depuis plus d'un an ont, au-delà des données dont nous disposons dans cette enquête, modifié nos trajectoires et les sociabilités des jeunes.

théâtre pour qu'ils apprennent à bien s'exprimer. Un peu comme ce que fait la mission locale et la camionnette orange du centre et plein d'autres choses... Les idées ne manquent pas».

**« On sait qu'à Creil, niveau profession, si tu veux te lancer, faut ouvrir un grec pour percer »**

— Kévin —

Enfin, « on doit mettre le paquet pour l'emploi des jeunes ». Effectivement, à 19 ans, Kevin du quartier Rouher à Creil, voit son avenir incertain alors qu'il aimerait se marier pour « rester vivre à Creil ». Hélas, les perspectives d'emplois sont floues. La raison ? « Je ne sais pas trop... enfin on sait

qu'à Creil, niveau profession, si tu veux te lancer, faut ouvrir un grec pour percer. Tous les magasins de vêtement qui ferment, c'est trop ! En plus, Creil s'est classée dans les villes les plus pauvres de France, dans le top 10 ou top 5. Après, on ne sait pas... peut-être que le futur sera meilleur mais actuellement, c'est bizarre ». Certes, le sujet de l'insertion professionnelle des jeunes est un enjeu gouvernemental affirmé mais visiblement insuffisamment palpable pour les personnes rencontrées. À son niveau, avec le Centre social Jacques Brel à Outreau, Brigitte souhaite « s'investir à fond car beaucoup sont au chômage. On a fait des choses avec "Réussir ensemble", avec les ateliers d'écriture et le petit bus qui venait souvent. Et moi, je dis qu'il faudrait refaire un forum de l'emploi ou de l'intérim. On en aurait bien besoin. On fait ça ici, dans le centre, on a de la place, on a juste à pousser les tables ».

## Être inspiré-e par le care

113

Dans la culture anglo-saxonne, le *care* est une notion largement employée lorsqu'il s'agit de s'occuper de, de faire attention à, de prendre soin de, de se soucier de. En France, il évoque l'attention, la sollicitude, le souci de l'autre au sens large, la proximité et la manière de se sentir concerné par la situation d'autrui.

Le mot *care* n'a jamais été prononcé lors des échanges locaux mais il traduit assez l'idée exprimée par les habitant-es tout au long de l'année 2020 lorsqu'ils-elles évoquent leurs inquiétudes pour leurs voisin-es, pour les enfants, pour les jeunes ou les seniors en général, livrant ainsi une vision à mi-chemin entre la vie privée et la vie publique. C'est le cas, par exemple, d'une mère de famille du quartier HautePierre à Strasbourg qui exprime avec force son attente pour « faire quelque chose pour les jeunes qui leur ferait un coup dans le cœur et dans la tête ». Ici, ce

n'est pas le format final du projet, du dispositif ou de l'action qui compte mais l'intention d'agir pour les jeunes : « Je ne sais pas ce que ça pourrait être. Quelque-chose qui les attire parce que c'est pour eux. Je ne sais pas comment expliquer mais, il faut quelque chose. Il manque ce petit truc pour eux. Pour qu'ils aillent bien ».

**« Il nous faut de la bienveillance et de la gentillesse, de la discipline et de l'écoute »** — Fatoumata —

Fatoumata, une habitante interrogée par mail par le Centre social Saint-Gabriel à Marseille, dans le cadre des tables de quartier, évoque l'indispensable attention que les habitant-es, les responsables politiques, les bailleurs et

<sup>51</sup> Alice Lancien est doctorante en études urbaines, membre du collectif Pop-Part, réunissant des chercheur-e-s, des professionnel-le-s de la jeunesse et une centaine de jeunes de quartiers populaires participant à la recherche participative Pop-Part initiée en 2017. La recherche porte sur les pratiques et représentations des jeunes dans dix quartiers d'Ile-de-France. <sup>52</sup> Cette enquête a été réalisée entre mars et mai 2020 auprès de 28 jeunes ayant participé au projet Pop-Part.

tou-tes les acteur-rices agissant en proximité doivent donner au soin pour soi et pour les autres: «il nous faut de la bienveillance et de la gentillesse, de la discipline et de l'écoute. Par exemple, je respecte les gestes barrières quand on me le demande et j'écoute mes besoins. Je me fais des petits plaisirs et je m'occupe des autres comme j'aurais voulu qu'on s'occupe de ma personne. Concrètement, j'essaie d'être élégante même à la maison, je me cuisine des repas que j'apprécie, je bouquine des textes agréables et je regarde des

reportages qui permettent de m'évader. Je limite les informations négatives en boucle à la télévision: je ne suis qu'un seul journal le soir pour me tenir au courant».

Les personnes rencontrées n'hésitent pas à user de l'expression «prenez soin de vous» (*take care* en anglais) comme pour lancer un appel à la reconnaissance et au déploiement d'une société qui réhabilite le soin et le souci de l'autre, qui valorise les métiers de la solidarité, les métiers de la proximité et du lien.

## Reconnaître la France des quartiers métissée et multiculturelle

À Dunkerque, Josiane aime le quartier du Jeu de Mail parce qu'il est «interculturel» et qu'il permet «de vivre ensemble entre toutes les nationalités et toutes les origines. J'aime beaucoup parce qu'il faut faire avec ça». Mais, à Cugnax, Marion observe un effritement de la mixité culturelle dans son quartier: «Avant, il y avait ce mélange de cultures et de religions. On ne faisait pas autant de différence. Je suis arrivée ici à l'âge de cinq ans et je me souviens d'un exemple tout bête: à l'époque, ma mère m'achetait ma tranche de jambon de pays et on fai-

**«Avant, il y avait ce mélange de cultures et de religions. On ne faisait pas autant de différence» – Marion –**

sait le pique-nique avec tous les copains musulmans qui mangeaient leurs trucs à eux. Ça ne posait pas de problème. Maintenant, on est tellement sur la défensive... on a peur de tout, on a peur des repré-sailles. On fait des clans: il y a les voilées d'un côté, les non-musulmans de l'autre. Du coup, on s'abstient de faire certaines choses qui pourtant pourraient paraître normales». Elle

généralise et conclut: «C'est un problème de culture, de peur, de plein de choses! Il y a quinze ou vingt ans en arrière, ce n'était pas comme ça. Maintenant, on est en train de mettre tout le monde dans des cases et on ne s'en sort pas».

Comme à Marseille, Dunkerque et Cugnax, la diversité ethnique et culturelle a été évoquée pour s'interroger sur le modèle du vivre-ensemble. Certain-es se réjouissent d'une cohabitation qui ouvre sur le monde. D'autres alertent sur la scission entre des populations étrangères et des Français-es établi-es de longue date. C'est le cas de Victor, interrogé par le Centre social Plein Midi de Garges-lès-Gonesse, qui décrit le phénomène de «ghettoisation» des banlieues: «Aujourd'hui, à Garges, la deuxième population qui habite aux Lutèce c'est des indo-pakistanaï-s, il n'y a presque plus de Français. Il y a une Algérienne qui vendait son pavillon, il y a quelque temps. À gauche, elle avait un indo-pakistanaï-s et à droite, elle avait des Tamouls. Elle a eu quatre propositions: deux Pakistanais et deux Indiens. Donc ça veut dire que dans quelques années, on n'aura qu'une seule communauté ici». Il se désole de voir la mixité sociale disparaître rapidement dans la zone pavillonnaire du quartier et conclut: «Les Français disent qu'il y a trop

d'étrangers. Alors, ils partent. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est les chiffres».

Effectivement, l'enquête Trajectoires et Origines réalisée en 2008 par l'Ined et l'Insee<sup>53</sup> a permis d'identifier l'impact des origines sur les conditions de vie et les trajectoires sociales, tout en prenant en considération les autres caractéristiques socio-démographiques que sont le milieu social, le quartier, l'âge, la génération, le sexe, le niveau d'études. La forte présence d'immigré-es et descendant-es d'immigré-es y est confirmée. Ils-elles représentaient plus de la moitié de la population des zones urbaines sensibles (ZUS) de l'époque. Pour autant, selon l'étude, «la concentration spatiale n'est pas nécessairement synonyme de relégation, et les représentations de repli communautaire ne correspondent pas aux observations de la croissante mixité des mondes sociaux dans lesquels évoluent les immigrés et leurs descendants».

Pour Mohamed, l'avenir de la France appartient aux enfants et aux jeunes mais dépend aujourd'hui de la transmission des aîné-es: «Il y a des gamins qui ont envie de réussir et il faut les soutenir à fond parce que c'est difficile lorsqu'on est beur ou black, de faire sa place en France. Nous sommes obligés de travailler dix fois plus». Il lance un appel aux générations et aux gouvernants pour «arrêter de nous stigmatiser. Les jeunes sont condamnés avant même qu'ils aient pu faire leurs preuves. Il y a un réel problème! On devrait nous encourager et encourager toutes les populations des quartiers, parce que c'est la fierté de la France aussi. Ce sont nos enfants qui feront la France de demain, on aura besoin d'eux dans quelques années. S'il n'y a pas suffisamment d'actifs, qui va payer les retraites?».

Il est alors évident que «la France se joue là!» déclare alors Mohamed du quartier de la Dame Blanche à Garges-lès-Gonesse, «on doit maintenant le reconnaître et faire avec».

Effectivement, la reconnaissance d'une vie sociale multiculturelle est vitale<sup>54</sup> pour les habitant-es des quartiers et plus générale-

ment pour la France. C'est la condition pour le développement d'une estime et d'une confiance en soi indispensables à la citoyenneté. La reconnaissance est aussi à la base de relations interpersonnelles qui s'appuient sur l'amour, le respect et l'estime. Elle est le véhicule de l'intégration sociale qui distingue les sociétés de simples agrégats d'individus isolés ou reliés entre eux de manière purement mécanique.

**«Les jeunes sont condamnés avant même qu'ils aient pu faire leurs preuves» – Mohamed –**

Enfin, l'avenir de la France métissée dépendra des efforts que chacun-e pourra fournir pour reconnaître et améliorer les droits et respecter les devoirs. Pour cela, il faut retrouver la confiance en l'étranger selon Habiba du quartier Champvallon à Bethoncourt. Elle évoque la nécessité de travailler ce qui fait l'intégration de tous et de faire tomber «le fossé qu'il y a entre les étrangers et ceux qui sont d'ici depuis plus longtemps, entre les Français et les étrangers parce que je vois qu'il y a une séparation. Il faut avoir confiance».

# Changer de méthode

Pour mieux se loger dans les quartiers populaires, pour évoluer dans un espace public attractif et sécurisé, pour transiter vers des modes de vie plus en harmonie avec le vivant, pour qu'une société multiculturelle et métissée soit enfin acceptée comme une réalité avec laquelle il faut composer, pour que la jeunesse majoritaire soit reconnue comme porteuse des solutions et non des problèmes, les habitant-es veulent «changer de méthode». Ils-elles veulent que les décisions s'appuient davantage sur le «nous», sur une socio-anthropologie<sup>55</sup> des quartiers, sur les savoir-exister et les savoir-devenir. Ils-elles veulent que la concertation rime moins avec manipulation car ils-elles ne veulent pas être écouté-es: ils-elles veulent être entendu-es et devenir partie prenante

des changements; une partie prenante qui allie droits et devoirs dans un esprit de responsabilité.

– «C'est bien joli, mais il n'y a rien de nouveau dans tout ça! se désole Hervé.

– Et alors?, réplique Priscilla, de vingt ans sa cadette.

– Je ne sais pas moi...

– Alors, il faut se bouger le cul!»

Mais pour «changer les choses» durablement, les habitant-es savent qu'ils-elles ne sont pas les seul-es à avoir la clé. Tous les maux ne peuvent leur être imputés. Toutes les solutions ne peuvent reposer sur leurs épaules. Pour «changer les choses», il faut aussi «changer de méthode».

## Retrouver le sens de la transmission entre « nous »

En 2016, le 3<sup>e</sup> rapport Paroles d'habitant-es mettait en lumière un panel d'individus jouant un rôle primordial dans l'animation de la vie collective des quartiers la plus unie possible, appelés des «passeurs»: passeurs de paroles, passeurs de relations, passeurs de culture, passeurs de confiance, passeurs entre les personnes et les institutions, etc. Ils-elles facilitent ce passage entre un vécu qui semble déjà tra-

cé, prévisible et de nouvelles voies possibles, qu'elles se construisent hors du quartier ou dans le quartier.

En 2020, les habitant-es confirment la nécessité d'établir une communication au sein du «nous» pour que s'opère une transmission entre générations et entre pairs. Marie vit dans le quartier Vivier Maçon à Cugnax depuis vingt-trois ans.

Elle appelle à retrouver le sens de la transmission pour «simplement» (re)prendre goût à l'échange social: «Je ne dis pas qu'il faut qu'on s'éduque tous, tout le temps. Mais déjà, se dire bonjour et bonsoir, se regarder dans les yeux quand on se croise dans l'escalier. Je ne dis pas être 100% disponible pour les autres personnes, mais juste être un peu plus ouverts... on devient des sauvages sinon».

La première méthode à faire évoluer est donc celle qui porte aux autres un don de ce que l'on a soi-même reçu de précieux pour construire et orienter sa vie. La transmission est portée par cette conviction que ce qui est essentiel pour chacun-e doit l'être aussi pour ses descendant-es, pour les suivant-es.

Henri aime rappeler que les quartiers sont vivants, multiples, vulnérables et que cette situation est le fruit d'une histoire qui doit d'abord se verbaliser: «À la fin de la guerre d'Algérie, les pieds noirs n'avaient plus de logements. Ils sont venus ici avec une autre culture, une autre façon de parler et de faire à manger. C'est pour ça qu'il y a eu des marchés avec d'autres produits qu'on ne connaissait pas. Toute cette histoire, les gens ont du mal à en parler mais c'est là qu'est la zone sensible pour moi». Sa proposition ne retient pas l'attention des participant-es au groupe de discussion animé par le Centre social d'Allonnes. Mais il insiste: «On doit organiser ce travail. C'est à nous de mettre en place ça».

Pour transmettre, il faut avoir des choses à transmettre, «c'est évident: on ne peut rien transmettre si on n'a pas vécu des choses ensemble». Bénévole au Centre social d'Allonnes, Stéphanie pose comme condition première, la nécessité d'avoir des épisodes en commun qui forgent la mémoire. Ces souvenirs sont parfois attendus, espérés, anticipés. C'est le cas de Mounia, 17 ans, qui se projette déjà dans un avenir proche rempli de traditions qu'elle souhaite préserver. Elle planifie la création de souvenirs qu'elle espère forger chez les aîné-es et les plus jeunes, pour sa génération et la suivante. Consciente du besoin de la transmission entre les ancien-nes et les nou-

veaux-elles, entre le passé, le présent et le futur, elle imagine son mariage avec le noyau dur de la cellule familiale mais aussi les membres plus éloignés, les ami-es, les ami-es d'ami-es «tout simplement parce que c'est une tradition. Je ne me vois pas me marier ailleurs dans une autre cité. Ici c'est chez moi et je veux que ça fasse des souvenirs pour tout le monde. C'est la tradition».

**«Les gens savent que je fais partie de beaucoup de choses, et quand ils ont des doléances, ils me le disent. Parce qu'ils ne veulent pas aller dans des associations et parce qu'ils ont peur de dire des trucs» – Huguette –**

Cette transmission ne pourra être ni artificielle ni imposée par le haut. Elle doit être en phase avec l'énergie positive des quartiers; c'est-à-dire sa culture<sup>56</sup> et ses vecteurs. Parmi ces derniers, le bouche à oreilles a été évoqué comme étant une technique «naturelle», «évidente», «facile» et «efficace» pour faire passer des informations, pour mobiliser les habitant-es pour des actions, projets, événements. Même en période de distanciation sociale, Huguette est cette «personne-relais» sur le quartier Ronceray-Glonnières-Vauguyon au Mans: «Les gens savent que je fais partie de beaucoup de choses, et quand ils ont des doléances, ils me le disent. Parce qu'ils ne veulent pas aller dans des associations et parce qu'ils ont peur de dire des trucs. Alors, quand ils ont quelque chose à dire, quand ils me voient n'importe où, dans les commerces ou n'importe quelle activité, et bien ils me disent ce qu'ils ont envie de dire pour que moi je puisse le répéter». Elle privilégie «les relations d'humains à humains. Il n'y a rien de mieux que le bouche à oreilles pour faire passer les informations. Il y a plus de contact entre les gens parce qu'Internet, les réseaux sociaux, c'est bien mais ça ne fait pas tout non plus pour se dire les choses».

## Contribuer : « du déjà-vu qu'on aime refaire à chaque fois »

Le 28 mai 2020, quelques volontaires ont répondu à l'appel lancé par le Centre social l'Empreinte à Goussainville pour parler du quartier des Grandes Bornes en temps de confinement « mais pas que », de ses transformations récentes, de ses problèmes actuels ou récurrents et de ses atouts : « On va faire un tour de table pour se présenter... enfin un tour de visioconférence. Merci de dire pourquoi vous avez souhaité participer à ce projet ».

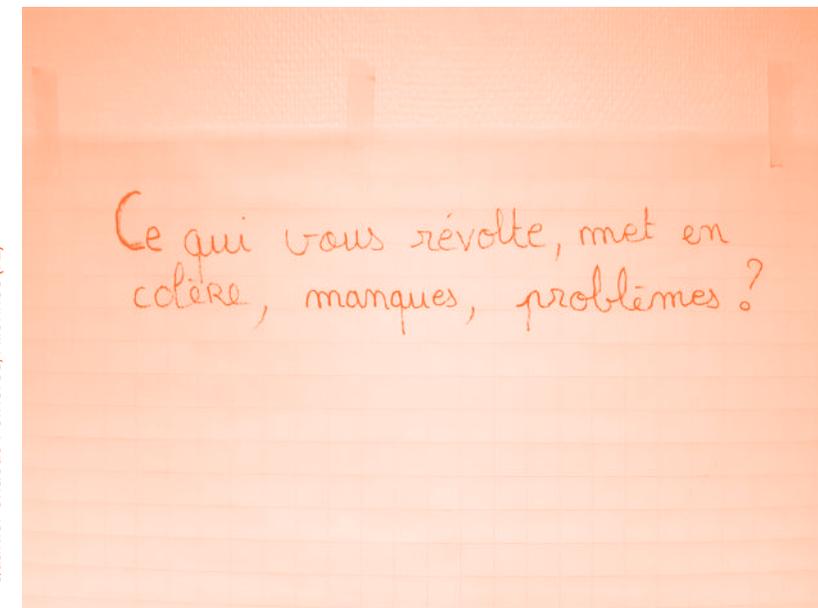
**« Je ne pense pas qu'un jeune ou un adolescent aura le même avis qu'une personne âgée, que quelqu'un qui travaille et a une famille. » – Salma –**

Mounir commence : « C'est très utile de donner la parole aux habitants du quartier. On a une opinion et des idées pour changer les choses ». Salma ajoute : « Les atouts du quartier : c'est nous ! ». Mounir enchaîne : « Tous ces moments où on peut dire ce que l'on pense d'ici, il faut y aller. Ça permet de responsabiliser les habitants du quartier car à partir du moment où on te demande ton avis, ça peut permettre à la personne d'occuper une certaine responsabilité ». Et Salma de répondre : « Ça montre que tu es important surtout ! C'est un peu stéréotypé de dire que les habitants des quartiers pauvres peuvent dire ce qu'ils veulent pour qu'on tienne compte de ça. C'est du déjà-vu ! Mais on peut voir les différents avis en fonction de l'âge car je ne pense pas qu'un jeune ou un adolescent aura le même avis qu'une personne âgée, que quelqu'un qui travaille et a une famille. C'est hyper intéressant même si évidemment... on se sait trop à quoi... à quoi ça va servir ». Le « déjà-vu » sonne souvent péjorativement dans la bouche des habitant·es. C'est le cas

de Félix du quartier Saint-Gabriel à Marseille lorsqu'il évoque sa déception au moment des contributions aux cahiers de doléances en 2019 : « Je suis allé au bureau de Frais Vallon. On a écrit les doléances mais on ne m'a pas écouté... enfin je ne sais pas du tout à quoi ça a servi ».

De même, Christophe, 24 ans, demandeur d'emploi dans le quartier du Vernet à Saint-Amand-Montrond, est dubitatif quant aux cadres imposés à la participation citoyenne. Il préconise plutôt l'informel : « Je pense que ce qui fonctionne bien dans la mobilisation des habitants, c'est de trouver des moments informels, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas marqués en tant qu'action comme la fête de quartier... Ça fonctionne quand on croise les personnes dans la rue et que l'on passe du temps avec elle. Si ça se fait plusieurs fois, peut-être que le lien va se développer et la personne va essayer de moins s'enfermer, de s'ouvrir aux autres et de participer à des actions collectives ».

Quartier Champvallon, Bethoncourt (25)  
Quartier Chaoué Perrières, Allonnes (72)



## Prendre la main pour construire des réponses

Pour certain-es, si ces contributions ne déclenchent pas de changements réels et concrets dans un court laps de temps, elles ne sont pas vaines pour autant.

Les habitant-es du quartier du Vernet à Saint-Amand-Montrond expliquent un problème important depuis quelques jours : le distributeur de billets est en panne et n'est pas réparé. Problème habituellement banal, il devient sujet de crispation important au sein du quartier. Il révèle à la fois le manque de considération des banques à l'égard du quartier et de sa population mais aussi le potentiel d'action des habitant-es excédé-es : « Qu'est-ce que l'on peut faire à notre niveau ? On n'a plus le droit de manifester de toute façon ! » se désole Hugues. L'animateur de la séance relance alors l'espoir : « Il existe des solutions collectives. Si on se mobilise tous ensemble, habitants mais aussi les structures comme la nôtre, on peut trouver des solutions parce qu'on se fera entendre. Il ne faut pas entrer en conflit contre la Banque Postale. Il faut être pour quelque chose ». Badra réagit : « OK ! Alors on va faire une pétition et si on est six-cents à signer, ça fera un poids important. Et après, on va aller vers les médias pour dire ce que l'on fait ». L'animateur remémore d'autres pétitions ayant eu lieu dans le quartier. Il évoque la démarche à suivre, les risques à éviter et les précautions à prendre pour voir aboutir des réactions. La proposition séduit les participant-es qui se répartissent les tâches. Marie conclut énergiquement : « Il faut qu'on en parle avant même que l'on commence. On va faire venir les médias dans le quartier tout de suite ».

Certain-es rêvent parfois de voir la spirale de l'engagement citoyen s'étendre à l'ensemble des résident-es des quartiers. C'est le cas de Sylvie du quartier de la Tour du Renard à Outreau qui s'engage pour améliorer le cadre de vie. Elle renvoie l'ensemble des

acteur-rices à leurs responsabilités dans l'entretien de la dynamique participative : « On peut arriver à emmener tous les habitants dans le projet ! Si la mairie, le centre social et Pas-de-Calais Habitat y vont aussi, en plus de nous, les gens vont voir qu'on participe dans le quartier et peut-être que ça les aidera eux aussi à descendre pour venir nous aider ». C'est le cas également d'Huguette qui rêve de voir sur le quartier Ronceray-Glonnières-Vauguyon du Mans, « tous les habitants rentrer dans tous les espaces que l'on dispose pour faire des trucs : il y a la MJC Jean Moulin, le Centre social des Quartiers Sud et tout le reste. Il y a déjà pas mal d'habitants qui viennent aux

**« Pas besoin d'avoir fait des grandes études pour se bouger le cul. Faut pas être défaitiste, même si on n'est pas écouté »**

— Juda —

structures qui existent mais il faut qu'il y en ait beaucoup plus ».

De son côté, Haroun, du quartier du Grand Canet dans le 14<sup>e</sup> arrondissement de Marseille, propose aux hommes réunis par le centre social de mobiliser les associations locales dans des actions citoyennes concrètes : nettoyer les abords des lieux de pratique sportive, les bosquets, les trottoirs « sur un weekend par exemple. On est tous membres d'associations, on va voir les autres membres et on organise ça ! ».

Que disent les jeunes sur leurs propres engagements ? Comment se voient-ils citoyen ? Comment perçoivent-ils la participation de leurs aîné-es ?

Le groupe de jeunes adultes réunis par le Centre social Georges Brassens à

Creil, dans le quartier Rouher, engage un échange vif sur les solutions pour sortir de la « merde dans laquelle on est ». La question centrale est de savoir quelle place les jeunes des quartiers ont et auront pour réparer, améliorer, construire, bâtir, proposer, mettre en œuvre, etc. bref, « s'engager pour le quartier ! Si vous voulez être utiles, il ne faut pas venir ici les bras croisés en pensant que tout le monde va vous aider. Non, ce n'est pas comme ça que ça se passe. Si tu veux innover dans quelque chose, réfléchis d'abord et après tu y vas ! » mobilise Shaima. Elle est rejointe par Juda qui nuance la

déclaration et revendique la capacité des jeunes à participer à la vie sociale, économique, politique et culturelle sur le territoire, quel que soit son niveau : « Je suis d'accord avec toi pour dire qu'on peut tous faire bouger les choses mais certains ne parlent pas français, d'autres sont limités dans leurs réflexions. On n'a pas toujours des idées pour Creil mais on a des cerveaux, on sait réfléchir et on a des bras pour faire. Pas besoin d'avoir fait des grandes études pour se bouger le cul. Faut pas être défaitiste, même si on n'est pas écouté ou s'il n'y a pas de place pour nous ».

## S'appuyer sur des structures relais implantées dans les territoires

Le renouveau des méthodes favorisant l'engagement ne se fera pas sans cadre, sans espace physique ou virtuel, sans lieu que l'on emprunte. Il passera par des configurations et des organes de transmission attractifs qui favorisent l'expression, l'actualisation des connaissances, le dialogue entre « ils » et « nous » et l'expérience de la prise de responsabilité. Évidemment, ces espaces existent déjà. Ils ont été mobilisés en 2020 pour collecter la parole des habitant-es, mais ils doivent continuellement se (re)questionner quant à leur fonction dans la chaîne de transmission entre le politique et le-la citoyen-ne.

**« On entend dire que le centre social, c'est pour les cas sociaux ! C'est n'importe quoi ! Heureusement qu'on a le centre social ! C'est une structure de proximité très importante qui permet les rencontres, qui monte des activités »**

— Huguette —

Pour les personnes ayant participé aux rencontres, les centres sociaux sont des lieux

précieux pour la vie sociale des quartiers populaires qu'il faut préserver et utiliser davantage pour bâtir l'avenir. Les centres sociaux représentent un pont entre les usager-ères et les décideur-ses. Ils sont ce repère pour connaître l'actualité des projets des un-es et des autres. Ils sont aussi « le poumon du quartier parce que ça permet de faire pas mal d'activités ». Ils offrent une zone de médiation car « ça permet de gérer pas mal de conflits entre les habitants du quartier » déclare Younès du quartier Saint-Roch à Cambrai. De même, Mounia, du quartier Champvallon à Bethoncourt est reconnaissante du travail entrepris par la structure pour favoriser l'intégration sociale et la réussite éducative : « Pour moi, le centre social, c'est un endroit vraiment... qui m'a aidée, m'a donné l'opportunité de couvrir beaucoup de choses, d'apprendre même la langue parce que je suis venue ici et je ne savais pas bien. On a eu les bases avec Mounira et ses collègues. Pour les enfants, il y a beaucoup de choses. L'aide aux devoirs c'est vraiment impeccable. Et aussi le mercredi, c'est la journée où il n'y a pas d'école mais pour nos enfants, il y a toujours un groupe pour apprendre. [...] Je veux vous remercier parce que je n'ai pas eu l'occa-

sion de le dire. C'est un endroit essentiel». Medhi déclare ouvertement tout le bien qu'il pense du Centre social l'Empreinte à Goussainville: «J'aime bien le tout! Tout le centre social et tous les travailleurs d'ici». Il revient sur son manque d'activités «durant le coronavirus. Le centre social nous a bien manqué. Plus d'activités, plus de sorties, plus de cours de français. Vraiment, quand le centre est ouvert, on a le moral».

**« Je suis passée pendant deux ans environ devant le centre social mais je ne rentrais jamais pour voir les activités. Et puis j'ai eu un point de contact avec quelqu'un qui y va et puis voilà, après, c'est parti, on y va tout le temps » – Marion –**

Huguette est exaspérée du «jugement négatif» qui s'abat injustement sur le quartier Ronceray-Glonnières-Vauguyon du Mans et, indirectement, sur le Centre social des Quartiers Sud: «On nous prend pour quoi? Le quartier n'est pas pire qu'ailleurs. On entend dire que le centre social, c'est pour les cas sociaux! C'est n'importe quoi! Heureusement qu'on a le centre social! C'est une structure de proximité très importante qui permet les rencontres, qui monte des activités et qui en plus, offre le café gentiment (rire)». Elle propose alors: «Il faudra déjà commencer par changer le nom de centre social pour que ce soit moins connoté «banlieue».

Il s'agit également de faire évoluer l'identification des habitant-es par les structures relais, pour qu'ils-elles soient davantage appréhendé-es non pas comme «des usagers lambda» mais comme des citoyen-nes en (permanente) construction. C'est le cas de Marion, habitante du quartier Vivier Maçon à Cugnaux qui raconte aux autres femmes présentes comment elle s'est fait enrôler progressivement pour devenir «une engagée» sur son quartier: «Au début, j'allais au CCAS juste pour faire les papiers, pour me faire accompagner dans les démarches.

Je suis passée pendant deux ans environ devant le centre social mais je ne rentrais jamais pour voir les activités. Et puis j'ai eu un point de contact avec quelqu'un qui y va et puis voilà, après, c'est parti, on y va tout le temps». De plus, pour Drifa, une habitante du quartier des Avignonnets à Saint-Claude, la reconnaissance de la capacité d'auto-organisation des habitant-es passe par le soutien apporté aux projets associatifs: «J'espère qu'on aura un local, parce que je suis en train de monter une association pour nous les femmes du quartier et les femmes de Chabot (autre quartier de la ville). J'espère qu'on aura un local. Au moins pour cet hiver, histoire de se retrouver, pour faire de la cuisine entre nous, pour faire des soirées, pour faire des sorties... mais qu'entres femmes. Sans les hommes! On les voit déjà assez comme ça à la maison».

L'auto-organisation sous forme d'association ne pourra être la solution à terme: c'est un moyen parmi d'autres qui, selon une poignée de personnes rencontrées, doit avoir pour seule vocation de réunir la diversité des habitant-es pour qu'ils-elles deviennent «la force des quartiers<sup>57</sup>».



# Conclusion

Durant l'année 2020, les deux-cent-cinquante habitant·es mobilisé·es par les vingt-deux centres sociaux ont formulé un message qui pourrait se résumer ainsi : « La crise sanitaire est une opportunité pour être pleinement et durablement requalifié·es en citoyens ». Car, après des années de démolition-reconstruction des quartiers ayant engendré des inconforts dans la vie quotidienne (du fait de la présence de chantiers longs) et parfois des traumatismes (du fait des relogements brutaux), ils-elles aspirent à s'ancrer dans les territoires en étant reconnu·es pour ce qu'ils-elles sont : des citoyens français de milieu populaire dont la parole compte autant que celles d'habitant·es vivant dans d'autres secteurs géographiques.

Les semaines d'assignation à résidence au printemps et automne 2020 ont mis en lumière la capacité des habitant·es à faire face aux difficultés quotidiennes en surmontant les peurs et en créant les conditions d'une vie en proximité respectueuse des besoins et envies de chacun·e. Ils-elles ont repensé leur avenir personnel et celui des quartiers en reprenant possession du temps, en se centrant sur l'essentiel et prenant conscience des changements à opérer notamment sur les règles d'une vie en société qui permette la cohabitation, la coexistence et plus largement la possibilité de bâtir une société plus unie et plus respectueuse des particularités de chacun·e. Autour des habitations, l'espace public est décrit comme un univers à la fois débordant de richesses à préserver tout autant qu'il est révélateur du niveau de pauvreté des populations qui le fréquente. Il est source de bonheurs et de plaisirs mais aussi de peurs et d'un sentiment d'injustice sociale. Il est vu comme un outil dont on fait usage quotidiennement et un bien précieux à ménager. Bref, il focalise l'attention des habitant·es car il est vital pour eux.

Ils-elles ont donc des pistes à proposer pour enclencher une transition vers de nouveaux modes de vie. D'abord, ils-elles invitent à changer « la grille de lecture » appliquée habituellement aux quartiers populaires et à leurs habitant·es : ces dernier·ères ne sont ni une menace, ni totalement la solution mais davantage une partie prenante composée d'une diversité de cultures, d'âges, d'origines ethniques qu'il faut mieux reconnaître et intégrer aux espaces de concertation et de décision. Ensuite, ils-elles proposent de construire des quartiers populaires guidés par les notions de care, de proximité et l'esprit de village (sans créer des enclaves), embellis et aménagés de telle sorte que chacun·e puisse se reconnecter au milieu naturel. Également, ils-elles proposent d'agir en priorité pour la jeunesse qui représente une part importante de la composition des quartiers en répondant aux besoins d'accueil des jeunes enfants, en réinventant les offres de service pour les adolescent·es et en proposant des programmes d'insertion professionnelle plus ambitieux et efficaces pour les jeunes adultes.

Pour réussir la transition vers de nouveaux modes de vie, les personnes rencontrées savent que sans une relation de confiance mutuelle (et non de suspicion permanente), cet horizon d'attentes ne pourra se dessiner. Pour commencer, ils-elles proposent d'interroger les responsabilités de toutes les parties prenantes pour comprendre comment la situation a pu se dégrader au fil des années. Ensuite, ils-elles veulent faire entendre davantage leur voix, pour mettre en avant leur expertise (d'usage) et les solutions qu'ils-elles ont à proposer pour améliorer les conditions de vie.

En somme, ils-elles appellent à retisser des liens nouveaux et à instaurer un dialogue apaisé et respectueux avec les décideur·ses, les autorités et les différentes formes de pouvoirs. Cette relation entre « nous » et « ils » permettra de bâtir un diagnostic fiable en répondant aux deux questions suivantes : d'où viennent les écarts de développement entre les quartiers populaires et d'autres territoires des unités urbaines ? Comment pouvons-nous, habitant·es et décideur·ses, réinventer, dès aujourd'hui, des méthodes de co-construction des réponses qui soient efficaces et durables ?



← Quartier des Larris, Fontenay-sous-Bois (94)



→ Quartier Hautepierre, Strasbourg (67) ©Camille Nehlig-Camneh

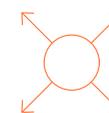


→ Quartier La Capelette, Marseille (13) ©Amélie Heroux  
→ Quartier des Trois cités, Poitiers (86) ©Marta Nascimento



## Pour aller plus loin...

# Une contribution croisée de la FCSF et de Question de ville



L'élaboration de ce cinquième rapport, visant à rendre compte du vécu des habitant-es des quartiers populaires à travers leurs paroles, a été bousculée par le contexte sanitaire exceptionnel auquel nous sommes confrontés depuis le début de l'année 2020.

Au-delà des impacts évidents en matière de santé et du constat que ces habitant-es présentent déjà des vulnérabilités plus importantes qu'ailleurs, de nombreuses analyses<sup>58</sup>, dès le mois d'avril 2020, ont mis l'accent sur la fonction de révélateur et d'aggravation des inégalités inhérentes à cette crise: accès aux services, dépendance alimentaire, continuité éducative, conditions de logement, accès et usages du numérique...

Pour autant, d'autres enjeux sont passés plus inaperçus et continuent d'ailleurs de l'être.

Les paroles des habitant-es des quartiers populaires, recueillies dans le cadre de ce rapport, sur la crise sanitaire révèlent, une fois de plus, un paradoxe :

» ils-elles ont été bousculés-es dans leur quotidien, comme tout un chacun,

» dans le même temps, les conditions de vie qui sont les leurs, le cadre de vie dans lequel ils-elles évoluent, la prise en compte de leurs vécus ou plutôt leurs non-prise en compte, font qu'ils-elles témoignent d'une réalité plus difficile, de tensions, d'incompréhension.

Prendre en compte leurs paroles et leurs « coups de gueule », c'est considérer qu'au-delà de la crise sanitaire, économique et sociale, ce qu'ils-elles expriment c'est une crise démocratique.

Les pouvoirs publics, État comme collectivités, ont indéniablement mis en œuvre des moyens pour faire face à la situation et éviter l'aggravation des situations de pauvreté, de précarité. Mais visiblement, cela n'a pas été suffisant, car au-delà des moyens alloués, ce qui est en question c'est la place qui est faite aux plus fragiles. Dans le cas présent, les habitant-es des quartiers populaires nous font entendre leurs difficultés et surtout l'absence de reconnaissance de celles-ci. L'action publique, pour avoir un réel effet, doit pouvoir être entendue et entendable, mais aussi comprise par celles et ceux auquel-les elle s'adresse.

Les propos recueillis font état, à la fois,

d'un sentiment d'abandon et d'incompréhensions par rapport aux mesures prises et aux actes. Une fois, de plus ou de trop, ils-elles ont l'impression que les moyens déployés visaient plus à les surveiller qu'à les protéger.

Ce qui s'est joué durant le premier confinement, c'est avant tout l'émergence de nouveaux liens sociaux, de solidarité spontanée dans la proximité au moment où les fractures spatiales entre villes et campagnes, villes et quartiers populaires, se sont renforcées encore plus rapidement. C'est aussi à ce moment que les initiatives multiples, formelles, informelles, collectives ou individuelles, institutionnelles ou citoyennes, ont vu le jour de manière réactive. Cette fulgurance témoigne une fois encore de l'importance du lien direct dans la proximité.

C'est probablement cette relation nouvelle basée sur la confiance qu'il faut, à présent, capitaliser et réinvestir dans la perspective d'une meilleure qualité de vie sociale au quotidien au lendemain de la crise. C'est d'autant plus important que la confiance est un « bien » fragile et éphémère, qui demande à être entretenu régulièrement.

Ne ratons pas ce cap... au risque d'aller vers un monde de demain encore plus sombre que celui d'avant. Un sens pratique pour ne pas dire un sens du devoir (celui de l'engagement) s'est imposé en s'adaptant ou quelquefois en contournant les règles... une forme de désobéissance civique créatrice de liens.

Plus que jamais la situation actuelle et les impacts à long terme – qui risquent d'être particulièrement dévastateurs, pour les plus vulnérables d'entre nous, notamment les jeunes – nous invitent à réinventer les modes d'agir. La Fédération des centres sociaux de France<sup>59</sup> comme le Réseau des centres de ressources politique de la ville<sup>60</sup> ont un rôle particulier à jouer dans cette perspective compte tenu de leurs missions respectives et dans le contexte particulier qui s'ouvre à nous.

L'évaluation des contrats de ville et la réflexion sur la prochaine contractualisation

au titre de la politique de la ville (à la faveur de la fin des contrats de ville), nous paraissent être un moment opportun pour :

➤ Réduire les inégalités et tendre vers le droit commun. Plusieurs thématiques sont ainsi abordées dans ce rapport : logement, cadre de vie, éducation scolaire, sécurité, pauvreté, numérique, sur lesquelles les habitant-es formulent de vraies attentes. Leur souhait, comme le rappelle le titre de ce rapport : vivre comme tout le monde, avec les mêmes droits, les mêmes services et opportunités dans leur environnement. À ce titre, les conclusions de la mission parlementaire sur l'équité territoriale, retiendront particulièrement notre attention.

➤ Reconnaître la singularité du vécu en quartier populaire. C'est un véritable défi pour garantir le maintien d'une politique publique adaptée aux réalités vécues. Pour autant, il est nécessaire de repenser la manière dont sont conçues cette politique comme plus largement les politiques d'aménagement du territoire. Aujourd'hui, la politique de la ville s'attache davantage à réparer les fruits de l'histoire qu'à agir sur les causes. Il est nécessaire de questionner les processus ségrégatifs qui depuis des années ne permettent pas de penser (panser) le rôle et la place de ceux et celles qui y habitent. Plus que jamais il est nécessaire que ces politiques publiques soient co-construites avec les premiers concernés.

➤ Prendre en compte cette envie d'agir qui est prégnante dans les témoignages des habitant-es qui ont contribué au rapport. C'est un socle précieux pour l'action publique. Ainsi, il nous paraît nécessaire de favoriser, de soutenir et de renforcer toutes les démarches participatives qu'elles s'expriment par les conseils citoyens, les collectifs d'habitant-es ou les tables de quartiers. L'évaluation des contrats de ville doit permettre de prendre le temps de faire un bilan des initiatives citoyennes pour ensuite les revisiter, les revaloriser et leur redonner de la force. Avec, comme ambition de situer les habitant-es comme acteur-rices de ces démarches dans des espaces qui doivent pouvoir peser réellement sur les politiques

publiques locales et non seulement de façon symbolique ou à la marge. Nos deux réseaux ont développé une expertise sur ces sujets et nous sommes à ce titre, prêts à contribuer à cette réflexion. Ces démarches participatives renouvelées sur les territoires permettront de dépasser le ressenti individuel pour permettre aux habitant-es d'aller vers de l'action collective.

➤ À ce titre, il est urgent de penser la place faite aux jeunes. Déjà, dans le 2<sup>e</sup> rapport paru en 2014 « Ils ne savent pas ce qu'on pense », consacré à la parole des jeunes, il était demandé d' « aller à leur rencontre, de multiplier les espaces de débat et les occasions de coopérer ». Nous renouvelons ici ce vœu. Nous défendons la mise en place d'une politique jeunesse permettant de valoriser l'engagement des jeunes sous des formes multiples, de réélément partir de l'écoute du vécu et de l'expression des jeunes dans leur diversité, de leur donner la possibilité d'interpeller les adultes et répondre aux problématiques multiples qu'ils soulèvent une fois de plus dans ce rapport (accès à un logement, un emploi, question des discriminations, etc.).

➤ Réduire la fracture entre les institutions et les habitant-es. La dichotomie entre le « ils » et le « nous » est pointée à de multiples reprises dans le rapport. Les structures ancrées dans les territoires (dont les centres sociaux mais pas que), les acteurs-rices favorisant l'émergence d'espaces de travail et de réflexion en commun (dont les centres de ressources notamment), peuvent constituer des leviers, des points d'appui pour permettre cette rencontre, avec une posture de passeurs, de maîtres, d'accompagnateurs, en aucun cas de porte-parole ou de tiers.

➤ Favoriser les coopérations dans les territoires. Qu'elles soient inter-associatives<sup>61</sup> ou plus globales (acteurs institutionnels, associatifs et habitant-es), à l'image de ce qui est expérimenté dans le cadre de l'Animation territoriale citoyenne<sup>62</sup>, des coopérations locales animées sont un levier essentiel pour la définition, l'animation et l'évaluation de démarches de cohésion sociale et de trans-

formation des territoires, qui associent les habitant-es et misent sur la synergie et la complémentarité des rôles des différents acteur-rices en présence.

➤ Donner des moyens financiers inscrits dans le temps aux associations du territoire, en particulier pour celles qui interviennent en proximité. Cela permettra de bâtir des réponses adaptées aux réalités locales, co-construites avec tous-tes les acteurs-rices (y compris habitant-es) et réfléchies en complémentarité les unes avec les autres.

C'est une véritable (r)évolution de l'action publique à laquelle nous invitons qui permettra de soutenir le triptyque suivant : faire confiance aux acteurs-rices en proximité, soutenir les coopérations, travailler à un projet de territoire commun co-construit avec les habitant-es.

Les habitant-es des quartiers sont citoyen-nes à part entière. Ils-elles contribuent à la richesse et la créativité de notre société, et méritent le respect et la considération qui sont dus à tout citoyen-ne, même vivant dans une situation de précarité.

Ce à quoi nous invitent, ou nous contraignent (selon la vision que nous en avons), les habitant-es c'est à penser du « commun », à prendre réellement en compte leurs situations, leurs paroles et leurs capacités d'agir et à leur faire place en agissant sur leur cadre de vie, leurs conditions de vie, mais aussi en transformant le regard que nous portons sur eux-elles.

# Bibliographie



- A** **Hannah Arendt**,  
*La crise de la culture*, 1972.
- Cyprien Avenel**,  
« La construction du « problème des banlieues » entre ségrégation et stigmatisation », *Journal français de psychiatrie*, vol. 34, n° 3, 2009, pp. 36-44.
- B** **Jacques Barou**,  
« De la difficulté d'élever ses enfants dans un quartier sensible. Lutter contre l'impuissance », *Informations sociales*, vol. 141, n° 5, 2007, pp. 52-64.
- Cris Beauchemin**,  
Christelle HAMEL et Patrick SIMON (dir.), *Trajectoires et origines. Enquête sur la diversité des populations en France*, INED Éditions, 2008.
- Joëlle Bordet**,  
« Penser les peurs avec les habitants des quartiers populaires urbains », *Nouvelle revue de psychosociologie*, 2017/2 (N° 24), p. 187-203.
- C** **Jean-Claude Chamboredon, Madeleine Lemaire**,  
« Proximité spatiale et distances sociale. Les grands ensembles et leur peuplement », *Revue française de sociologie*, xi, 1970.
- D** **Jeanne Demoulin et Collectif Pop-Part**,  
« Expériences du confinement de jeunes de quartiers populaires franciliens », in *union-habitat.org*, 2021.
- Christophe Dejours**,  
*Souffrance en France. La banalisation de l'injustice sociale*, Seuil, 1998.
- Guy Di Meo**,  
« Épistémologie des approches géographiques et socio-anthropologiques du quartier urbain », *Annales de géographie*, n° 577, 1994, pp. 255-275.

- E** **Renaud Epstein, Thomas Kirszbaum**,  
» « Épidémie virale et panique morale : les quartiers populaires au temps du Covid-19 », *aoc média*, 14 avril 2020.
- » « Ces quartiers dont on préfère ne plus parler. Les métamorphoses de la politique de la ville (1977-2018) », in *Parlement[s]*, n° 30, 2020, p. 25-60.
- F** **Luis Fernandez**,  
« Acteurs et territoires "psychotropiques" : ethnographie des drogues dans une périphérie urbaine », *Déviance et société* 26.4, 2002.
- G** **Brigitte Girard-Hainz**,  
*Rêves de ville. Récits d'une vie associative de quartier*, L'Harmattan, 2006.
- Christophe Guilluy**,  
» *Le temps des gens ordinaires*, Flammarion, 2020.
- » *La France périphérique. Comment on a sacrifié les classes populaires*, Flammarion, 2014.
- H** **Marc Hatzfeld**,  
*La culture des cités. Une énergie positive*, Autrement, 2006.
- Axel Honneth**,  
*La lutte pour la reconnaissance*, Gallimard, 2013.
- K** **Vincent Kaufmann**,  
*Les paradoxes de la mobilité, bouger, s'enraciner*, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2008.
- Michel Kokoreff**,  
*La force des quartiers*, éditions Payot, 2003.
- L** **Didier Lapeyronnie**,  
*Ghetto urbain. Ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd'hui*, Robert Laffont, 2008.

- L** **Henri Lefebvre**,  
« Le droit à la ville », in *L'Homme et la société*, N° 6, 1967, pp. 29-35.
- David Lepoutre**,  
*Cœur de banlieue. Codes, rites et langages*, Éditions Odile Jacob, 1997.
- M** **Éric Marliere**,  
*La France nous a lâchés ! Le sentiment d'injustice chez les jeunes de cité*, Paris, Fayard, 2008.
- S** **Livio Sansong**,  
*Blackness Without Ethnicity. Constructing Race in Brazil*, Macmillan, 2003.
- Jean-Paul Sartre**,  
*Saint Genet, comédien et martyr*, Galimard, 1952.
- Olivier Schwartz**,  
« Peut-on parler des classes populaires ? », *La Vie des idées* [en ligne], 2011.
- Richard Sennett**,  
*Respect. De la dignité de l'homme dans un monde d'inégalité*, Albin Michel, 2003.
- Yasmine Siblot, Marie Cartier, Isabelle Coutant, Olivier Masclet et Nicolas Renahy**,  
*Sociologie des classes populaires contemporaines*, Armand Colin, 2015.
- I** **Julien Talpin, Hélène, Balazard, Marion Carrel, Samir Hadj Belgacem, Sümbül Kaya, Anaïk Purenne et Guillaume Roux**,  
*L'épreuve de la discrimination. Enquête dans les quartiers populaires*, PUF, 2021.
- V** **Agnès Villechaise-Dupont**,  
*Amère banlieue. Les gens des grands ensembles*, Grasset, 2000.



Études, rapports  
et articles de presse :

- Articles publiés dans le journal Le Monde :**
- » [https://www.lemonde.fr/societe/article/2020/08/10/les-rodeos-urbains-un-defi-pour-les-autorites\\_6048558\\_3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2020/08/10/les-rodeos-urbains-un-defi-pour-les-autorites_6048558_3224.html)
- » [https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2020/06/19/confinement-quatre-graphiques-qui-montrent-que-les-plus-pauvres-ont-le-plus-souffert\\_6043505\\_4355770.html](https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2020/06/19/confinement-quatre-graphiques-qui-montrent-que-les-plus-pauvres-ont-le-plus-souffert_6043505_4355770.html)
- » « France, portrait social », INSEE, 2020.
- » « Les conditions de vie pendant le confinement : des écarts selon le niveau de vie et la catégorie socioprofessionnelle », INSEE, 2020.
- » « Les inégalités face au risque de détresse psychologique pendant le confinement », *Institut de recherche et documentation en économie de la santé*, n° 249 - Juin 2020.
- » Rapport de la commission d'enquête, « Mesurer et prévenir les effets de la crise du covid-19 sur les enfants et la jeunesse » présenté le mercredi 16 décembre 2020 à l'Assemblée Nationale.
- » Rapport François Grosdidier numéro 997 déposé à l'Assemblée nationale en 2003.
- » Rapport 2015 à 2021 de l'Observatoire national de la politique de la ville (ONPV).
- » « Vieillesse de la population : un processus qui touche aussi les quartiers prioritaires de la politique de la ville », *En bref*, CGET-ONPV, #44, octobre 2017.

# Petit portrait des quartiers ayant participé au rapport



## Quartier Centre-Ville, Canet Arnavaux, Jean Jaurès

Centre social du Grand Canet

La zone de vie sociale du centre social se situe au sud-ouest du 14<sup>e</sup> arrondissement de Marseille. Elle touche près de 11000 personnes (soit 17% de l'arrondissement) et comprend 4650 logements, dont 4229 résidences principales, 160 résidences secondaires ou occasionnelles et 260 logements vacants. Parmi les résidences principales recensées en 2016, 84% ont été construites avant les années 1990 et, parmi elles, 18% avant 1946. Le quartier est marqué par une configuration urbaine avec des sous-secteurs en fonction de ruptures physiques, sociales et urbaines.

des équipes éducatives hyper-impliquées et engagées au niveau des quatre groupes scolaires (maternelle et élémentaire) et du collège.

Élément de fierté: une gazette trimestrielle a été créée par le centre social depuis janvier 2021. Elle crée du lien entre les écoles, les familles, les jeunes et les associations locales.

Côté transports, trois lignes de bus desservent le quartier, un accès direct à l'autoroute existe, même si des problèmes subsistent (horaires et éloignement de stations, engorgement des routes par des poids lourds...). Les services publics sont présents: écoles, centres d'animations, plateforme de services publics... tout comme les commerces. Néanmoins, la zone de vie du centre social voit son tissu associatif en net recul, avec un manque d'équipements sportifs et de loisirs. Depuis le changement de municipalité, l'ensemble des écoles fait peau neuve.

Du point de vue social, la précarisation des situations renforce l'isolement des personnes, avec peu de prise pour les solidarités. Le manque d'équipements sportifs et de loisirs marque un écart entre les habitant-es de ce secteur et ceux-celles d'autres quartiers de la ville qui peuvent accéder aux loisirs, aux sports et à la culture.

Mais le territoire peut aussi compter sur



## Quartier Bon Secours, Les Rosiers, Marine Bleue Grand Saint Barthélémy, Saint Jérôme

Centre social Saint-Gabriel

Le centre social est situé dans le 14<sup>e</sup> arrondissement de Marseille.

D'un point de vue urbain, le quartier est composé de grands ensembles et d'habitat diffus avec des villas et de petits immeubles. La population qui y vit est plutôt jeune et présente plusieurs facteurs de fragilité sociale et économique: taux de chômage de 28,9% et de 52% parmi les moins de 24 ans, proportion importante de familles monoparentales.

Peu d'associations agissent dans le quartier, fragilisant son dynamisme, et les événements d'animation qu'organisait le centre social ont dû être annulés à cause du Covid. Malgré cela, des habitant-es se mobilisent pour la vie de leur territoire, notamment dans le cadre d'une Table de quartier et ont obtenu la création d'un jardin partagé qui sera accessible à la fin de l'année 2021.

### QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- Population du QPV (Quartier en Politique de la Ville): 24 803 habitant-es
- Population de la ville: 855 393 habitant-es
  - Moins de 14 ans: 25%
  - Moins de 25 ans: 45,3%
  - Plus de 75 ans: 8%
- Familles monoparentales 34%
- Familles ayant 4 enfants ou plus: 8%
  - Taux de pauvreté: 55,2%
- Population étrangère: 19%
- Revenu médian: 540 euros par mois
- Taux d'emploi des 15-64 ans: 30,3%

### QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- Population du QPV: 97 048 habitant-es
- Population de la ville: 85 393 habitant-es
  - Moins de 25 ans: 35,9%
  - Population étrangère: 15%
- Habitant-es ayant emménagé depuis moins de 5 ans dans le quartier: 41%
  - Couples avec enfants: 20,4%
  - Personnes seules: 35,6%
  - Familles monoparentales: 26,4%
  - Taux de pauvreté: 49%
- 15-64 ans n'étant ni en emploi ni en formation: 34%
- Revenu fiscal médian: 670 euros par mois.



## Quartier du Vernet

📍 Centre social le L.o.c.c.a.l

Le Centre social Caf «le L.o.c.c.a.l» est implanté sur le quartier prioritaire politique de la ville du Vernet à Saint-Amand-Montrond dans le département du Cher.

Ce quartier est constitué en grande partie de logements sociaux, construits dans les années 1970. C'est un quartier à échelle humaine, avec de la verdure, et des logements collectifs de taille raisonnable (4 étages). Mais, derrière ce côté calme et serein se cache un fort isolement des personnes, et une difficulté à créer du lien entre habitant-es.

Les typologies démographiques dominantes sont les personnes âgées de plus de 60 ans (30,33%), les jeunes de 15 à 29 ans (22,16%), et la population féminine (53,8%).

Le quartier est marqué par une forte paupérisation de sa population. Plus de la moitié est bénéficiaire de la CMU-C (50,8%), et un-e allocataire de la Caf sur quatre dépend à 100% des prestations sociales. Les catégories socioprofessionnelles dominantes sont: les ouvrier-ères, employé-es, retraité-es et les personnes sans activité professionnelle.

Un ménage sur trois vivant dans le quartier du Vernet est composé d'une personne seule, et la moitié des familles monoparentales de la ville y habite.

Le quartier du Vernet est plutôt bien servi en termes de services (crèches, écoles, ALSH, centre social, FJT...), un peu moins en termes de commerces, avec le déplacement récent de la pharmacie dans un autre quartier de la ville. Il est néanmoins possible de trouver de quoi faire ses

courses à proximité.

Ce quartier n'a que très peu évolué depuis sa création, quelques immeubles ont été abattus, d'autres remis en état, et une barre HLM devrait bientôt tomber. La vacance est importante dans les logements collectifs, et les logements ne sont plus adaptés (grands logements) à la demande.

La vie associative est peu présente dans le quartier, et ce sont surtout les structures professionnelles qui le font vivre par le biais d'un partenariat développé aux services de projets construits avec les habitant-es. L'un de ces projets, les quartiers d'été, rassemble les habitant-es du quartier et d'ailleurs autour d'animations durant tout l'été. Cette action valorise le quartier en en faisant un des lieux d'animation de la ville. Co-construite avec les habitant-es, elle est reconnue par les élu-es et les institutions et bénéficie d'un fort soutien.

### QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Population du QPV: 1578 habitant-es.
- » Population de la ville: 10238 habitant-es
  - » Moins de 25 ans: 30,4%
  - » Taux de pauvreté: 41,1%
- » Revenu fiscal médian: 880 euros par mois
- » Taux d'emploi des 15-64 ans: 46,7%



## Quartier Champvallon

📍 Association Centre social La Lizaine

Bethoncourt est une commune de 5984 habitant-es au sein de l'agglomération du Pays de Montbéliard, dans le Doubs. Elle comprend deux entités distinctes: la ville basse, à l'habitat ancien, et le plateau sur lequel est situé le quartier Champvallon, zone d'habitat collectif ou semi-collectif à caractère social. Le quartier, créé en 1957, a accueilli les nombreux-ses ouvrier-ères employé-es par Peugeot, avec une population immigrée importante. Il compte aujourd'hui 2907 personnes.

Classé en géographie prioritaire de la politique de la ville, le quartier a vécu depuis 1989 plusieurs opérations de démolition, reconstruction et rénovation. Le programme de rénovation urbaine entre 2006 et 2014 a permis de renouveler l'urbanisme avec un habitat aujourd'hui diversifié (dont 68% en logement social). Champvallon dispose d'une présence de nombreux services publics, et d'une vie associative (sportive notamment) importante.

Globalement, le territoire reste marqué par des questions sociales fortes: chômage, mobilité, inégalités territoriales, logement. Ainsi, au-delà de la barrière naturelle entre le quartier et la ville basse (rivière la Lizaine, plateau), le quartier se trouve éloigné des dynamiques de la ville et de l'agglomération.

Les habitant-es de Champvallon souffrent de la barrière physique et psychologique entre le quartier et la basse ville, déplorent le manque d'accessibilité de l'hôpital, mais aussi de l'image négative persistante malgré les transformations de Champvallon. La question des incivilités (tags, quads,

squats, manque de propreté) est également prégnante, tout comme celle des jeunes: manque d'activités, manque de respect... Mais ils-elles soulignent aussi la richesse de la diversité culturelle et d'origine des familles, la présence de transports en commun, la proximité de la ville et d'espaces naturels, tout comme, globalement, un sentiment de tranquillité dans le quartier.

Alors que le dernier évènement festif a eu lieu en 2019 (un repas de rue autour d'une résidence artistique en lien avec le centre social), et que le Covid a ralenti la vie des habitant-es comme du territoire, aujourd'hui un groupe d'habitant-es est prêt à s'investir dans une prochaine animation globale.

### QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Population du QPV: 2907 habitant-es
- » Population de la ville: 5984 habitant-es
  - » Moins de 25 ans: 39,6%
  - » Population étrangère: 16,3%
- » Couples avec enfants 48,4% - 42,9%,
- » Familles monoparentales: 10,6%
  - » Taux de pauvreté: 28,8%
  - » Revenu fiscal médian: 880 euros par mois.
- » Taux de chômage des 15-64 ans: 24,5%



## Quartier Vivier Maçon

📍 Centre social Espace Mosaïque

Cugnoux est une ville de 18000 habitant-es de la métropole toulousaine, dont 1100 vivent dans le quartier du Vivier en zone politique de la ville. C'est un ancien lac (un vivier) qui a donné son nom au quartier. Situé à l'entrée de la cité, il a profité d'un aménagement paysager avec une fontaine pour l'oxygéner. Des espaces verts apportent au quartier un cadre apprécié des habitant-es. Grâce à des réhabilitations, l'architecture combine des barres de quatre ou cinq niveaux et des tours de huit, le tout en toiture terrasse.

Le quartier bénéficie de nombreux atouts grâce à des équipements et des services situés à proximité : city stade, skate parc, multi accueil regroupant crèche et halte-garderie, quelques commerces de proximité (boulangerie, pharmacie, boucherie/épicerie, coiffeur), des associations (CSF, CLCV). Depuis 2015, la création d'un conseil citoyen favorise des actions de démocratie de proximité. L'Espace Mosaïque (centre social) est situé en bas d'immeuble, au cœur d'une zone piétonnière. Le centre social bénéficie d'une visibilité et d'une facilité d'accès pour les habitant-es. Il favorise le maillage des partenaires associatifs et institutionnels (écoles maternelle et primaire...).

Les habitant-es du quartier aimeraient que leur territoire ne soit plus stigmatisé « sensible » et qu'il soit pleinement intégré à la ville, même si eux et elles-mêmes finalement utilisent peu les équipements de la ville hors du quartier.

Les solidarités vivent pleinement dans le Vivier, le confinement l'a rappelé. Impliqué-es (fête « Le vivier en fête », avec son grand repas partagé entre habitant-es,

bailleur social, associations, et salarié-es du centre social), et parfois à l'initiative (vide grenier créé en 2016 au bénéfice d'un départ en week-end de familles qui perdure), les habitant-es sont acteur-rices de l'animation de leur quartier, pour lequel ils et elles expriment attachement et sens de la convivialité.

### QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- Population du QPV : 1059 habitant-es.
- Population de la ville : 16638 habitant-es
  - Moins de 14 ans : 29,6%
  - Moins de 25 ans : 37,8%
  - Plus de 75 ans : 6,7%
- Population étrangère : 20,5%
- Familles de plus de 5 personnes : 12,7%
  - Familles monoparentales : 11%
- Revenu médian : 920 euros par mois
- Taux d'emploi des 15-64 ans : 58,1%
- Logements sociaux : 78,3%



## Quartier des Avignonnets

📍 Centre social Espace Mosaïque

Située dans le Jura, la ville de Saint-Claude compte 9200 habitant-es et a deux quartiers prioritaires : Chabot-Miroir et les Avignonnets. De tradition industrielle, la ville est fortement marquée par ce passé comme en témoignent nombre de friches industrielles y compris et surtout en centre-ville. La population se caractérise par un ancrage fort dans le territoire (plus de 84 % des habitant-es sont sanclaudien-es depuis plus de cinq ans), et par une proportion importante de population étrangère (18,6%), le double du niveau national et 38 % aux Avignonnets), témoin de la vitalité industrielle et d'une longue histoire locale de migration socio-économique couplée à une tradition solidaire et humaniste. Mais durant les dix dernières années, la ville a subi une migration des habitant-es, la faisant passer sous la barre symbolique des 10 000.

– Le quartier des Avignonnets est un quartier particulièrement jeune, avec de très nombreuses familles, et sa population, contrairement à celle de la commune, a tendance à s'accroître : en 2006, il y avait 1141 habitant-es et en 2015, on recensait 1322 habitant-es. L'école des Avignonnets est d'ailleurs celle qui résiste le mieux à l'érosion des effectifs scolaires. Autres éléments importants sur le quartier des Avignonnets : des faits d'incivilités accrus sont constatés depuis 2018 (caillassage de véhicules de gendarmerie, intrusion dans des locaux publics). Ces phénomènes font partie des éléments qui ont motivé la constitution d'une cellule de veille du CLSPD.

– Le quartier Chabot-Miroir a une population en déclin, surtout sur le quartier Chabot, et c'est un quartier marqué par une population plus âgée (+ de 30 % de 60 ans et plus). La population a baissé (-6,8 % depuis 2006), mais cette baisse reste moins marquée jusqu'en 2015 que celle constatée sur l'ensemble de la commune.

L'activité économique de la ville a été fortement impactée par la baisse du nombre d'habitant-es ainsi que l'offre de services à la population. D'ailleurs, la fermeture de services hospitaliers (maternité, chirurgie conventionnelle, pédiatrie) a mobilisé les citoyen-nes, y compris des quartiers prioritaires, et reste une décision mal comprise, entretenant l'impression d'isolement, malgré la réorganisation progressive d'une offre de soins et consultations. Cette fermeture a été suivie du départ en retraite de médecins généralistes qui recevaient de nombreux-ses patient-es des quartiers prioritaires, ce qui complexifie de façon tangible leur accès aux soins, notamment pour les nombreuses familles des Avignonnets. La mobilité est d'ailleurs une question saillante notamment aux Avignonnets où un-e habitant-e sur trois n'a pas de voiture, contre un-e sur quatre à Saint-Claude, ce qui est déjà le taux parmi les plus bas du Jura. Un travail sur les connexions douces et agréables (vélo, piéton) entre les quartiers et le centre-ville est en cours, ce qui permettra d'atténuer l'impression d'éloignement. Si le contexte économique est plutôt favorable depuis 2018, dans la région Bourgogne-Franche-Comté et dans le ...



## Quartier Saint-Roch

📍 Centre social Saint-Roch

Le quartier Saint-Roch où vivent 50 000 habitant-es, se situe à Cambrai, ville de 32 000 habitant-es. Le quartier, se définit comme un «petit village de verdure» construit au cœur de la forêt, bordé par un canal. L'habitat est mixte, avec des tours de 6 étages en logement social, accolées à des allées de quartiers avec des maisons. Une opération de rénovation urbaine des logements du bailleur il y a quelque temps a rendu le quartier plus agréable.

Desservi par un bus, situé à environ 15 minutes de la gare et 20 minutes à pied du centre-ville, le quartier n'est pas isolé, mais la mobilité hors quartier des habitant-es y est néanmoins faible. Le centre social développe d'ailleurs un programme autour de la mobilité électrique pour faciliter les trajets. Des commerces de proximité sont présents, avec des entreprises diversifiées, malgré la fermeture de plusieurs d'entre elles. Écoles maternelles et primaires, université constituent les principaux services publics.

Situé en géographie prioritaire de la politique de la ville, avec une diversité de population, et une présence forte de familles monoparentales et de personnes âgées fragilisées par leur isolement, le quartier reste néanmoins vivant et apaisé, où la solidarité s'exprime fortement. La vie associative est active, notamment autour du sport, et le centre social agit avec de nombreux partenaires dans le territoire.

Saint-Roch a vécu un beau moment de fierté et de solidarité durant le confinement, avec la création d'une «chorale

magique» par une bénévole du centre social. Dans le cadre d'un projet d'initiative citoyenne, plusieurs personnes du quartier se sont réunies, ont travaillé avec une professionnelle, puis ont chanté devant les maisons et fenêtres des personnes isolées du quartier. L'initiative ponctuelle perdure. Un jardin collectif, après un gros travail d'aménagement par des habitant-es du territoire, est bientôt prêt à ouvrir pour les enfants de l'école et les familles.

... Jura, avec un chômage en baisse générale, Saint-Claude n'en bénéficie qu'à la marge, et les quartiers quasiment pas. Dans ce contexte, le Centre social municipal Espace Mosaïque offre un service de proximité permettant l'accueil, l'orientation et des activités en partenariat avec des professionnel·les et des habitant-es dans l'objectif d'être présent au quotidien, de créer du lien social et de permettre à tous d'être acteur·rice. Guidé par des valeurs de solidarité, de démocratie et de respect, l'Espace Mosaïque propose une ouverture culturelle et sportive, l'accompagnement à la parentalité, la création et la mise en place de projets par et avec les habitant-es des quartiers prioritaires de la ville de Saint-Claude.

### QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Population du QPV: 1322 habitant-es  
Population de la ville: 10 146 habitant-es
  - » Moins de 25 ans: 45%
  - » Population étrangère: 38,3%
  - » Taux de pauvreté: 43,7%
- » Taux d'emploi des 15-64 ans: 34,7%
- » Revenu fiscal médian: 850 euros par mois

### QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Population du QPV: 1257 habitant-es.  
Population de la ville: 32 852 habitant-es
  - » Moins de 25 ans: 30,3% du quartier
    - » Taux de pauvreté: 44,1%
- » Revenu fiscal médian: 970 euros par mois.



## Quartier Île-Jeanty, Jeu de Mail, Carré de la Vieille, Soubise et Basse-ville

📍 Maisons de quartier de l'Aduges

Les Maisons de quartier de l'Aduges (Association dunkerquoise de gestion des équipements sociaux) du Jeu de Mail, de l'Île-Jeanty, du Carré de la Vieille, de Soubise et de la Basse-ville sont situées sur les îlots de vie du territoire Dunkerque-centre qui compte 18339 habitant-es, ce qui représente 21% de la population dunkerquoise. Selon les données de l'INSEE 2017, la population du quartier est plutôt féminine, et compte un grand nombre de ménages d'une personne (53%). 37% de la population a plus de 55 ans, et 4% moins de 24 ans. Un quart des actif-ves de 15 à 64 ans sont sans emploi (35% des actifs de 15 à 24 ans). Les familles monoparentales représentent 17% des ménages. Du point de vue de ses caractéristiques sociales, la population de ce territoire bénéficie majoritairement d'une prestation Caf (61%).

C'est un territoire dont plusieurs quartiers ont bénéficié d'opérations de rénovation urbaine ces quinze dernières années. Elles ont permis le désenclavement de certains quartiers et les grands immeubles ont laissé place à de plus petites résidences. La réhabilitation et la restructuration des logements existants ont amélioré l'offre et modifié radicalement la perception des quartiers tout en diversifiant les formes et offres de logements. 58% des habitant-es résident dans le parc public.

Le territoire de Dunkerque centre bénéficie d'une diversité partenariale et d'une dynamique de territoire notamment dans la co-construction d'activités multiples et de manifestations à l'échelle du territoire. Il jouit d'un réseau partenarial et d'un

maillage territorial des services de proximité. Il existe de nombreuses richesses (humaines, écologiques, culturelles et associatives).

Une manifestation annuelle «Dunkerque en couleurs» dans le cadre du projet «Nos Quartiers d'Été», co-construite et co-animée avec les habitant-es en partenariat Ville/Aduges mobilisent de nombreux-ses acteur-rices des territoire et est une vraie source de fierté localement.

### QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

#### Quartier Banc Vert, île Jeanty, carré de la vieille, jeu de mail

- » Population du QPV: 5 912 habitant-es
- Population de la ville: 89 882 habitant-es
- » Moins de 25 ans: 36,5% du quartier
  - » Population étrangère: 8,5%
  - » Taux de pauvreté: 40,9%
- » Revenu fiscal médian: 780 euros par mois.
- » Taux d'emploi des 15-64 ans: 40,3%

#### Quartier Soubise Basse ville

- » Population du QPV: 4 202 habitant-es
- Population de la ville: 89 882 habitant-es
- » Moins de 25 ans: 33,9% du quartier
  - » Population étrangère: 6,7%
  - » Taux de pauvreté: 37,1%
  - » Revenu fiscal médian: 990 euros par mois.
- » Taux d'emploi des 15-64 ans: 47%



## Quartier la Briqueterie

📍 Centre social de Marcq-en-Barœul

Le nom du quartier, la Briqueterie vient des deux fabriques qui y étaient implantées et dont la plus ancienne existait depuis 1867.

Le quartier de la Briqueterie est un espace enclavé dans la ville de Marcq-en-Barœul, marqué aussi bien par son aménagement urbain que par des problématiques en termes de chômage, de réussite éducative, de précarité, dont les indicateurs sont élevés par rapport à ceux de la ville. Le quartier de la Briqueterie est un quartier prioritaire depuis 2015. Il est le plus petit QPV de l'agglomération lilloise. Un tissu associatif sur le secteur permet de réaliser un accompagnement social et éducatif, pour créer des projets solidaires, constituer des événements avec les habitant-es et favoriser la mixité culturelle du quartier. Malgré un urbanisme «bétonisé», les habitant-es apprécient l'emplacement du quartier à proximité des commerces de la ville, des structures sportives, et des transports en commun (tramway 10 min à pied axe Tourcoing - Roubaix - Lille).

La petite superficie du quartier permet des échanges, une connaissance du voisinage, quelques familles sont présentes sur le quartier depuis trois générations. Cependant face au contexte Covid, des tensions sociales sont apparues et le quartier n'échappe pas aux tensions actuelles des quartiers prioritaires (rejet institutionnel, incivilités, confrontations avec les forces de l'ordre...). Les confinements et les couvre-feux successifs, la précarité, un isolement pour certain-es ont

renforcé cette notion d'enclavement pour les habitant-es. Le rapport au numérique et à l'informatisation des services publics ont développé une fracture auxquelles les partenaires sociaux, éducatifs et les services de la ville restent attentifs afin de répondre aux besoins de la population.

En 2021 le quartier de la Briqueterie doit connaître une réhabilitation avec un nouveau plan d'aménagement qui doit être construit sur dix ans. Pour certain-es habitant-es, c'est un moyen de construire un nouveau projet de vie, pour d'autres ce sont des incertitudes et des inquiétudes. Dans les deux cas, comme l'a annoncé la ville et le bailleur social Vilogia, les habitant-es seront accompagné-es afin de satisfaire au mieux les changements ou les transformations de vie des habitant-es.

### QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Population du QPV: 1 350 habitant-es
- » Population de la ville: 39 392 habitant-es
  - » Moins de 25 ans: 41,3%
  - » Population étrangère: 17,5%
  - » Taux d'emploi des 15-64 ans: 39,3%
- » Part des emplois précaires (CDD, intérim, stage...): 25%
  - » Taux de pauvreté: 46,4%
- » Revenu médian: 760 euros par mois



## Quartier Les Hauts de Creil

📍 Centre social Georges Brassens

144 Creil est une ville de 36 000 habitant-es située dans le sud de l'Oise et dans le sud de la région des Hauts-de-France. Elle fait partie de l'Agglomération Creilloise Sud Oise composée de 11 communes urbaines et péri-urbaines.

Topologiquement, Creil est composé d'une partie haute (les hauts de Creil) et d'une partie basse. Trois quartiers composent les hauts de Creil (Rouher, Cavées, Moulin). Ces trois quartiers sont classés en QPV depuis 2015. Précédemment, seul le quartier Rouher était inscrit Quartier prioritaire. Les hauts de Creil sont constitués essentiellement d'un habitat collectif avec deux bailleurs sociaux majoritaires (Oise Habitat et 1001 vies habitat) notamment présents sur le quartier Rouher. À l'image de la population globale de Creil, la population du quartier est jeune.

Le bas de la ville correspond à la partie la plus ancienne. Appelé souvent centre-ville, elle s'est fait voler son attractivité par les zones commerciales entourant de toute part la ville.

L'histoire de la ville est marquée par son passé industriel et par les fermetures successives d'entreprises, sidérurgiques et automobiles, qui ont été de véritables traumatismes sur l'agglomération creilloise et notamment sur le quartier Rouher.

Le Centre social Georges Brassens est situé sur le quartier Rouher. Les quartiers Rouher et Moulin sont inscrits dans un programme de rénovation urbaine. Le premier, depuis 2007, peine à voir les derniers travaux se concrétiser. Le second commence sa réhabilitation.

La ville est forte de sa diversité culturelle (plus de cent nationalités). La ville de Creil

dispose historiquement d'une vie associative dynamique et diversifiée : associations sportives, culturelles, sociale, santé... Plus de 300 associations sont répertoriées dont 200 actives régulièrement et la fête des associations est un véritable événement tous les ans. Un conseil creillois de la vie associative a été créé en 2019 pour débattre des actions à mettre en place pour faciliter le lien entre associations. La période de confinement a vu se créer de nouvelles associations, par des jeunes avec un caractère social et solidaire.

Les commerces affichent un dynamisme que beaucoup d'autres envient. Les commerçant-es sont parfaitement intégré-es dans la vie de leur quartier.

Creil est une ville attachante et beaucoup d'habitant-es se l'approprient pour y construire une vie dans un contexte multiculturel enrichissant. Si l'image de Creil n'est pas toujours à son avantage, ceux et celles qui la vivent au quotidien la décrivent dans ses désagréments et dans ses richesses pour y entendre finalement un fort attachement.

### QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- Population du QPV : 19 538 habitant-es
- Population de la ville : 34 262 habitant-es
  - Taux de pauvreté : 47,2 %
  - Moins de 25 ans : 43,5 %
  - Population étrangère : 27,5 %
  - Revenu médian : 750 euros par mois
  - Taux d'emploi des 15-64 ans : 40,3 %



## Quartier de la Tour du Renard

📍 Centre social Jacques Brel

La Ville d'Outreau compte 14 390 habitant-es. 2 088 logements sociaux sont répartis sur plusieurs quartiers dont 1 736 sont gérés par Pas-de-Calais Habitat (principal bailleur implanté sur les Zac). La part de logement social représente 42 % de l'habitat de la ville.

53,8 % des habitant-es sont bénéficiaires de l'APL. Le territoire est marqué par une population âgée (63 %), tandis que les jeunes représentent 23 % des habitant-es (moins de 20 ans).

La ville bénéficie de quelques infrastructures culturelles (une médiathèque, une salle de spectacle, un centre culturel et social) et sportives (stade de foot, une piste d'athlétisme, une salle de gymnastique, deux studios de danse, un mur d'escalade, un dojo, une aire d'évolution sportive et trois salles de sport).

Un conseil citoyen et trois collectifs d'habitant-es contribuent à la participation locale.

### QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- Population du QPV : 1 227 habitant-es
- Population de la ville : 14 390 habitant-es
  - Moins de 25 ans : 31,8 %
  - Population étrangère : 0,8 %
  - Taux d'emploi des 15-64 ans : 45,9 %
  - Taux de pauvreté : 34,9 %
  - Revenu médian : 980 euros par mois



## Quartier Hautepierre

📍 Centre social Le Galet

Hautepierre est un quartier situé à l'ouest de Strasbourg, qui a fêté ses 50 ans en 2020.

Spatialement, il est organisé avec dix mailles hexagonales en nid d'abeilles: cinq sont essentiellement résidentielles (environ 2 500 logements), les cinq autres, plus périphériques, sont dotées d'éléments structurants (hôpital, centre commercial, Plaine des sports, Zénith...). Une maille mixant équipements et logements est en cours d'aménagement à l'est du quartier. Chaque cœur de maille résidentielle est doté d'équipements publics tels qu'écoles maternelles et élémentaires, collèges, gymnase, aires de jeux, espaces verts ou places.

Le quartier a fait l'objet d'un premier programme de rénovation urbaine (2008-2014). Les mailles non rénovées durant cette période sont intégrées dans un deuxième programme qui se déroulera de 2021 à 2030.

Les habitant-es de Hautepierre portent un regard positif sur le quartier du fait de la proximité avec les équipements et commerces, de l'entraide et la solidarité existantes dans le quartier et de la présence d'espaces verts intéressants et spacieux. Par contre, ils et elles pointent également l'inactivité de la jeunesse, source de tensions et trafics, des dégradations des immeubles et communs, l'augmentation de la précarité, la mauvaise image du quartier donnée par les médias.

### QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- Population du QPV : 12 869 habitant-es
- Population de la ville : 275 718 habitant-es
  - Moins de 25 ans : 42 %
  - Population étrangère : 24 %
  - Couples avec enfants : 35 %
  - Familles monoparentales : 17 %
- Personnes habitant leur logement depuis plus de 5 ans : 71 %
  - Taux de pauvreté : 48,1 %
  - Taux d'emploi des 15-64 ans : 43,9 %
- Revenu fiscal médian : 720 euros par mois



## Quartier du Murhof

📍 Centre social La Montagne Verte

La Montagne Verte est un quartier très ancien de près d'un millénaire, situé au sud-ouest de la ville de Strasbourg, métropole de 280 000 habitant-es. Né d'un couvent en 1060, il est devenu un faubourg de Strasbourg par la suite ayant notamment accueilli Jean Gutenberg et tout un pan de l'histoire de l'imprimerie. Au XIX<sup>e</sup> siècle, sa population augmente avec l'arrivée de petites industries, en faisant un petit quartier accolé à Strasbourg. Il faudra attendre les années 1960 et d'importantes opérations immobilières pour voir sa population augmenter fortement, à l'instar de nombreux quartiers du pays.

Actuellement, ses 13 000 habitant-es sont réparti-es dans plusieurs cités et dans des zones résidentielles qui en font un territoire avec une mixité sociale importante. Parmi eux, plus d'un quart a moins de 20 ans, ce qui en fait un quartier jeune par rapport à la ville. Plus d'un quart est immigré, ce qui en fait un territoire multiculturel. Le revenu médian annuel est autour de 14 000 euros, en dessous de celui de Strasbourg (17 000 euros) et nettement plus bas que celui de la France (20 000 euros). Les employé-es et ouvrier-ères y sont les plus nombreux-ses et à l'instar des autres quartiers populaires du pays, les dernières décennies ont été marquées par une augmentation importante du taux de chômage, en particulier des jeunes, pouvant dépasser les 60% sur certains ensembles, dont deux sont des quartiers politique de la ville. Ces dernières années, le quartier s'est densifié avec de nouvelles constructions.

Traversé par des chemins de fer et des

rivières, il est morcelé en plusieurs ensembles ayant chacun leur dynamique sociale et culturelle. Il est également traversé de part en part par un axe routier important concentrant les principaux griefs du cadre de vie du quartier, avec la disparition de nombreux commerces. Pour autant, si ce morcellement se traduit par d'importants écarts entre une population ne connaissant que peu de difficultés sociales, vivant les sous-ensembles composés de maisons, et des cités populaires avec des enjeux socioéconomiques plus importants, cela fait néanmoins de la Montagne Verte un quartier avec une grande mixité sociale et culturelle, qui fonctionne globalement. En atteste une série d'actions sur le quartier dans lesquelles des profils d'habitant-es très différents parviennent à se retrouver et agir ensemble, conscient-es de leur intérêt commun (groupement d'achats écoresponsables, jardins partagés, amélioration du cadre de vie, fête de quartier...).

La vie sociale est concentrée au niveau des six écoles ainsi que par l'action d'un tissu associatif modeste mais dynamique. Une partie importante des espaces publics se situe dans le Parc naturel urbain Ill Bruche, offrant aux habitant-es un cadre de nature en ville très apprécié contrastant fortement avec les cités et l'axe routier.

Cette richesse environnementale vient s'articuler avec un engagement croissant des habitant-es autour des enjeux écologiques. Ainsi, des groupes éclectiques se retrouvent régulièrement autour ...



## Quartier de la Cité de l'III

📍 Centre social L'Escale

148

... d'enjeux éco-citoyens pour maintenir les espaces naturels propres, impulser et animer des dynamiques autour de composts collectifs, limiter l'impact environnemental des familles... Ce lien avec le Parc naturel urbain (PNU) a trouvé ces dernières années son accomplissement symbolique avec la réalisation d'une imposante œuvre artistique participative, le Village des utopies, devenue le symbole du PNU. Située à la confluence des rivières et à la frontière avec le quartier populaire voisin, elle vient rappeler à tou-tes tant la place de la nature sur le territoire que celle des habitant-es.

### QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Population du QPV : 2 401 habitant-es
- » Population de la ville : 275 718 habitant-es
  - » Moins de 25 ans : 41,1%
  - » Population étrangère : 15%
- » Habitant-es ayant emménagé depuis moins de 5 ans dans le quartier : 41%
  - » Couples avec enfants : 20,4%
  - » Personnes seules : 35,6%
- » Familles monoparentales : 26,4%
  - » Taux de pauvreté : 49%
- » Taux d'emploi des 15 - 64 ans : 48,4%
- » Revenu fiscal médian : 880 euros par mois

Situé au nord-est de Strasbourg, le quartier de la Robertsau compte 22 771 habitant-es sur une superficie de 1 805 hectares. Au départ constitué d'un ensemble de terres inondables, l'actuel quartier de la Robertsau va être peu à peu habité par des paysans. Au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, la Robertsau est rattachée juridiquement à la ville de Strasbourg. À partir du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, le maraîchage, emblème de la Robertsau, prend son essor.

Successivement campagne maraîchère, lieu de villégiature, puis faubourg hybride, le quartier va suivre un processus de transformation rapide : à vocation résidentielle avec, à partir de 1950 la construction de maisons individuelles (Cité des Chasseurs), et d'un grand ensemble de logements (Cité de l'III) ; à vocation événementielle avec le Parc des Expositions (1922) et le quartier des affaires.

Située au nord-ouest de la Robertsau, la Cité de l'III compte 4 686 habitant-es pour 1 760 logements et est identifiée comme quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) depuis 2015 (contrat de ville). C'est un ensemble de logements sociaux géré par Habitation Moderne. Le sous-quartier de la Cité de l'III constitue une entité à part du reste du quartier aussi bien géographiquement que par les problématiques sociales qu'il concentre. Bien que l'ensemble des habitations soit très bien entretenu, ayant bénéficié d'une isolation récente, la vision que l'on peut avoir de la Cité de l'III de l'extérieur est à l'image de son parvis : des enseignes fermées et du trafic qui donnent une image dégradée.

Pourtant la Cité de l'III bénéficie de nombreux atouts : bien desservie par les

transports, une relative dynamique associative, l'ouverture récente d'une Maison urbaine de santé.

Les caractéristiques et problématiques du territoire sont une population senior très importante (un-e habitant-e sur cinq a plus de 60 ans), un chômage des jeunes très fort (53,1% de chômeur-ses chez les 15-24 ans), des jeunes peu diplômé-es (48,20% des 15 ans et plus n'ont pas de diplômes), des problématiques autour de la santé (10,9% des enfants sont en surpoids, méconnaissance du système de santé...).

Au-delà de ces qualités architecturales, la Robertsau est l'un des quartiers les plus verts de Strasbourg. D'ailleurs, le nom de ses rues véhicule bien cette idée – à travers notamment la rue des fleurs, celle des maraîchers ou encore celle des jardins fleuris... Surnommé le jardin de Strasbourg, le quartier vient d'obtenir une belle distinction puisque sa forêt de 710 hectares vient d'être classée réserve naturelle nationale, en juillet 2020.

149

### QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Population du QPV : 4 686 habitant-es
- » Population de la ville : 275 718 habitant-es
  - » Moins de 25 ans : 35,7%
  - » Population étrangère : 17,9%
- » Taux d'emploi des 15-64 ans : 43,5%
  - » Taux de pauvreté : 41,9%
- » Revenu médian : 820 euros par mois



## Quartier prioritaire de Lingolsheim

📍 Centre social l'Albatros

La commune de Lingolsheim est composée en 2019 de 18 740 habitant-es. Son QPV se situe à l'est de la commune, à côté de la ville d'Ostwald. Il comprend deux entités : l'ancienne ZUS (zone urbaine sensible) des Hirondelles, qui était presque exclusivement composée de logements sociaux, et le quartier résidentiel du Tiergaertel, fait principalement de copropriétés privées.

Composé de 1131 logements accueillant 2 656 habitant-es en 2015, le QPV a une superficie de 10,5 hectares sur les 567 que compte la ville (soit 1,9%). Les habitant-es du quartier des Hirondelles sont à 41,5% des moins de 25 ans en 2016. L'indice de jeunesse est de 1,9. 18,7% des habitant-es du QPV en 2016 ont plus de 60 ans, c'est une proportion qui a augmenté de 5 points de 2011 à 2016. C'est l'augmentation la plus forte de l'agglomération.

La rénovation du quartier a démarré en 2007 dans le cadre de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU), et se poursuit dans le cadre d'un nouveau contrat de ville signé en 2015. L'objectif de la commune est de faire disparaître le QPV avec sa démolition en 2020, dont les logements sociaux seront répartis sur l'ensemble de la commune. Cependant, Lingolsheim reconstruit pour tout ou partie les logements au nord de la commune et dans le cadre du développement du quartier des Tanneries à l'est.

Au sein du quartier, les dynamiques collectives se déploient autour du centre social, seule association de proximité présente sur cette partie du territoire. Les associations de parents d'élèves prennent part également à cette dynamique mais pour les enfants des écoles du quartier. Un collectif d'habitant-es a également vu le jour dans le

nouveau quartier des Tanneries (proche du QPV) qui a comme intention de développer les solidarités de proximité. Lingolsheim a cependant une richesse associative sur le plan sportif et senior notamment et dispose d'une épicerie sociale quasi municipale.

La transformation majeure réside dans la destruction des derniers immeubles de l'ancien quartier des Hirondelles, dans le cadre du renouvellement urbain en cours depuis 2007. Cette transformation devrait être positive dans la mixité espérée pour le quartier mais la crise sanitaire ne pousse pas à la rencontre ou aux espaces d'échanges sur l'espace public.

Il existe un attachement des habitant-es au Centre social l'Albatros, qui s'exprime par la participation récurrente de nombreuses familles aux activités proposées et aux dynamiques en cours en lien avec l'élaboration du projet social. En 2019, un groupe de jeunes adultes a organisé un projet de solidarité au Sénégal. Cela a été l'occasion pour ce groupe de mobiliser les habitant-es et de valoriser leur action auprès des partenaires. De ce groupe de jeunes adultes est aussi née une association qui œuvre pour les démunis, avec comme moyen d'action la maraude sociale.

### QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Population du QPV : 2 656 habitant-es
- » Population de la ville : 18 740 habitant-es
  - » Moins de 25 ans : 43,2%
  - » Population étrangère : 15,2%
- » Taux d'emploi des 15-64 ans : 47,6%
- » Taux de pauvreté : 32,7%
- » Revenu médian : 1 010 euros par mois
- » Part des habitant-es n'ayant pour tout revenu que les prestations sociales : 23,7%



## Quartier Ronceray-Glonnières-Vauguyon

📍 Centre social des Quartiers Sud

Le quartier Ronceray-Glonnières-Vauguyon compte 6 000 habitant-es (sur 144 244 pour la ville). Les Quartiers Sud du Mans sont les plus peuplés de la ville du Mans : 25 566 habitant-es, soit 18% de la population de la ville en 2015. Malgré un fort ralentissement ces dernières années, le nombre d'habitant-es est en diminution.

L'habitat est diversifié : la moitié des 12 267 résidences principales est composée de maisons individuelles et l'autre moitié de logements situés dans des immeubles collectifs. Le taux de propriétaires est de 45,67%. 54,33% des habitant-es sont locataires dont une majorité en parc HLM (environ 45%).

La structure par âge reflète la répartition du quartier en deux ensembles : une partie HLM où vivent des familles avec enfants et une partie plus pavillonnaire où les retraités sont nombreux. Environ un quart de la population sur les Quartiers Sud a moins de 18 ans et autant plus de 60 ans, soit deux tranches d'âge bien représentées. La question du vieillissement de la population se pose.

Sociologiquement, les Quartiers Sud sont populaires, avec la prédominance des catégories d'ouvrier-ères et d'employé-es. Ils sont couverts par un nombre conséquent d'équipements sportifs et culturels ainsi que de services administratifs présents, entre autres, dans la Maison de services au public, pilotée par le centre social. Ils sont reliés au reste de la ville par le réseau de bus, tramway et pistes cyclables.

C'est un territoire bien doté en services de proximité, offres culturelles et associatives, avec un réel sentiment d'appartenance au quartier plutôt qu'à la ville.

### QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Population du QPV : 6 000 habitant-es
- » Population de la ville : 144 244 habitant-es
  - » Moins de 25 ans : 37,8%
  - » Plus de 60 ans : 19%
- » Population étrangère : 17,2%
- » Part des ménages locataires : 90,6%
- » Habitant-es ayant emménagé depuis moins de 5 ans dans le quartier : 41%
- » Taux d'emploi des 15-64 ans : 45,5%
- » Taux de pauvreté : 49,3%
- » Revenu fiscal médian : 680 euros par mois



## Quartier Chaoué Perrières

📍 Centre social d'Allonnes

Le quartier Chaoué-Perrières réunit 5407 habitant-es sur les 11252 habitant-es de la ville d'Allonnes. Véritable banlieue à la campagne (90% de campagne, 10% de ville), le quartier, inscrit dans la géographie prioritaire, est en cœur de ville. Il a bénéficié des programmes de rénovation 1 et 2 et est le seul quartier du département de la Sarthe à être reconnu d'intérêt national pour le nouveau programme de renouvellement urbain. Il est composé de 45% de logements sociaux.

Longtemps ville jeune, Allonnes voit sa population vieillir créant une forme d'équilibre. La ville cumule de nombreux chiffres montrant une population fragile (taux de chômage, monoparentalité...) mais la politique de rénovation urbaine et de construction d'habitations individuelles (location ou accession) amène une population active sur le territoire. Celle-ci n'utilise cependant pas forcément tous les services proposés, qui sont pourtant nombreux.

Allonnes dispose d'un tissu associatif dense, de nombreuses infrastructures culturelles et sportives, d'équipements publics et de plus d'une centaine d'entreprises dans les zones d'activité économique. Elle est également marquée par des migrations pendulaires importantes. Elle développe de nombreuses formes de démocratie locale (comités d'initiatives, conseil des sages, comité jeunes Allonnes, conseil citoyen), une politique de solidarité au niveau local (tarification au taux d'effort, gratuité de certains services...) et a mis en place de nombreux services pour l'enfance et la jeunesse.

Le tissu associatif est important (plus d'une centaine d'associations pour une

commune de 11000 habitant-es) qui apporte une dynamique sur le territoire avec de nombreux événements (sportif, culturel, solidaire). Le Centre social d'Allonnes (dénommé Gisèle Halimi depuis le 6 mars 2021) qui fête ses 50 ans, a accompagné des initiatives d'habitant-es jusqu'à la création de services ou de nouvelles associations (ludothèque, médiathèque, associations de danses, service jeunesse...), de même que de nombreux-ses Allonnais-ses, au travers de leur parcours, en participant aux activités du centre social, puis en s'impliquant de plus en plus (bénévoles d'activités puis administrateurs) et parfois en s'impliquant dans des mandats politiques. Le multiculturalisme (38 nationalités présentes) riche et apaisé est une source de fierté de la part de ses habitant-es, tout comme l'action de la collectivité pour préserver les services publics et s'inscrire dans des projets et programmes ambitieux (ANRU 1 et 2, Cités Éducatives, Fabrique des Territoires).

### QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Population du QPV : 5 407 habitant-es
- » Population de la ville : 11 252 habitant-es
  - » Moins de 25 ans : 35,5%
  - » Population étrangère : 9,2%
- » Familles de 6 personnes et plus : 3%
- » Familles monoparentales : 28%
- » Taux d'emploi des 15-64 ans : 48,5%
  - » Taux de pauvreté : 37,6%
- » Revenu fiscal médian : 930 euros par mois



## Quartier Tremblay Grand Ensemble

📍 Maison de quartier du Vieux pays

Le Centre social du Vieux-Pays est situé dans un des 5 quartiers de la ville de Tremblay-en-France, le quartier du Vieux-Pays. Il est situé dans le QPV Tremblay Grand Ensemble.

Avec ses 2800 habitant-es, ce quartier concentre moins de 10% de la population totale de la ville (qui en compte 36230). Cœur historique de la ville, le Vieux-Pays est un quartier marqué par sa diversité en matière d'habitat et de population. Typique, de par sa forme urbaine, des villages ruraux du Bassin parisien, il conserve un caractère rural grâce à la présence de près de 700 hectares de terres cultivées, soit une des plus grande superficie agricole exploitée à cette distance de Paris. Mais le Vieux-Pays offre aussi un cadre proche des formes périurbaines avec une part non négligeable de logements sociaux et un habitat constitué de lotissements pavillonnaires récemment construits, de petits ensembles collectifs et de maisons plus traditionnelles.

Ce quartier a également une vocation économique forte due à l'implantation de la zone aéroportuaire à l'extrémité nord du quartier. Avec 1158 personnes, les actif-ves du Vieux-Pays représentent les trois quarts de la population totale des 15-64 ans (74,3%). Le Vieux-Pays fait partie des quartiers où les actif-ves sont les plus présentes à l'échelle de la ville (72,4% d'actif-ves à l'échelle de Tremblay-en-France). Le quartier est marqué par une forte présence des professions intermédiaires et des employé-es, et une faible présence des cadres. 31,4% des actif-ves appartiennent ainsi aux professions intermédiaires et

37,4% des actif-ves appartiennent à la catégorie des employé-es.

La population de ce quartier se caractérise aussi par la présence de jeunes couples avec enfants et des personnes âgées. Ces dernières années, de plus en plus de familles ont emménagé sur ce quartier.

Reflète de l'importance des familles avec enfants, les personnes inactives, au nombre de 401, sont essentiellement constituées d'élèves ou d'étudiant-es, et très peu de préretraité-es ou retraité-es (2%, il s'agit du taux le plus bas de la commune).

En matière d'équipements sur le quartier, on retrouve une école maternelle et primaire, une poste annexe, une église, un petit commerce de proximité et un centre social municipal. Le Centre social du Vieux-Pays est l'élément de fierté du quartier car il est l'unique lieu d'accueil de proximité et de socialisation.

### QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Population du QPV : 7 297 habitant-es
- » Population de la ville : 34 614 habitant-es
  - » Taux de pauvreté : 38,8%
  - » Moins de 25 ans : 43,9%
  - » Population étrangère : 20%
  - » Revenu médian : 969 euros par mois
  - » Taux d'emploi des 15-64 ans : 50,3%



## Quartier Tremblay Grand Ensemble

📍 Centre social Louise Michel Mikado

Le Centre social Louise Michel Mikado est situé dans le quartier du Centre-ville de la ville de Tremblay-en-France. Également appelé Grand Ensemble, le quartier du Centre-ville compte 11662 habitant-es soit 31 % de la population communale.

À l'échelle du quartier, la part des plus de 60 ans a connu une forte augmentation ces dernières années. À contrario, la part des 30-45 ans a connu quant à elle une baisse constante. Quant à la répartition par sexe, les hommes sont plus nombreux jusqu'à 20 ans.

Comme la ville de Tremblay-en-France, le Grand Ensemble est en pleine évolution depuis plusieurs années, guidée par un souhait de la municipalité d'améliorer le paysage urbain et la mixité sociale du territoire par la destruction de certains tours et la reconstruction de nouveaux lotissements.

Ainsi, un vaste programme de rénovation urbaine du Grand Ensemble (ou quartier du Centre-ville) a été lancé, avec la réhabilitation de nombreux logements, la démolition des 7 tours les plus dégradées et la construction de nouveaux immeubles. À ce jour, déjà six tours ont été détruites à l'échelle du quartier.

Cette opération de rénovation s'est également accompagnée du développement de nombreux projets avec les habitant-es du quartier. Pour accompagner les familles relogées, un projet Mémoire a été conduit au sein de la division Démocratie locale, depuis décembre 2010. Ce projet Mémoire visait à garder trace de l'histoire des familles des tours vouées à la démolition, en valorisant la parole et le vécu des habitant-es pour les aider à se projeter dans

le futur de leur vie et de leur ville. Une parole individuelle et intime a été recueillie au sein des familles, des portraits photos et des reportages sur les intérieurs d'appartement ont été réalisés, donnant lieu à diverses restitutions collectives aux familles depuis plusieurs années.

Concernant l'ambiance qui y règne, le quartier du Centre-ville est marqué par l'entraide et la solidarité entre ses habitant-es. Les retraité-es du quartier se retrouvent souvent sur le banc vers 16h00.

Mais depuis la destruction des tours, des choses semblent avoir changé aux yeux de certain-es habitant-es : un sentiment de sécurité plus fort même s'il y a toujours du trafic... et des relations, un brassage moins forts avec les quartiers voisins.

### QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Population du QPV : 7297 habitant-es
- » Population de la ville : 34 614 habitant-es
  - » Taux de pauvreté : 38,8 %
  - » Moins de 25 ans : 43,9 %
  - » Population étrangère : 20 %
- » Revenu médian : 969 euros par mois
- » Taux d'emploi des 15-64 ans : 50,3 %



## Quartier des Larris

📍 Centre social Inter-G

La ville de Fontenay-sous-Bois est une ville de 53 000 habitant-es. Elle est fractionnée en 13 sous quartiers dont le quartier des Larris.

Le quartier des Larris est une Zone à Urbaniser par priorité (ZUP). Cette urbanisation favorise la construction de logements et d'équipements collectifs. Le quartier fait l'objet de différentes opérations de rénovation d'envergure dont l'objectif est le désenclavement tout en repensant sa connexion avec le reste de la ville et en favorisant son attractivité et sa mixité sociale. Le quartier des Larris, où est implanté le centre social Inter-G depuis 2004 et qui constitue son territoire d'intervention géographique prioritaire, se situe dans le Val-de-Fontenay, c'est-à-dire plutôt au nord de la ville. Il est bien desservi par les transports en commun (gares RER et bus).

Dans ce quartier des Larris, la moitié des résidences (54,3 %) est occupée par des locataires sociaux. La moitié des ménages (50,9 %) est une famille avec enfant(s). Plus d'un quart des ménages dans le quartier des Larris est bénéficiaire des minima sociaux, avec un niveau de vie bien moindre que le seuil de pauvreté. La population y est jeune, tandis que la part des personnes âgées est en augmentation (6 % de la population a plus de 75 ans, ce nombre devrait être multiplié par 1,9 dans les années à venir).

À proximité du quartier, les services et équipements publics sont nombreux : écoles, collèges et lycées, équipements sportifs, accueil de la petite enfance. Les associations y sont aussi nombreuses et agissent

dans les champs du soutien à l'alphabétisation, soutien scolaire, culture, prévention spécialisée, animation et démocratie locale...

### QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Population du QPV : 2 378 habitant-es
- » Population de la ville : 53 124 habitant-es
  - » Moins de 25 ans : 38,2 %
  - » Population étrangère : 26,1 %
  - » Taux d'emploi des 15-64 ans : 54,1 %
  - » Taux de pauvreté : 34,9 %
- » Le revenu médian : 1050 euros par mois



## Quartier de la Dame Blanche

📍 Centre social et culturel du Plein Midi

Située entre la Plaine-Saint-Denis et le pôle de Roissy, la commune de Garges-lès-Gonesse est adhérente à la communauté d'agglomération Roissy Pays de France, dans le Val d'Oise. Le développement urbain de la Ville s'est effectué principalement dans les années 1960-1970 sous la forme de grands ensembles. Peuplée de 3 515 habitant-es en 1946, Garges comptait 37 710 habitant-es en 1973 et 42 262 au 1er janvier 2017.

La ville connaît actuellement de grands changements (destruction de barres, rénovation, construction) dans plusieurs quartiers dans une optique de désenclavement et de revalorisation du patrimoine urbain.

D'un point de vue démographique, la ville comporte une forte présence d'une population d'origine étrangère, (près de 70 communautés sur le territoire), et est une des villes les plus jeunes de France (quasiement la moitié de la population). Les situations de pauvreté et d'inégalités ne diminuent pas et se maintiennent à un niveau élevé, notamment pour les plus fragiles et les plus vulnérables.

Le Centre social et culturel Plein Midi rayonne sur 3 quartiers: Centre-ville, Dame Blanche Ouest et Lutèce regroupant 15 736 habitant-es soit 39% de la population gargeoise. Les trois quartiers sont assez différents du point de vue de l'habitat (pavillonnaire, habitat collectif...), de la présence de commerces et services publics et de ses habitant-es, avec également, une disparité dans la desserte des transports en commun.

Le Centre social Plein Midi s'appuie sur un noyau de bénévoles présent-es pour

l'organisation des événements spécifiques, associé à des jeunes bénévoles en appui à l'équipe d'animation. La typologie des habitant-es engagé-es dans le territoire via le centre social est variée et favorise la mixité sociale, élément clé du vivre-ensemble prôné par le centre social. Le centre social est reconnu par les habitant-es comme un lieu de rencontre, de détente, un moyen de décompresser ou de faire une activité. C'est aussi une deuxième maison.

### QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- Population du QPV: 30 892 habitant-es
- Population de la ville: 42 262 habitant-es
  - Taux de pauvreté: 44,2%
  - Moins de 25 ans: 41,5%
  - Population étrangère: 30,7%
- Revenu médian: 900 euros par mois
- Taux d'emploi des 15-64 ans: 49%



## Quartier des Grandes Bornes élargies

📍 Centre social l'Empreinte

Goussainville est une ville de la banlieue nord de Paris, à l'est du département du Val d'Oise. Elle est située à une vingtaine de kilomètres de la capitale. Elle se trouve à proximité immédiate de l'aéroport de Roissy - Charles de Gaulle, dans une zone de transition entre l'agglomération parisienne et les espaces ruraux du nord-est du Val d'Oise. Située sur un axe direct à l'extrémité des pistes nord, Goussainville souffre d'importantes nuisances qui impactent la qualité de vie des habitant-es et qui génèrent de fortes contraintes pour le développement de la ville.

Avec 31 540 habitant-es en 2017, Goussainville est l'une des plus grandes villes du Val d'Oise et compte 2 quartiers prioritaires.

La ville compte plus de maisons individuelles (6 325) que d'appartements (4 015 en 2017). Goussainville doit répondre à une importante demande en logement social notamment au regard du caractère modeste de sa population.

Le Centre social l'Empreinte se trouve dans le quartier prioritaire des Grandes Bornes élargies, au nord de la ville. Il a déjà fait l'objet d'un Programme de rénovation urbaine (PRU) avec réhabilitation de logements, réaménagement qualitatif des espaces publics et développement du réseau viaire sur des secteurs enclavés et déconnectés.

Le tissu associatif est très riche et varié sur la ville et le quartier.

Lors du premier confinement, la Ville a su rassembler toutes les solidarités et aides

en un seul endroit: le gymnase Baquet, ce qui a énormément facilité les choses pour les habitant-es ayant besoin de soutien. Les habitant-es du quartier des Grandes Bornes et le centre social sont fiers de porter la Fête des quartiers qui se déroule chaque année fin juin et qui rassemble tous les goussainvillois-es.

### QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- Population du QPV: 8 210 habitant-es
- Population de la ville: 31 212 habitant-es
  - Moins de 25 ans: 40%
  - Plus de 60 ans: 14,5%
  - Familles monoparentales: 17,9%
  - Population étrangère: 22,2%
- Taux de chômage des 15 à 64 ans: 18,2%
- Taux de pauvreté: 27%
- Revenu médian: 940 euros par mois



→ Quartier des Trois cités, Poitiers (86) ©Marta Nascimento

159



→ Quartier des Trois cités, Poitiers (86) ©Marta Nascimento

↑ Quartier Grand Ensemble, Tremblay-en-France (93)



← Pierrefitte-sur-Seine (93) ©Marta Nascimento

158



**question de ville**  
association des directeurs  
des centres de ressources  
de la politique de la ville



MINISTÈRE  
DE LA COHÉSION  
DES TERRITOIRES  
ET DES RELATIONS  
AVEC LES  
COLLECTIVITÉS  
TERRITORIALES

**AGENCE  
NATIONALE  
DE LA COHÉSION  
DES TERRITOIRES**



Depuis 2011, la Fédération des Centres sociaux et Socioculturels de France (FCSF) et Question de Ville, association des directeurs et directrices des centres de ressources politique de la ville, ont engagé une démarche de recueil de la parole d'habitant-es des quartiers populaires sur « l'état des quartiers ».

Ce cinquième rapport rend compte de la démarche conduite entre fin 2019 et début 2021 auprès d'habitant-es et habitants de 22 quartiers populaires de France qui, bien que relevant de contextes parfois très différents, mettent en lumière des problématiques partagées et nous interpellent sur des réalités quotidiennes et des leviers d'action pour de meilleures conditions de vie. Percutée par la crise sanitaire, la démarche d'écoute des habitant-es, réalisée pendant les confinements successifs, nous offre aujourd'hui un regard singulier d'habitant-es sur cette période, les difficultés et les espoirs, les inégalités criantes subies et les ressources déployées.

Mais l'ouvrage propose aussi un regard plus global sur la vie dans les quartiers populaires aujourd'hui, avec des habitant-es qui aspirent à être des habitant-es « comme les autres » et interpellent les pouvoirs publics et la société pour être reconnu-es comme tel-les.



**Fédération des Centres sociaux et Socioculturels de France**  
[www.centres-sociaux.fr](http://www.centres-sociaux.fr)

**Question de Ville**  
[www.reseau-crpv.fr](http://www.reseau-crpv.fr)